

**Dans ce document**  
**(notes de lecture 3)**

- **Pascal Ory : *Qu'est-ce qu'une nation, une histoire mondiale*, éd. Gallimard 2020**
- **Eric Hobsbawm : *Nations et nationalisme depuis 1780*, éd. Gallimard 1992**
- **Charles Tilly : *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, éd. Aubier 1992**
- **Daniel Nordman : *Frontières de France, de l'espace au territoire XVI<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècle*, éd. Gallimard 1998**
- **Roman Rosdolsky : *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire », la question nationale dans la révolution de 1848*, éd ; Syllepse 2018**
- **Bordiga : *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, sur le net**

Sur les transformations foncières à la Révolution française voir Dickmann pages 397-398 et pour la Révolution russe : Lénine *Sur la catastrophe éminente*, t. 25, pp. 393. 400-401. 405.

**L'enjeu de toute cette étude sur le mode de production capitaliste et l'Etat-Nation, c'est le retour pervers de l'Etat-nation dans la crise actuelle de la mondialisation, à l'intérieur et comme formalisation de la lutte des classes.**

**Pascal Ory : *Qu'est-ce qu'une nation, une histoire mondiale*, éd. Gallimard 2020**

On ne peut comprendre la problématique de Pascal Ory (*Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale*) sans définir sa cible : le « marxisme », ou du moins ce qu'il entend par « marxisme ». Si Ory a une vision très superficielle de Marx, sa critique n'est pas toujours injuste si nous considérons l'usage du marxisme par les auteurs critiqués.

Les auteurs visés sont Benedict Anderson, Ernest Gellner et Eric Hobsbawm, ce dernier étant la cible principale.

Pour Gellner, selon Ory, dans la construction du national, « le nœud était à chercher dans la substitution de l'industriel à l'agraire (...) La force de sa démonstration était de poser que c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas le contraire. Sa faiblesse était de ne pas traiter, en fait, du national mais du nationalisme et d'établir un lien systématique entre l'émergence de celui-ci et celle de l'industrialisme. (...) Gellner faisait de la nation une superstructure émanant de la bourgeoisie capitaliste. » (p.31).

Ory souligne à la suite « la dimension intrinsèquement démocratique de la revendication nationale » (32)

L'objection principale aux « thèses marxistes » consiste pour Ory à « poser comme donnée a priori la détermination "en dernière instance" par l'économie. (...) à tout le moins sur le terrain du national il n'en n'est rien et que le culturel, au même titre que le politique, dispose d'une large autonomie par rapport aux déterminations économiques » (p.33). Il poursuit : « Il y a une certaine naïveté à chercher dans l'économico-social *seul* (nous soulignons) la source de l'économico-social. » (33). Se référant à Max Weber, il ajoute : « ...un Luther ou un Calvin étaient plus utiles à l'intelligence des changements économiques de leur temps qu'un Médicis ou un Fugger. » (33).

Ory place en note une référence à la lettre d'Engels à Bloch (21 septembre 1890) où il est question de la « dernière instance », il commente : « l'économique reste la base de l'édifice » (c'est exact mais un peu réducteur en ce qui concerne le texte d'Engels). Quand Ory semble mener une critique radicale en rejetant la « dernière instance », il poursuit par l'affirmation que « le culturel, au même titre que le politique, dispose d'une large autonomie par rapport aux déterminations économiques. » S'il s'agit d'autonomie, même large, « par rapport aux déterminations économiques », nous retrouvons malgré tout la « dernière instance ». En fait *c'est le rejet pur et simple de la « détermination » économique qui constitue le fond des thèses d'Ory*. Dans la même note il relève la « formule paradoxale [selon lui] d'Althusser "l'heure de la dernière instance ne sonne jamais", au cœur d'un livre qui s'emploie à sauver l'instance en question. ». Ory n'a rien compris à Althusser, à la théorie des instances, à celle de l'idéologie et des surdéterminations. Comme le confirme la suite du livre, la large autonomie est en fait une totale indépendance, toutes les déterminations du fait national et de sa constitution interviennent au même titre et peuvent se conjuguer avec cependant toujours une « détermination en dernière instance » du politique.

Mais, c'est justement là que le livre d'Ory peut être intéressant : sur la prise en compte précisément du politique dans sa large autonomie, *mais autonomie relative* (voir définition, TC 26, p.158).

Plus loin, Ory présente sa thèse comme s'opposant à « deux tautologies » : « Les chercheurs posant en principe l'origine populaire des peuples, assurément, mais aussi les chercheurs posant en principe l'origine étatique de la nation, bref deux tautologies l'une en face de l'autre. Bien loin, en effet, de reprendre à son compte les thèses de Gellner ou

d'Hobsbawm, qui faisaient sourdre le national de la préexistence d'Etats modernes s'en réclamant, créant une tradition *ex post*, la thèse défendue [Ory se réfère à une de ses conférences donnée antérieurement] renversait la démonstration : l'identification culturelle (peuple) préexistait à l'identification politique (nation), mais elle n'était pas pour autant le produit d'une génération spontanée : l'origine du peuple en question était nécessairement politique, elle se cristallisait en une institution. Le politique produit de la culture qui, par la suite, va servir à produire de la nation. (...) La thèse avancée dès cette époque était que l'illusion rétrospective d'Anderson, Gellner ou Hobsbawm était fondée sur une confusion entre le travail de consolidation des Etats-nations modernes – ne remontant, on le verra, à guère plus qu'un couple de siècles – et le travail d'homogénéisation que produit, par fonction, toute institution politique, et qui peut, lui, s'être étendu sur des périodes incommensurablement plus longues. » (64-65).

La thèse d'Ory a elle-même tout de la tautologie et de la motion caoutchouc.

- L'identification culturelle (peuple) préexiste à l'identification politique (nation)
- L'origine du peuple est nécessairement politique
- L'identification culturelle se « cristallise » en une institution politique qui homogénéise
- Le politique (institution), produit de la culture sert à produire à son tour la nation [Ory n'écrit pas « produit » mais « sert à produire », cela laisse planer toutes sortes d'ambiguïtés et surtout nous ne savons à qui (à quoi) il *sert* à produire.]

Dans toute cette « démonstration », nous ne savons pas de quelle époque historique il s'agit, de quel mode de production (en dehors même de la « détermination en dernière instance »), s'il y a des classes plus ou moins intéressées à la constitution de ces « institutions » et qui plus est de la « nation », des conflits entre ces classes qui précipitent cette constitution et même « l'homogénéisation » du « peuple ». Qu'est-ce qu'un peuple culturellement défini.

On peut multiplier les exemples qui mettent à bas la thèse d'Ory : les Grecs antiques culturellement homogènes n'ont jamais produit d'Etat commun sauf, *in fine*, sous la contrainte macédonienne ; l'identification culturelle à « La France » de la « France du sud » n'a pas préexisté à son homogénéisation avec celle du nord avant que « l'institution » ne le décrète à coup d'épées, de sacs et de bûchers ; les Alsaciens, culturellement germaniques, sont *annexés* par le Reich en 1871, etc. De façon générale Ory passe totalement à côté du processus historique de constitution des frontières en Europe occidentale du XVI<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup> et néglige les Empires d'Europe centrale et orientale (il a même existé un Empire polonais), sans parler de l'Orient, proche, moyen ou extrême. Il faut remarquer les euphémismes d'Ory : il y a une « identification culturelle », puis, de la part de « l'institution » une simple « homogénéisation ». Il faudrait demander aux Kurdes de Turquie, aux Ouïgours de Chine, aux Occitans du XIII<sup>e</sup> siècle ce qu'ils pensent de l'« homogénéisation institutionnelle ».

En résumé, l'identification culturelle (peuple) préexiste mais elle est nécessairement politique, politique qui, à son tour (mais on peut échanger les tours), est l'origine du peuple. Ory combat les tautologies au nom du cercle vicieux, tout est dans tout et réciproquement. Si les Alsaciens étaient légalement mécontents d'être annexés c'est du fait du politique, s'ils furent légitimement annexés c'est de par leur identification culturelle et populaire.

En dépit de sa totale abstraction, il est intéressant de revenir sur la périodisation théorique d'Ory. C'est dans son point de départ que réside toute l'ambiguïté voulue : une identification « culturelle », mais dite aussitôt « politique », mais cependant ladite « identité culturelle » se « cristallise », ce qui signifie alors que les éléments « culturels » *préexistent*, ce qui contredit la dénégation de leur « génération spontanée ». Pour refuser la fameuse

« dernière instance » et surtout, en conséquence, ne jamais considérer dans la production des « Etats modernes » et des « Etats-nations » les rapports de classes y compris, dans ces rapports de classes, la « large autonomie du politique », Ory s'enferme dans un cercle vicieux plein de contradictions internes.

Il existe cependant dans le texte d'Ory une distinction intéressante entre « Etats modernes » et « Etats-nations » ces derniers n'effectueraient qu'un travail de « consolidation » de l'œuvre d' « homogénéisation » entreprise par les premiers. Cependant cette distinction qui pose une continuité contredit le principal intérêt du livre d'Ory : la définition de l'Etat-nation comme une rupture qualitative dans le passage du peuple aux citoyens. Passage qu'Ory relie toujours, avec raison, à une déclaration politique (Pays-Bas, Angleterre, Etats-Unis, France). *C'est là le point fort de son livre.*

En ce qui concerne la France, nous pouvons avancer que « l'Etat moderne » balbutie avec le règne de Philippe le Bel (nous verrons la chose dans les autres Etats européens en commentant le livre de Charles Tilly, *Contraintes et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, éd. Aubier 1990), mais les « organes centraux » de cet « Etat moderne » en gestation ne sont pas l'émanation d'une homogénéisation mais le raccordement d'une multitude de particularités, de privilèges et de juridictions particulières souvent se superposant sur un même territoire et une même population. Si l'instance politique travaille plus ou moins à l'homogénéisation c'est sous l'égide de la bourgeoisie marchande et du commerce, dans une relation souvent conflictuelle.

L'homogénéisation à partir d' « identifications culturelles » plus ou moins identiques sur l'espace *devenu l'Etat-nation* est un mythe servant à masquer la violence de l'extension des nouveaux rapports de production contre les anciens rapports féodaux, occultation nécessaire à l'affirmation non pas de la « large autonomie du politique » mais à l'affirmation d'une totale indépendance du politique et de son pouvoir créateur absolu.

Regardons, à la suite d'Engels, « l'homogénéisation » entre la France du sud et la France du nord. « La nationalité française méridionale n'avait pas, au Moyen-âge, plus de liens de parenté avec celle du nord de la France que la nationalité polonaise n'en a avec la nationalité russe. Au Moyen-âge, la nation française du sud, autrement dit la nation provençale, n'avait pas seulement un haut niveau de développement, elle était en tête de toute l'Europe. Elle avait été la première de toutes les nations modernes à avoir une langue de culture (...) Pour l'industrie et le commerce, elle ne le cédait en rien aux Italiens. (...) Et pourtant, comme la Pologne, elle a d'abord été partagée entre la France du nord et l'Angleterre, avant d'être totalement soumise par les Français du nord. (...) Pendant des siècles, les méridionaux ont combattu contre leurs oppresseurs. Mais le cours de l'histoire fut sans pitié. A la fin d'une lutte qui avait duré trois siècles, leur belle langue était réduite au rang de patois, et eux-mêmes étaient devenus Français. Le despotisme imposé par la France du nord à la France du sud dura trois cents ans, et c'est seulement au bout de ces trois cents ans que les Français du nord compensèrent ces siècles d'oppression, en anéantissant les derniers restes d'autonomie de la France du sud. La Constituante démantela les provinces indépendantes, la poigne de fer de la Convention fit pour la première fois des habitants de la France méridionale des Français et leur donna la démocratie pour compenser la perte de leur nationalité. » (Engels, *Discussion sur la Pologne*, « La Nouvelle Gazette rhénane », 3 septembre 1848, cité par Rosdolsky, *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire »*, p.211).

Quand, en 1848, Engels compare le destin de la France du sud à celui de la Pologne c'est pour souligner que l'oppression nationale n'est pas en elle-même un critère suffisant pour se ranger aux côtés d'un « peuple » fut-il dominé. Si, selon Engels, la France méridionale a été à juste titre balayée par l'histoire c'est qu'elle était « devenue la partie réactionnaire du pays. C'était la principale tranchée arrière du féodalisme ... » (ibid). En revanche, toujours selon Engels, la Pologne « est devenue la partie révolutionnaire de la

Russie, de l'Autriche et de la Prusse. » (ibid). [Nous verrons en commentant le livre de Rosdolsky toutes les limites des analyses d'Engels et de Marx relatives aux nations]

La thèse défendue par Ory d'une homogénéisation par l'instance politique cristallisant des identifications culturelles est historiquement fantaisiste. Ce qui n'empêche que la politique joue un rôle déterminant quant à la formation de l'Etat-nation.

« La nation est l'enfant de la rencontre entre un peuple et la démocratie. » (Ory, p.403). A la page suivante, il explicite la chose : « Une culture partagée instaure une nouvelle conception du politique, une histoire se transforme en géographie, *un peuple devient le Peuple* (nous soulignons, c'est le point important et en partie "récupérable" de la thèse de Ory) : c'est la métamorphose à laquelle préside la souveraineté populaire dans ses moments fondateurs. Mais au fond le processus *boucle la boucle* [idem] car la communauté culturelle était elle-même le produit d'une expérience politique fabriquant du commun. (...) Ce politique originel fabrique de l'identité collective. » (p.404)

Ory reconnaît *et revendique* la circularité de son raisonnement : la « culture partagée » ou « communauté culturelle » est elle-même le fruit d'un « politique originel » qui a fabriqué de « l'identité collective ». Pour contrer, ce qui est son objectif politique actuel (sauver la nation protectrice, la démocratie, l'Etat et les « Droits humains »), les thèses de Gellner, Anderson et Hobsbawm, Ory revendique la circularité de sa thèse : « Un Benedict Anderson ou un Eric Hobsbawm, purs produits d'une histoire economiciste et internationaliste, ont joué leur rôle clérical en mettant en lumière les déterminants techniques et économiques de toute revendication nationale. Assurément la victoire du Guomindang sur les Seigneurs de la guerre des années 1920 ou la tonicité récurrente du nationalisme catalan ne se comprennent pas sans cet élément. Mais celui-ci, s'il peut être parfois décisif, n'a rien d'universel : tout dépend, une fois de plus, des conjonctures. Portés à adopter une réponse simple, donc réductrice, ces interprètes ont tout ramené à une interprétation moins matérialiste que sociologique – en bons cousins qu'ils étaient, sans vouloir toujours le reconnaître, des libéraux les plus classiques. Car s'ils avaient poussé jusqu'au bout le matérialisme en question ils auraient été obligés de reconnaître que nombreuses sont les situations de domination économique qui peuvent plaider non pas pour mais contre le choix nationaliste. Une partie de la bourgeoisie allemande émergente peut se retrouver vers 1840 dans les théories protectionnistes, toujours citées en exemple, de Frédéric List (...) mais au plus fort de la crise de l'été 1914 d'où est sorti tout le XX<sup>e</sup> siècle c'est la City londonienne, pourtant mythifiée par le mouvement ouvrier comme centrale capitaliste, qui fut encore, de fait, l'une des rares institutions, avec l'Internationale socialiste et la papauté, qui penchaient vers une solution pacifique du conflit. Elle échoua – mais ni plus ni moins que les deux autres : la nation, une fois de plus, a été la plus forte. Il faut croire que les peuples prétendants et les peuples établis se reconnaissaient mieux en elle que dans Jean Jaurès ou Benoit XV. » (409).

Nous avons là un florilège d'amalgames, d'ignorance volontaire ou réelle et de mauvaise foi. Comme si la « nation » était l'autre terme absolument antithétique au « pacifisme » supposé de l'Internationale, de la City ou de la papauté. La City n'est pas la totalité des intérêts capitalistes britanniques et encore moins tel que ces derniers sont formalisés dans son Etat. La City, même en 1914, n'était pas l'essence du « déterminant économique ». Le « choix nationaliste » est celui du *capital national*, c'est-à-dire d'une structure qui se constitue comme tel, capitalisme national, dans l'Etat et dans la mesure où pour se constituer ainsi il résulte de toutes les instances de la reproduction y compris l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital avec les institutions et les pratiques diverses que cela implique. Le capital national c'est la reproduction des rapports sociaux capitalistes sur un territoire que cette reproduction dans ses limites (sa propre genèse et histoire, les inégaux niveaux de développement, son extraction des rapports antérieurs, sa relation – expulsion/intégration- à la paysannerie et aux rapports de

classes internes à celle-ci ; tout cela se synthétisant finalement dans une aire de péréquation du taux de profit) définit alors comme territoire national.

Quand Ory parle de conjoncture, c'est-à-dire de la rencontre de divers facteurs concourant à la définition d'une situation, non seulement tous les termes sont au même niveau de détermination (il ne conçoit pas contrairement à Althusser que la « dernière instance » puisse produire son propre renversement, sa propre subordination – le concept de surdétermination), mais surtout son présupposé *culturel* du national enferme chaque conjoncture dans l'espace toujours premier de la nation. Une conjoncture ne peut, pour Ory, qu'être interne à chaque territoire. Il ne peut alors concevoir (c'est pour lui un interdit de sa problématique) une conjoncture mondiale déterminant ce qui fait le national du moment.

Ainsi contre sa bête noire de la « détermination en dernière instance » il est tout heureux d'exhiber la résurgence du fait national dans les années 1990 qui suivent l'effondrement de l'URSS. C'est la conjoncture mondiale de l'unipolarité américaine qui lui échappe, qu'il ne peut voir, c'est-à-dire les trente années de la « mondialisation américaine » qui est précisément la destruction de toute cohérence nationale, quelle que soit le recours à l'histoire séculaire des Croates, des Serbes, Slovènes, Slovaques ou autres Turkmènes qui, à l'occasion, sera revisitée pour quelques massacres ( sur la « mondialisation américaine » et sa crise voir *Ukraine* 22). Chaque nouvel espace national n'était, dans cette conjoncture, qu'un moment du cycle mondial de la valorisation capitaliste se déclinant à tous les niveaux d'échelle. On peut reconnaître avec Ory que « c'est toute une nouvelle géopolitique qui se mit en place à partir de 1989, remettant en pleine lumière des conflits internationaux d'intensité variée (...) que la guerre froide avait solidifiés, les plus remarquables se situant significativement dans l'ancienne Russie d'Europe, du Caucase à l'Ukraine orientale en passant par la Crimée. » (37). Mais si « des contentieux remontant au lendemain de la Première Guerre mondiale » ont resurgi cela n'est pas de leur propre fait, c'est la nouvelle trame de la mondialisation qui les a retravaillés et actualisés.

Il semblerait que dans la situation actuelle de crise de la mondialisation, les séparatismes nationaux des « dominants » marquent le pas. Quand la séparation de Singapour par rapport à la Malaisie ou plus récemment de la Tchéquie par rapport à la Slovaquie était couronnée de succès, celle de l'Ecosse, de la Catalogne, de la Flandre ou de la Padanie perd de sa dynamique (387). Le cas de Taïwan (389) est beaucoup plus ambigu.

L'angle mort de toute la problématique de Ory réside dans la définition de ce « peuple » d'avant le « Peuple » (celui de la « souveraineté populaire ») [il faudrait ici revenir sur l'histoire du chartisme en Angleterre]. La nation provient de ce passage au « Peuple » qui est bel et bien une proclamation politique (là-dessus Ory a raison), mais il n'existe pas un peuple « culturel » préalable même fruit d'un « politique originel ». La nation politique, résultant d'une série de « déclarations des droits », n'est pas pour autant une sorte de génération spontanée, elle naît d'un long processus de relations du capital marchand et manufacturier, de « l'industrie à domicile » avec la paysannerie (et sa dépossession), s'entrecroisant, parfois avec succès et d'autre fois non, avec les visées dynastiques et patrimoniales propres à l'ancien régime. En effet, l'alliance médiévale puis moderne entre les villes et le pouvoir monarchique à *vocation centralisatrice* n'est pas un destin, elle connaît des moments de conflits violents (fiscalité), de révoltes urbaines (les villes n'étant pas des entités homogènes : les marchands ont toujours eu des « problèmes » avec « *il popolo minuto* » et pas seulement en Italie). En France, mais aussi en Allemagne, en Europe centrale et en Grande Bretagne (Angleterre, Pays de Galle, Ecosse), la centralisation monarchique est en fait le résultat imprévu d'une lutte féodale (allégeances et redevances) entre les « Grands féodaux » : Capétiens, puis Valois, Artois, Armagnac, Bourgogne, Navarre, pour la France dans le creuset

pré-national de la Guerre de cent ans ; mais on peut regarder la Guerre des deux roses en Grande Bretagne sans parler de la Guerre de trente ans dans l'espace germanique. Cependant, parmi les « Grands féodaux », ceux qui réussissent, plus ou moins momentanément, ne peuvent réaliser leurs ambitions féodales qu'en les contredisant, afin de contrer leurs rivaux, par la création d'un pouvoir d'Etat qui, pour se pérenniser, doit faire appel à la bourgeoisie marchande et financière ainsi qu'à ses intellectuels (légistes, parlementaires, « statisticiens » – malgré l'anachronisme du mot).

Pour en revenir à « l'identification culturelle » à l'origine de la circularité d'Ory (pour autant qu'un cercle a une origine, ce qui est le cas chez Ory), on ne connaît une définition moderne de la frontière comme ligne qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans ce processus se construit une identité culturelle mais qui ne concerne que les élites aristocratiques et/ou bourgeoises, c'est-à-dire une infime minorité de la population concernée (voir Hélène Juillan, *L'abbé Constantin : les idées des Lumières à Aurel*, in s/dir Nicolas Boissé, *De l'histoire et de l'archéologie en pays de Sault (Vaucluse)*, éd. Offray). Il n'y a pas de « peuple » avant le « Peuple ».

Il est vrai que la « déclaration de la souveraineté populaire » (quelles qu'en soient la forme et les limites) est l'acte politique nécessaire sans lequel la nation, c'est-à-dire l'Etat-nation n'est pas. C'est l'apport essentiel d'Ory. C'est également là, avec la souveraineté populaire, intrinsèque à L'Etat-nation, que nous retrouvons la conjoncture actuelle des luttes de classes.

« Les sociétés politiques pré-modernes, donc pré-nationales, fonctionnent au statut. (...) Le royaume d'Angleterre de 1485 [fin de la Guerre des deux roses et des vagues de conflits féodaux ; avènement des Tudors, triomphe de la monarchie], le sultanat d'Oman de 1970 fonctionnent à peu près ainsi. Tout le travail de la modernité, à la fois individualiste et individualisante, sera de perturber cet ordre, en faisant reconnaître à l'individu des libertés qui sont d'abord des droits d'émancipation à l'égard des statuts. » (p.405). Il n'est plus question ici, chez Ory, d'identification culturelle, le « statut » s'étend à toute la diversité des privilèges qui ne sont pas seulement liés à des personnes, mais aussi à des territoires, des corporations, etc. avec toutes sortes d'exemptions et de franchises et de prises de décisions locales, diversité des privilèges et statuts sur un territoire dépendant cependant d'un pouvoir identique. Ory souligne la limite que représente cette contradiction dépassée dans le cadre de la « souveraineté populaire » et de l'Etat-nation :

« L'établissement d'une organisation – donc d'une hiérarchie – juridictionnelle et administrative, la concentration des offices dans des "chefs-lieux", la distinction claire d'une "capitale", la définition précise des frontières, et, par-dessus tout, la complexification législative et réglementaire : autant de facteurs allant dans le sens d'un vivre-ensemble qui préparait le terrain à une demande de codification et d'uniformisation, placée au siècle des Lumières sous l'égide de la "raison". D'un point de vue fonctionnel l'institution politique fabriquait depuis toujours de l'ordre public : la montée de l'idéologie de la souveraineté populaire en modifia les formes. » (122). « *L'Etat d'Ancien Régime consacra une grande énergie militaire, administrative et religieuse à solidifier une unité dont la logique finit par lui échapper* (nous soulignons), mais dès lors qu'il cédait la place – violemment ou progressivement, à la française ou à la suédoise – à un Etat de souveraineté populaire, un processus de démocratisation se mettait en place, fondé sur ces piliers de l'universalité d'Etat que sont, au premier chef, le suffrage, le service militaire, l'impôt et l'instruction. » (126-127). *Comment ne pas lier cette « universalité d'Etat » à l'uniformisation marchande d'un territoire et à l'abstraction individuelle que l'échange suppose ?* A propos de

l'abstraction, on ne peut que renvoyer ici à la critique de Marx de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » dans *La Question juive*.

« L'Etat de souveraineté populaire allait, quant à lui, enrichir le projet étatique d'une mission nouvelle : forger une individualité patriotique. » (127).

Ory souligne « la dimension intrinsèquement démocratique de la revendication nationale » (32).

« La nation apparaît dans le lieu théorique et dans le temps social où une histoire se cristallise en géographie, où ce qui était attribut culturel devient levier politique, où un *ethnos* s'enrichit d'une nouvelle identification, celle d'un *demos*. Le premier participait d'une transmission (*traditio*), mise en rituel et reconstruite en passé ; le second est le sujet d'un nouveau récit qui en fait un projet politique, une projection dans l'avenir. (...) L'origine de la nation sera dans ce temps où l'expérience commune a rencontré sur son chemin une invention moderne : la souveraineté populaire. La nation sera à la fois ce moment historique et ce mouvement perpétuel où un peuple devient le Peuple. » (58).

Il est évident que nous avons là un « commentaire » du discours de Renan sur la nation : à la fois « passé commun » et « plébiscite de tous les jours ». Ory reconnaît le caractère moderne de l'invention de la nation dans la « souveraineté populaire » (quelles que soient ses limites et les luttes dont elle est l'objet, ne serait qu'au niveau du droit de vote et de l'appartenance de tous à cette souveraineté), c'est ce qui fait l'intérêt de son livre, mais, pour faire du politique le facteur absolument déterminant, il rattache et même ancre le *demos* à un *ethnos* qui relativement à l'extension géographique et politique de ce *demos* n'existe pas. C'est là que nous retrouvons les dérives de Bordiga et de la postface d'*Il Lato Cattivo*. Où est « l'expérience commune » entre la France méridionale et la France du nord, pour reprendre le texte d'Engels, entre le Strasbourgeois et le Bastiais ? (Il serait amusant de réfuter Ory avec la chanson de Maurice Chevalier : « Et tout ça, ça fait d'excellents Français qui marchent au pas... »). Comme si un hypothétique *ethnos* était le germe de la nation qui de toute façon les subsume, les affronte et les détruit. Pour contrer ce qu'il qualifie d'« économicisme » (pire que « l'économisme » !), Ory est contraint de masquer le tranchant de sa thèse (le passage au Peuple), c'est-à-dire l'importance même de l'instance politique. Tout cela pour ne pas reconnaître dans la « modernité » l'origine de la nation, ce qui l'aurait amené à définir la coupure définissant cette « modernité », c'est-à-dire l'émergence des rapports marchands si ce n'est capitalistes.

« Là où le *demos* est un projet, l'*ethnos* est un constat. Le premier renvoie à une activité politique, le second rend compte de l'irréductibilité des collectivités envisagées de manière organique comme perdurant dans leur être (*étheien* : avoir coutume)... » (77). Il ne s'agit pas de refuser toute existence de communautés culturelles, encore qu'elles sont toutes traversées de différences de classes ou de statuts qui distinguent les pratiques à l'intérieur de ces « communautés culturelles » (la sieste sur un « radassier » tapissé d'indiennes dans une bastide provençale se distingue de la sieste sur un sac de jute le long des docks), en outre ces communautés sont souvent le fruit d'une domination et d'une classification étrangère ou le fruit d'un métissage récent (voir les Baruyas de Godelier). Malgré toutes les réserves, ce type de communauté existe mais elles ne sont en rien la matrice du *demos* (pour reprendre les termes d'Ory) et de la nation, bien au contraire.

Ory reconnaît que les appartenances fondant l'*ethnos* sont fluides, changeantes et historiques, mais cela ne change rien à la fondation de la nation dans un *ethnos* même historiquement construit : « Le constat de la fluidité des appartenances ou de l'arbitraire des dénominations n'infirme, en effet, en rien le constat de l'universalité des assignations collectives et des appartenances symboliques ... (...) Toute identification se fonde donc sur une expérience politique et dès lors l'Histoire – qui est d'abord une historiographie – est



remplie de ces acteurs collectifs qui font peuple dans l'espace sacré d'un culte ou dans le temps paroxystique d'un champ de bataille. » (79).

Mais quand Ory, pour démontrer la coupure politique de l'instauration nationale, prend l'exemple de la Hongrie, il dénature complètement les faits. « Au XIX<sup>e</sup> siècle l'essentiel du melting-pot de la Hongrie est en place et sur place, le tout sous domination magyare (...) rien de plus pluriethnique que cette société (...) mais à condition d'ajouter : rien de plus national, dès lors qu'une nouvelle culture politique fondée sur des valeurs démocratiques libérales, commence à pénétrer au sein des élites nobiliaires et bourgeoises – le plus important dirigeant national hongrois de 1848, Lajos Kossuth, est protestant de petite noblesse. Tout ceci n'est guère surprenant : la magyarisation et la christianisation avaient déjà été des figures d'homogénéisation pour la plupart des habitants de ce pays ; la nationalisation fut la troisième. » (84).

Donc la coupure nationale est elle-même relativisée en regard de l'homogénéisation préalable sous domination magyare et de la christianisation. Mais en relativisant la troisième coupure comme concluant une homogénéisation précédente, Ory sape sa propre thèse dans la mesure où précisément en 1848 il n'y eut de la part de la noblesse et de la bourgeoisie magyares aucune « politique fondée sur des valeurs démocratiques libérales » (sauf en 1849, après leur défaite, un très timide appel aux paysans en échange de quelques allègements des contraintes). La révolution hongroise de 1848 fut avant tout écrasée par des troupes autrichiennes composées d'Ukrainiens, Roumains, Tchèques et diverses populations slaves maintenues dans une misère noire par l'aristocratie magyare et polonaise et trouvant dans la forme impériale une très relative protection. De même, la révolution polonaise emmenée par la noblesse ne reçut aucun appui de la paysannerie polonaise qui en 1846 avait massacré une bonne partie de cette même noblesse (sur les luttes des classes dans les révolutions de 1848, voir Rosdolsky, op.cit.). A force de vouloir relier *ethnos* et *demos*, Ory en arrive à saper le plus important de sa thèse : la coupure et l'instauration introduites par la « large autonomie du politique ».

Quand Ory introduit cette instauration elle est totalement déconnectée de toutes autres relations ou déterminations, ainsi, parlant de la Suisse (p.92), il évoque un « destin suisse » comme « destin démocratique » qui n'aurait aucun lien ni « avec une économie nouvelle », ni avec « une classe sociale émergente », mais avec « un mouvement d'intelligence politique nouveau... » (92). La chose se passe pourtant entre la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et le XVIII<sup>e</sup><sup>1</sup>.

« La rupture instauratrice est donc à chercher ailleurs [que dans "l'économie nouvelle" ou "la classe émergente"], entre les deux Déclarations de principe américaine, du 12 juin 1776, et française, du 26 août 1789, précédées l'une et l'autre d'une rupture instauratrice sans laquelle on ne les comprendrait pas, celle de la Glorieuse révolution anglaise de 1688. » (93). Ce que ne signale pas Ory, c'est que cette « Glorieuse révolution » mettait fin au profit de l'aristocratie et de la bourgeoisie à presque un demi-siècle d'une intense lutte des classes durant laquelle l'une et l'autre avait été sérieusement menacées. L'instauration de la nation anglaise par un *acte politique* ne s'est pas faite autour de la communauté culturelle de la tasse de thé.

« L'invention de la nation n'est pas à chercher dans l'"infrastructure" économique. La superstructure suffira. » (97). A l'appui de cette affirmation Ory évoque la prospérité économique de l'Espagne et du Portugal qui n'en fit pas « des terrains favorables à la modernité politique ultérieure. » Mais ce n'est pas de « prospérité économique » en général dont il est question quand il s'agit de la relation entre rapports de production et Etats-nations mais d'un certain type de mode de production. Il est exact que l'Espagne est une énigme. L'année 1492 voit dans une péninsule unifiée (Aragon et Castille) la « découverte de

---

<sup>1</sup> L'histoire des cantons suisses de la « Ligue éternelle » de 1291 à la « Guerre du Sonderbund » de 1847 est autrement plus complexe que la réalisation d'un « destin démocratique ».

l'Amérique », la fin de la « Reconquête » (Royaume de Grenade), la première grammaire espagnole, l'expulsion des juifs, la « loi du sang » enfin tous les éléments pouvant constituer un Etat-nation sauf la « souveraineté populaire ». Ce qu'il manque (et cela en fait un cas d'école) c'est le mode de production capitaliste émergent, une bourgeoisie marchande indépendante de la noblesse s'emparant de l'artisanat et de la production domestique et ne se contentant pas d'envoyer son or en Flandre ou à Gênes. Il faut également souligner à propos de l'énigme espagnole que l'Espagne connaissait un fonctionnement très particulier en ce qui concerne l'autonomie populaire locale qui l'apparentait au mode de production asiatique (voir Marx, les textes sur l'Espagne, Pléiade IV). Si le cas de l'Espagne est discutable, quand Ory déclare que l'Italie du nord ou la Flandre, malgré leur développement économique, ne furent pas des « terrains favorables à la modernité politique » (96), là on se demande si Ory est réellement historien et politologue. La fameuse « modernité politique » n'est pas apparue en Nouvelle Guinée. Il est vrai qu'Ory reconnaît que la nation résulte d'une « modernité politique » née en Occident entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle (109), sans que l'on sache pourquoi : pas avant, pas après, pas ailleurs.

En ce qui concerne l'Italie, des origines de l'Humanisme jusqu'à Machiavel en passant par Savonarole, il est inutile d'en ajouter. Pour la Flandre, avant même l'Angleterre, les Pays-Bas (Provinces Unies) sont le premier foyer des « Révolutions atlantiques » et où pour la première fois est proclamée une Déclaration de principe affirmant la souveraineté populaire (nationale) face à la tyrannie (espagnole) en 1586. Bien sûr la « souveraineté populaire » était celle de l'oligarchie marchande se proclamant « représentante du peuple ».

Si nous considérons dans leur autonomie les niveaux idéologique et politique, il est important de remarquer que les trois premières révolutions (Pays-Bas, Angleterre, Etats-Unis) sont adossées à l'individualisme religieux de la Réforme. Avec la « Glorieuse Révolution » anglaise de 1688, Ory se trouve à nouveau confronté à la nécessaire répudiation de la « dernière instance ».

« La coïncidence entre l'installation puis le renforcement de ce régime de prérogative parlementaire et l'accession progressive – mais décisive à l'échelle de deux siècles – du pays, face à ses anciens concurrents et/ou ennemis espagnol, français ou néerlandais, à l'hégémonie économique, n'est peut-être pas le fait du hasard. Mais comme l'argumenta Weber, en sens inverse du déterminisme par l'économie : si le capitalisme de marché ne fut pas à l'origine du protestantisme, ce dernier n'eut d'emblée aucun mal à le soutenir pratiquement » (141-142). Donc, comme d'habitude chez Ory, tout est dans tout et réciproquement, surtout quand les « coïncidences » frisent la « « détermination en dernière instance » ».

En France, le 17 juin 1789, les états généraux se proclament « Assemblée nationale ». Aux Pays-Bas, en Angleterre, aux Etats-Unis, en France, on retrouve l'importance capitale de la déclaration politique au fondement de l'Etat-nation (la « souveraineté populaire », quels que soient les aléas de sa réalisation est intrinsèque au mode de production capitaliste). On peut concéder à Ory que malgré toutes les déterminations socio-économiques, sans cette cristallisation politique, il n'y a pas d'Etat-nation cela est si vrai qu'à rebours des thèses de Ory, la vague de décolonisation en Afrique fabriquera des Etats sans nation<sup>2</sup>. Cependant, cette « déclaration politique » de la « souveraineté populaire » est signée par les classes dominantes (lente osmose entre l'ancienne noblesse et la nouvelle bourgeoisie) en ce qu'elle rejette par

---

<sup>2</sup> « Le jeu des grandes puissances intéressées au dépeçage de l'Empire ottoman à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle conduisit à l'instauration d'une série d'Etat nouveau ou ressuscités – le dernier en date étant l'Albanie, juste avant la Première Guerre mondiale ; il déboucha aussi sur deux situations difficilement extricables : la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine ... » (p.354).

« L'Irak figure, au même titre que la Libye, la Palestine ou la Syrie, au rang des inventions occidentales, des décisions de chancelleries, rendues possibles par diverses conjonctures géopolitiques, les unes associées au développement des nouveaux empires coloniaux, les autres à la dislocation d'un ancien empire (ottoman). » (p.356).

une violence de classe la « démocratie radicale » au nom de la « représentation ». (La constitution de 1793 ne fut jamais appliquée ; la Commune de 1871 fut écrasée, de même, en Angleterre, au XVII<sup>e</sup>, les diverses insurrections populaires sont écrasées par les Républicains : « Quand Adam labourait et Eve filait où était le seigneur ? »).

De la Révolution française à la Première-Guerre mondiale, la « Nation » et le nationalisme suivent un itinéraire paradoxal. Pendant la Révolution, la « nation » est une appellation politique qui intègre tous ceux qui adhèrent à ses principes et objectifs. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le terme bascule repris par la droite républicaine (Barrès) ou monarchiste (Maurras), il y a dorénavant les « bons » et les « mauvais » nationaux distingués selon leur origine. Les premières lois sociales de la III<sup>e</sup> République commence à distinguer les ouvriers selon leur origine « nationale » ; la longue dépression de la fin du siècle entraîne la fin du libre-échange et la montée du protectionnisme ; les partis ouvriers se nationalisent en même temps que la bourgeoisie ; auparavant le romantisme inventant et mettant en forme une culture populaire ancestrale nationalise le « peuple » et pour chacun son génie spécifique. Le nationalisme se substitue à la nation et s'oppose au « cosmopolitisme », c'est la forme idéologique de tous les grands affrontements politiques (renouvelée jusqu'à aujourd'hui) qui est en place. Un tel renversement ne se comprend (en partie seulement) que si l'on considère que toutes les révolutions nationales commencent de façon populaire et se terminent par la répression des classes dominées et la définition originairement et territorialement restrictive de la nation : Amérique du sud et Mexique, Italie (Mazzini, Garibaldi puis Cavour), Allemagne (1848 puis Bismarck), la Grèce, la Hongrie (de Kossuth à Andrássy) et même auparavant les Pays-Bas, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France.

« Là où les anciennes règles de gestion de l'autorité politique ne définissaient pas de manière nécessairement claire des notions comme celles de frontières et de capitale il [tout un mouvement moderne] imposa une unification qui faisait prédominer la logique du territoire sur celle des rapports d'homme à homme, pendant que le renforcement des institutions étatiques et l'essor urbain justifiaient chaque jour un peu plus l'installation à demeure desdites institutions en un site affecté, sans ambiguïté, dédoublement ni nomadisme. » (230).

La délimitation de la frontière va de pair avec la plus ou moins grande uniformisation et égalisation des formes territoriales internes, mais aussi et surtout avec l'égalisation *dans les principes* des conditions individuelles.

Tous les aléas de la langue comme fondement de l'identité nationale, de même que ceux du religieux, font ressortir a contrario *l'importance décisive de la déclaration politique*. Il faudrait cependant expliquer le retour du religieux comme fondement de l'identification nationale (là où souvent – pas partout – un nationalisme laïc avait prédominé) : Inde, Brésil, Etats-Unis, Israël, Palestine, Iran, Hongrie etc.

Il ne faut pas chercher une explication unique et synthétique à la coloration religieuse du nationalisme (Ory, pages 274 à 277).

« En redonnant à l'Eglise catholique le poids économique et symbolique qui avait déjà été le sien après la première restauration nationale de 1918, la Pologne post-communiste mit, dans un premier temps, ses pas dans ceux de tous les régimes analogues, de la Hongrie chrétienne à la Mongolie bouddhiste, et à commencer par la Russie orthodoxe. Mais ce sont les circonstances particulières de son entrée dans l'ère nationale qui expliquent, d'une part, la forte coloration religieuse du nationalisme polonais (...) de l'autre, la popularité dont, en plein cœur du XXI<sup>e</sup> siècle, il continue à disposer. » (277).

« Le religieux demeure un instrument explicite – et surtout efficace – permettant d'accéder au pouvoir et de le conserver, dans un univers politique populiste ... » (278).

Il manque toujours chez Ory une définition non tautologique (c'est-à-dire une définition ne répétant pas ses propres éléments) du populisme et surtout une caractérisation propre du religieux au-delà de sa participation à « l'identification culturelle » du « peuple »

comme préalable à son devenir en « Peuple ». L'intérêt de Ory est à la suite (p.279) d'insister sur « la forte charge politique » colorant les « deux grandes instrumentations symboliques que sont la langue et la religion ». Cependant on retrouve toujours la présupposition d'Ory sur le préalable culturel : la « politique » ne vient que « colorer » alors que par ailleurs Ory fait de la politique l'instance constructive décisive et non « coloratrice » d'un présupposé, *elle fait du « présupposé » un présupposé*.

Plus loin, Ory écrit : « ...c'est bel et bien la révolution de la souveraineté populaire qui transforme le politique en culturel. L'instance culturelle fait dès lors tradition – au sens étymologique : transmission d'un patrimoine – de tout. » (318). L'idée d'une nation conçue comme autonomie culturelle *détachée de toute territorialité* (le *Bund*, mais aussi les thèses d'Otto Bauer et de Karl Renner) ne peut accéder à aucune réalité

En tant que principe, on peut accepter la thèse centrale d'Ory sur la « déclaration politique » à la base de l'existence de l'Etat-nation. Mais seulement en tant que principe. En effet cette « déclaration » fut immédiatement source de conflits et objet d'une lutte des classes. La déclaration qui proclame l'égalité et le refus de la « tyrannie » se trouve immédiatement confrontée aux différences de classes aux différences de richesse et de pouvoir réel. C'est une contradiction interne à la « déclaration » qui se manifeste tant du côté des classes dominantes que des classes dominées.

Sur ce point il faudra se référer à Kessel, *Les gauchistes de 1789* ; Guérin *Les Luites de classes sous la 1<sup>ère</sup> République* ; Zinn, *Histoire populaire des Etats-Unis* ; Dolléans, *Le Chartisme* ; Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise* ; (trouver quelque chose sur les Pays-Bas).

**Eric Hobsbawm : *Nations et nationalisme depuis 1780*, éd. Gallimard 1992**

Dès l'introduction, Hobsbawm (Hobs) résume ainsi sa position (pages 19 à 24) :

« 1) J'utilise le terme "nationalisme" dans le sens défini par Gellner : "Le nationalisme est essentiellement un principe qui exige que l'unité politique et l'unité nationale se recouvrent." (...)

2) Je ne considère pas la nation comme une entité sociale fondamentale, ni immuable. Elle appartient exclusivement à une période particulière, et historiquement récente. Ce n'est une entité sociale que pour autant qu'elle est liée à un certain type d'Etat territorial moderne, l'"Etat-Nation", et parler de nation ou de nationalité sans rattacher ces deux notions à cette réalité historique n'a pas de sens. J'insiste en outre avec Gellner sur la part de l'artefact, de l'invention et de la création délibérée appliquée au social dans la genèse des nations. "Les nations considérées comme le moyen naturel, donné par Dieu, de classer les hommes, les nations représentant un destin politique ...inhérent sont un mythe ; le nationalisme qui parfois prend des allures préexistantes et les transforme en nations, parfois les invente, et souvent oblitère les cultures préexistantes, *cela*, c'est une réalité" (Gellner). Bref, pour les besoins de l'analyse, le nationalisme vient avant les nations. Ce ne sont pas les nations qui font les Etats et le nationalisme ; c'est l'inverse. (...)

3) La "question nationale" comme l'appelaient les marxistes, se situe au point d'intersection entre la politique, la technologie et les transformations des sociétés. Les nations existent non seulement en tant que fonctions d'un type particulier d'Etat territorial ou de l'aspiration à en établir un (en gros l'Etat des citoyens de la Révolution française), mais aussi dans le contexte d'une étape particulière du développement technologique et économique. » **[Les nations ne sont pas une fonction d'un type particulier d'Etat territorial, elles sont cet Etat territorial – pas vraiment l'Etat territorial précède l'Etat-Nation]**

4) « On est confronté à un phénomène double [la nation], essentiellement construit d'en haut, mais qui ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts (...) des gens ordinaires. » **[C'est précisément cette vision de la production de la nation « par en bas » que Gellner, comme le dit Hobs, ne parvient pas à produire, mais que lui-même est aussi incapable de produire de par sa problématique.]**

5) « Quelle que soit la nature des groupes sociaux qui accèdent en premier à la conscience nationale, les masses populaires – ouvriers, serviteurs et paysans – sont les dernières à être touchées » (23)

[En voulant faire de l'Etat-nation une pure « *création délibérée* » de la classe dominante, le pur « matérialisme » d'Hobs devient un parfait idéalisme. Il présente une genèse des mouvements nationaux, « en Europe », en trois étapes qui ne commencent qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, excluant ainsi l'incontournable Révolution française. La « phase A » aurait été purement « culturelle, littéraire et folklorique », ce qui est une aberration historique en ce qui concerne la Pologne, les Tchèques, les Serbes et les Italiens. La phase B « se caractérise par l'apparition d'un groupe de pionniers de militants de l'idée nationale ». Ici Hobs premièrement ne caractérise pas socialement ce « groupe de pionniers » et deuxièmement ne fait aucune liaison entre l'impact de ce « groupe de pionniers » et la situation des « masses paysannes » qui, loin de là, comme en Pologne, n'adhère pas à l'essor national. Enfin, Hobs passe à la « phase C » : « Le moment où les programmes nationalistes [« nationalistes » remplace ici subrepticement « nationaux »] ont acquis – ce qui n'était pas le cas auparavant – un soutien de masse (...) La transition de la phase B à la phase C constitue évidemment un moment crucial dans la chronologie des mouvements nationaux. »

Hobs construit ses phases de façon rétroactive (téléologique), ce qui est pour lui la réussite du passage de B à C légitime A et B comme *origine* de C. Mais ce n'est pas une genèse qui s'instaure entre A, B, C, ce n'est que la réussite de ce que Hobs considère comme C qui fait des éventuelles phases A et B son origine. Quand Georges Sand, dans un beau roman, folklorise les « Sonneurs du Berry » personne n'y a vu la phase A d'un nationalisme berrichon.

*Il n'y aurait jamais eu en France d'Etat-nation sans l'action, à la base, de la paysannerie qui n'avait pas lu J.J. Rousseau et qui a surpris ceux qui l'avaient lu.*

Hobs et Gellner font l'erreur inverse d'Ory : il ne peut il y avoir de *création délibérée*, c'est-à-dire une création arbitraire appliquée au social, c'est-à-dire sur le social, ce serait dire alors que le social ne commande rien ce qui contredit le fondement des thèses de Gellner et Hobs. L'Etat-nation est une *production* (non une *création*) dans une conjoncture historique spécifique celle du mercantilisme et des manufactures, de la séparation des paysans et des artisans des moyens de production (la conjoncture de crise du féodalisme en Europe occidentale, crise qui est le résultat de la propre dynamique contradictoire du féodalisme – voir la reprise de TC 1). Ce sont ces déterminants historiques qui uniformisent un territoire et le délimite : intrication entre développement du capital marchand, manufactures et modalités historiques d'expulsion des paysans – passage de la propriété foncière « féodale » à la rente capitaliste -, et à terme uniformisation formelle des individus sur ce territoire, c'est-à-dire la *proclamation politique* qui acte l'Etat-nation (Ory). Il est vrai, contre Ory, qu'il n'y a pas de « peuple » *culturellement identifié* aspirant à devenir le « Peuple »]

(p.30) Hobs reconnaît (comme Ory) que

«Le premier sens de "nation" (...) est politique » (au-delà de la question linguistique faisant toujours problème) » (33)

Hobs commente cela comme étant une assimilation critiquable du « peuple » et de l'Etat : « Selon cette conception, la "nation" était l'ensemble des citoyens dont la souveraineté collective constituait un Etat qui était leur expression politique. (...) L'assimilation nation = Etat = peuple, et spécialement peuple souverain, liait indubitablement la nation au territoire,

puisque la structure et la définition des Etats étaient désormais essentiellement territoriales.» (30-31).

Hobs prend comme objet de son analyse critique les textes du XVIII<sup>ème</sup> siècle et début XIX<sup>ème</sup>, ce faisant, toutes les articulations entre peuple, territoire, Etat, souveraineté populaire et nation sont gommées en tant que relations à la fois théoriques et chronologiques.

(p.35) « Deux conceptions très différentes de la nation se croisent : la conception démocratique révolutionnaire et la conception nationaliste. L'assimilation Etat = nation = peuple *s'applique aux deux* [je souligne], mais pour les nationalistes, la création des entités politiques qui comporteraient cette assimilation découlerait de la préexistence de quelque communauté se distinguant des étrangers [Hobs n'est pas très éloigné de cette conception dans ses développements sur l'existence d'éléments proto-nationaux, voir plus loin], alors que, du point de vue démocratique révolutionnaire, le concept central était le peuple souverain des citoyens, identifié à l'Etat, qui, par rapport au reste de l'humanité, constituait une nation. »

**En dehors du fait que ni Ory, ni Hobs ne se préoccupent de la production et définition du territoire, ces deux conceptions ne sont pas absolument différentes et c'est exactement là que, chacune de ces « conceptions » intégrant sa différence avec l'autre, peuvent se situer les contradictions de classes actuelles toujours surdéterminées comme conjoncture, dans la vie quotidienne (reproduction dans les formes de manifestation), par le fait national.**

L'Etat-nation a-t-il une fonction spécifique en tant que tel dans le processus de développement du capitalisme ?

pp. 38-39 : « L'économie mondiale du XIX<sup>e</sup> siècle était plus *internationale* que cosmopolite. (...) Le développement économique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle se fit sur la base des Etats territoriaux, chacun d'entre eux tendant à appliquer, en tant que totalité unifiée, une politique mercantiliste. (...) Au cours de la longue période qui s'étend du XVIII<sup>e</sup> siècle aux années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, il sembla y avoir peu d'espace ou de créneaux dans l'économie du globe pour ces unités authentiquement extraterritoriale, transnationales ou interstitielles qui avaient joué un grand rôle dans la genèse d'une économie mondiale capitaliste et qui sont aujourd'hui à nouveau tellement en vue. (...) La phase pendant laquelle le développement économique était intégralement lié aux économies nationales d'un certain nombre d'Etats territoriaux développés s'est située entre deux époques essentiellement transnationales.

« La difficulté pour les économistes libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle [Hobs fait ici explicitement référence à l'économie politique classique commençant avec Adam Smith] fut qu'ils ne pouvaient que reconnaître en pratique, mais pas en théorie, l'importance économique des nations [la cible de l'économie politique classique fut d'abord le mercantilisme] (...) La théorie économique fut donc élaborée uniquement sur la base d'entreprises individuelles – personnes ou firmes – agissant rationnellement pour réaliser le maximum de profit en enregistrant le minimum de pertes *sur un marché dont l'extension n'était pas spécifié* (je souligne). » (38-39).

**[Le Capital peut faire l'objet d'une critique identique quand Marx écrit que seulement dans sa genèse le capitalisme a besoin de la violence de l'Etat mais qu'ensuite les relations sociales se reproduisent comme les saisons. Bien sûr il est question d'industrie britannique, d'économie américaine, de capitalisme allemand, mais ce ne sont là que des faits, des constatations pratiques non *théorisées*. Comme cela a été noté à plusieurs reprises, le problème ce n'est pas la concurrence mais la constitution en elle**

d'un ensemble – économiquement viable - de capitaux à la fois concurrents et unifiés sur un territoire vis-à-vis d'autres ensembles de nature identique. Cette viabilité était le plus souvent incompatible avec une définition de la nation fondée sur l'ethnie, la langue ou l'histoire commune (Tchèques et Slovaques, Slovènes, Croates et Serbes, Roumains et Moldaves, etc. ; sans parler des Etats-nations les plus anciens : Grande-Bretagne, France, Espagne). En outre, c'est la configuration mondiale de la valorisation (relations internationales ou globalisation) qui fait varier la dimension, la configuration et la délimitation.

La question : « L'Etat-nation a-t-il une fonction spécifique en tant que tel dans le processus de développement du capitalisme ? » est à la fois une bonne et une mauvaise question. Une bonne en ce que le capitalisme ne peut fonctionner sans une série d'« instruments » tel que la monnaie (mondiale – l'or, le dollar, les obligations d'Etat américaines - mais se déclinant en monnaies nationales), une banque centrale nationale, la responsabilité nationale de la dette fondée sur un système fiscal national – impôts directs et indirects obligatoires -, libre-échange ou protection douanière, concentration de la « violence légitime », etc. Mauvaise en ce que la question est posée à l'envers. L'Etat-nation n'a pas à vrai dire de « fonction spécifique en tant que tel dans le capitalisme » dans la mesure où il est lui-même le produit du capitalisme. L'Etat-nation n'est pas un instrument résultant d'un « choix », la forme étatique sélectionnée entre d'autres par le capital, il est ce que produit le capital en tant que mode de production (*ce point est développé précédemment*).]

p.58 « D'un point de vue libéral et – comme le montre l'exemple de Marx et Engels – pas seulement libéral, l'argument en faveur de la "nation" était qu'elle représentait une étape dans le développement de la société humaine, et la prise de position en faveur d'un quelconque Etat-nation, sans tenir compte des sentiments subjectifs des membres de la nationalité concernée ni des sympathies personnelles de l'observateur, dépendait de la capacité de cet Etat à se conformer à l'évolution historique et à ses progrès ou à les favoriser. (...) Le seul nationalisme justifiable historiquement était celui qui cadrait avec le progrès, c'est-à-dire qui élargissait plutôt qu'il ne réduisait l'échelle sur laquelle opéraient les économies, les sociétés et les cultures humaines. »

[Nous avons là exactement les positions d'Engels et de Marx à l'époque de la *Nouvelle Gazette Rhénane* entre 1848 et 1852 (nous y reviendrons avec Rosdolsky)]. Si nous avons dans ces positions l'Etat-nation comme un cadre, le plus large possible, dans lequel les rapports sociaux capitalistes peuvent se développer, il ne s'agit que d'un cadre sans que soit produites, (à partir des rapports sociaux capitalistes), *la nécessité de ce cadre et la production de ses frontières*. Entre 1830 et la fin des années 1870, le « principe des nationalités » changea la carte de l'Europe en même temps que s'affirmaient les rapports capitalistes de production sans que l'on puisse parler réellement, à la base, de « nationalisme » (on connaît la fameuse apostrophe de Massimo d'Azeglio à la première session du parlement du royaume d'Italie : « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire des Italiens »). **C'est à partir des années 1880, avec la démocratisation des régimes politiques et la politique de masse que le nationalisme prend de l'importance. Avec l'universalisation des rapports capitalistes c'est un nouveau type de « communauté » qui s'impose. Une communauté que l'on peut qualifier d'abstraite par rapport aux relations antérieures, c'est-à-dire fondée sur l'échange et l'uniformisation formelle des individus, mais dont les implications et les mécanismes de reproduction sont tout à fait concrets, matériels et impliquent toutes les classes constituant l'Etat-nation au nom de la démocratie et de la souveraineté populaire qui fonde une nouvelle appartenance et définition « ethniques » : le « Peuple » (voir Zeev**



**Sternhell : fin XIX<sup>e</sup> siècle et début XX<sup>e</sup>, l'importance du nationalisme dans la classe ouvrière, c'est un aspect du « Mouvement ouvrier » qui échappe quasi complètement des histoires à son sujet). C'est le *Peuple qui s'ethnicise*, la « préférence nationale » est une détermination légèrement différée du « peuple souverain ». Ory a tort, il n'y a pas de « peuple » antérieur au « Peuple », mais le « Peuple » fonde un « peuple » qui est attaché à son pouvoir tel que reconnu et ses droits. C'est lors de l'instauration des premiers droits sociaux, fin XIX<sup>e</sup> siècle, qu'apparaissent les clivages nationaux intérieurs à la classe ouvrière, on peut également se référer, au même moment, aux Irlandais en Angleterre. Le racisme institutionnel est inscrit dans le « Peuple souverain » qui n'est souverain que par et sur l'existence d'un territoire qui est alors culturellement homogénéisé par des processus politiques, sociaux et économiques qui se cristallisent comme la « culture commune » de référence.**

**La notion de « communauté imaginée » telle que développée par Benedict Anderson écarte les fondements réels de cette dite « communauté imaginée », comme si elle naissait du « besoin de combler le vide affectif laissé par la disparition, la désintégration ou encore l'indisponibilité de communautés humaines et de réseaux humains, *réels* (souligné dans le texte) » (Hobs, p.63). Comme si l'abstraction marchande n'était pas une communauté tout aussi réelle et humaine que le fermage, le métayage et les communaux (dont l'utilisation par les paysans parcellaires fut, entre eux, un sujet de conflits permanents jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle). Hobs ne souscrit pas totalement à la notion d'Anderson de « communauté imaginée » : « ...il reste à se demander pourquoi, ayant perdu de *véritables communautés* (je souligne), les gens devraient justement souhaiter imaginer ce type de substitut particulier. Dans bien des endroits du monde, ce peut être parce que les Etats et les mouvements nationaux sont arrivés à mobiliser certaines variantes du sentiment d'appartenance collective *qui existaient déjà* (je souligne) et se trouvaient potentiellement susceptible de fonctionner, disons à l'échelle macropolitique, en harmonie avec les Etats et les nations modernes. » (63-64).**

**Par ailleurs, Hobs souligne avec raison que toute la production de l'Etat-nation est une destruction de ces « appartenances collectives ». Hobs est, cependant, ici très proche d'Ory et il s'est complètement embrouillé à l'intérieur de sa propre problématique. Qu'est-ce qu'une « véritable communauté » antérieure à la « communauté imaginée » [qui est loin d'être « imaginée »] ? Hobs retrouve les thèses d'Ory, le Peuple ne peut exister sans le peuple. Sauf que pour Hobs, très gêné, il ne s'agit que de « certaines variantes du sentiment d'appartenance collective *qui existaient déjà* (je souligne) ». Hobs gomme l'échelle et les rapports sociaux sous-tendant cette fumeuse « appartenance collective » pour en faire un « sentiment ».**

Hobs peut très bien écrire à la page suivante (64) : « Néanmoins, on ne saurait identifier légitimement aucun des deux types de liens protonationaux [1) liens de croyance : la Vierge Marie ; 2) un vocabulaire politique issu de « certains groupes sociaux » - non précisés - repris par la théorisation de l'Etat-nation] avec le nationalisme moderne qui passe pour leur extension linéaire, parce qu'ils n'avaient pas – ou n'ont pas – de relation *nécessaire* (souligné dans le texte) avec l'unité d'organisation politique territoriale qui est un critère crucial de ce que nous entendons aujourd'hui par "nation". »

Hobs ne précise pas pour qui « l'unité d'organisation politique territoriale » passe pour « l'extension linéaire » de ces « liens protonationaux ». Cela ne pourrait être qu'un artifice facile de démarcation éditoriale, mais Hobs montre lui-même que ces « liens protonationaux » n'avaient rien de « protonationaux ». Pour reprendre un de ses exemples : vis-à-vis des Allemands des régions de la Baltique, seigneurs féodaux, bourgeois et lettrés (la caractéristique de « « lettrés » devient importante à l'époque des Lumières), les paysans estoniens et lettons avaient bien des raisons de les haïr, mais ces paysans ne pensaient

absolument pas en termes nationaux (ou, j'ajoute, « protonationaux »), ils se désignaient eux-mêmes comme « gens de la campagne » (*maarahvas*) et le mot « *saks* » (Saxon) avait pour signification dominante « seigneur ou « maître » et ne signifiait qu'en second lieu « Allemand ».

**Après avoir, à la suite de d'Azeglio sur « les Italiens à créer », cité Pildusky (fondateur de la Pologne moderne) : « C'est l'Etat qui fait les nations et non pas les nations qui font l'Etat », pourquoi Hobs reprend-t-il les thèses sur le protonationalisme et l'identification populaire en y revenant et insistant à propos de la Russie (« l'appartenance à la Sainte Russie et aux icones », p.68) ?** On peut avancer comme réponse le tropisme téléologique des historiens dont le métier est de faire de la généalogie (en cela, contrairement aux philosophes mis en scène dans le train par Althusser, l'historien matérialiste ne se différencie guère de l'idéaliste). En bon marxiste orthodoxe, Hobs doit sauver l'étape nationale (en la naturalisant sans vraiment le faire) sur la route de la civilisation et du progrès, il faut donner à l'Etat-nation un sens dans le sens de l'histoire [c'est également la démarche de Bordiga].

« Dans les limites ainsi définies [on ne sait pas trop quelles sont ces limites], le nationalisme d'une période ultérieure peut avoir des racines populaires authentiquement linguistiques ou protonationales. » (71).

Toujours à propos du « protonational », Hobs poursuit : « Néanmoins, "l'ethnicité" au sens d'Hérodote était, est et peut rester quelque chose qui lie une population vivant sur un vaste territoire, ou même dispersée, sans gouvernement commun, en une entité qu'on peut appeler une protonation. » (p.85) Hobs cite en exemple les Kurdes, les Somalis, les Juifs [ ??] les Basques. Il ajoute cependant très justement : « Cependant, cette forme d'ethnie n'a aucun rapport historique avec ce qui est le cœur de la nation moderne, c'est-à-dire la formation d'un Etat-nation, ni en fait avec n'importe quel Etat comme le montre les anciens Grecs. On peut même expliquer que les peuples possédant le sens le plus puissant et le plus durable de ce qu'on peut appeler l'ethnie "tribale", non seulement résistèrent quand on chercha à leur imposer un Etat moderne, national ou autre, mais même, très couramment, se montrèrent rebelles à n'importe quelle forme d'Etat. » (86)

A la langue, la religion, l'ethnie, Hobs ajoute un quatrième critère du protonationalisme : « la conscience d'appartenir ou d'avoir appartenu à une entité politique durable. » (96) : Grands-Russes, Anglais, Castillans, Français, Hongrois, Polonais ou Arméniens, etc. Mais il ne s'agit dans ce protonationalisme que d'un nationalisme de la noblesse. « Il est peu vraisemblable que des paysans se soient identifiés à un "pays" qui se réduisait à une communauté de ces seigneurs qui constituaient les principales cibles de leur mécontentement. » (98) ; « Néanmoins, d'une façon ou d'une autre, le fait d'appartenir à un Etat historique (ou existant), présent ou passé, peut agir directement sur la conscience du petit peuple pour produire un protonationalisme. (...) L'attrait populaire potentiel d'une tradition étatique est évident pour le nationalisme moderne dont l'objet est d'établir la nation en tant qu'Etat territorial. » (99-100). Même si « la continuité entre le protonationalisme et le nationalisme peut être un leurre » (100), Hobs ajoute : « Il est néanmoins clair que le protonationalisme, quand il existe, rend plus facile la tâche du nationalisme. » (101). Ce protonationalisme étant « mobilisé derrière une cause moderne ou un Etat moderne. (101).

Mais on retrouve aussitôt l'ambiguïté des thèses de Hobs : « Cela ne veut pas dire que les deux concepts soient identiques, ni même que l'un doive logiquement ou inévitablement conduire à l'autre. Car il est évident que le protonationalisme à lui seul est tout à fait insuffisant pour former des nationalités, des nations, et *a fortiori* des Etats. » (101).

**Que l'on considère le protonationalisme sous l'angle de la religion, de la langue, de l'ethnie ou de « l'entité politique durable », c'est alors, *a contrario*, toute la rupture**

que constitue l'avènement de l'Etat-nation qui apparaît. Tous les éléments que Hobs relèvent dans leurs limites sous l'appellation de protonationalisme existent bel et bien avec toutes les réserves qu'il formule. *Mais le protonationalisme n'existe pas.* Comme tout ce qui est potentiel, ce n'est que la construction rétroactive du résultat (téléologie, voir critique de la « potentialité », Althusser, *Pour Marx*). Il est en revanche évident qu'une fois établi ou même dans le cours de leur établissement, les Etats-nation aient « inventé » ces éléments en les retravaillant, comme soudainement, pour les besoins de la démocratie, nos ancêtres ne furent plus les Francs mais les Gaulois. La mobilisation de ces éléments fut particulièrement vivace lors du soulèvement des Pays-Bas, beaucoup plus que lors de la Révolution française qui s'était proclamé « universelle » et avait banni la monarchie comme créatrice de l'Etat historique.

L'analyse critique du passé des éléments dits « protonationaux » : langue, ethnie, religion, existence étatique présente ou passée (Hobsbawm) n'a d'intérêt que pour la compréhension de *leur importance actuelle*, c'est-à-dire comme *leur reprise et inscription dans la politique actuelle des Etats* où leur importance tient précisément à leur qualification de « protonationaux » (sans que le terme soit employé), c'est-à-dire quasiment relevant d'un fait de « nature ».

En outre, si tous ces éléments existent bel et bien (sans pouvoir être qualifiés de protonationalisme), il faut les situer dans les rapports de classes et les modes de production antérieurs aux Etat-nations, c'est-à-dire dans des modes de production précapitalistes ou dans les formes du capitalisme émergent. Hobs n'évoque ce contexte que très rarement et marginalement souvent en termes d'élites ou de minorités. Langue « nationale » (que parle une infime minorité de la population), question de volonté d'unité ou de conflits religieux (la Réforme, les traités de Westphalie 1648, la révocation de l'Edit de Nantes 1689, les conflits religieux en Angleterre, l'Inquisition en Espagne), « modernisation » et territorialisation de l'Etat, invention d'une ethnicité (que cette invention demeure littéraire comme en France – la Pléiade – ou violente comme en Espagne ou en Angleterre), tous ces éléments sont les effets de la montée en puissance des rapports capitalistes et marchands qui s'entrelacent dans les normes, les codes, les institutions, les classes et les rapports sociaux du féodalisme puis de « l'Ancien Régime ». Avec le mercantilisme, puis la physiocratie, l'émergence du capital se coule dans les formes de « l'Ancien Régime », de même que Machiavel formule la théorie de l'Etat moderne dans le cadre des luttes entre les principautés italiennes. C'est la rupture qualitative de l'avènement de l'Etat-nation (le Peuple souverain », Ory) qui transforme ces éléments en caractéristiques dites « protonationales ».

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

### **Résumé de la problématique générale de ce travail** (St Trinit 2/5/24)

**D'autre synthèse parsèment ces notes de lecture, il y en a une plus importante au début de « Etat-nation et capitalisme 2]**

Il est indispensable de poser la question : pourquoi l'universalité des échanges marchands et la concurrence des capitaux constituent cependant des ensembles plus ou moins « homogènes » en tant que *capital national* vis-à-vis d'autres ensembles plus ou moins identiques ? La réponse à cette question est absolument dépendante des rapports capitalistes à

la paysannerie (libération de la force de travail et par là lente formation d'un taux de profit moyen dépendant des modalités de mobilisation et d'exploitation d'une population rendue disponible). Il s'agit là également, d'un point de vue moins abstraitement théorique, de la constitution entre le XVI<sup>e</sup> siècle et la fin du XVIII<sup>e</sup>, en Europe, de frontières d'un type nouveau, c'est-à-dire absolument continues et linéaires. *C'est indispensable mais là n'est pas l'essentiel et l'enjeu.*

La politique actuelle, dans la configuration de la lutte des classes qu'elle met en forme (la lutte des classes n'existe jamais que surdéterminée) produit une ethnicisation politique, culturelle du Peuple qui redevient « peuple » pour reprendre la terminologie d'Ory (chez Ory le peuple – sans majuscule - ce sont tous ces éléments appelés « protonationaux » par Hobsbawm, le « Peuple » avec majuscule c'est son devenir politique dans l'Etat-nation par la proclamation *politique* de sa souveraineté). Le nationalisme arabe ou iranien avait très peu à voir avec l'Islam sunnite ou chiite, le nationalisme indien avait peu à voir avec l'hindouisme. De même si l'immense majorité des habitants de l'Afrique subsaharienne sont de « peau noire », aucun Etat ne s'est fondé sur la « négritude » (malgré Senghor ou Césaire). Actuellement, l'Etat-nation se « « ressource » dans le « protonational » quand ce dernier (réinventé) devient la surdétermination de l'inscription de l'Etat dans la valorisation toujours et encore mondiale du capital *et dans celle des luttes de classes.*

La crise de la mondialisation américaine dont la racine est la crise de la double déconnexion (voir *Ukraine* 22) remet l'Etat-nation sur le devant de la scène autant pour la classe dominante que pour les classes exploitées qui dans ce contexte nationalisé (contexte doublement nationalisé : à la fois comme affirmation nationaliste interne et comme conflits entre nations) deviennent *le peuple* « originel ». La contradiction interne originelle de l'Etat-nation entre d'une part, son expression adéquate du pouvoir de la bourgeoisie puis de la classe capitaliste et, d'autre part, l'affirmation qui lui est inhérente du « peuple souverain » connaît des hauts et des bas, des phases de tension ou de calme, elle existe et se développe sous des formes constamment différentes aussi bien au long de l'histoire anglaise (le chartisme - moment essentiel, très peu souvent pris en compte), allemande, polonaise, française que dans les Républiques d'Amérique latine (où l'intervention de l'Armée est l'enjeu aux résultats très changeants des luttes de classes) ou en Chine, dans les dictatures (charisme populaire – Weber) ou les démocraties.

Dans le contexte actuel, sous la forme des valeurs nationales, de la « préférence nationale (expression française mais parfaitement traduisible en anglais, américain, hongrois, slovaque, portugais, italien, chinois, japonais, indien, etc.), la classe dominante a comme préempté les contradictions de classes relatives à toutes les mesures et réformes qu'elle prend à l'encontre des classes dominées (au premier chef la classe ouvrière active ou au chômage). Cependant, même si l'expression est galvaudée, cela revient aussi à « chevaucher le tigre » de la « souveraineté populaire » (inhérent à ce « nationalisme »). Depuis la Grèce de la période Syriza, puis dans les grandes manifestations qui ont parcouru l'Amérique latine du Chili au Brésil en passant par l'Argentine et l'Equateur, les Gilets jaunes en France, ou le soulèvement iranien, sans remonter aux « printemps arabes » dont le nationalisme est constitutif (« Le Peuple veut »), les contradictions de classes à la fois traversent et sont reconfigurées dans les termes du « peuple souverain » qui les surdéterminent comme en témoigne (dans ses limites) des Appalaches à New-Delhi la sociologie électorale.

Si, jusque à présent la classe dominante détermine le cadre de la lutte en ayant préempté par la « nation » la formalisation de l'opposition à sa propre politique pratique, il n'empêche que les contradictions de classes (essentiels) aussi bien *internes aux classes dominées* – interclassisme – que de celles-ci vis-à-vis des modalités de l'extraction de

plus-value que la crise de la mondialisation impose à la classe capitaliste de mettre en œuvre demeurent au cœur de la situation.

Les luttes les plus classiques pour les salaires ou la préservation de l'emploi à l'intérieur des entreprises n'échappent pas au contexte général du « repliement national » et du protectionnisme (la réindustrialisation comme mantra de tout l'éventail politique), de même que celle relative au Welfare et aux protections sociales. Aucun de ces phénomènes n'est nouveau, c'est leur conjonction faisant système qui l'est dans une conjoncture générale de la reproduction capitaliste qui reconfigure les modalités de domination et d'exploitation exercées par la classe dominante. L'« écart » (*Théorie de l'écart*, TC 20) peut prendre des formes peu prévisibles. Revendiquer « le peuple souverain » c'est confirmer le mode de production capitaliste, mais c'est aussi l'antagonisme interne de sa forme politique adéquate, celle de la « représentation », forme en décomposition avancée depuis la disparition de l'identité » ouvrière (et ce depuis les « Révolutions atlantiques »). Ce qui mine la préemption par la classe dominante de la contradiction à elle qu'elle suscite et formalise et des luttes que ses réformes suscitent (voir livre Syriza, *La Cigarette sans cravate*), c'est que le « peuple souverain » n'est pas « un » et que la référence *matérielle* de sa « souveraineté » n'est pas la politique mais *la vie quotidienne* qui amalgame toutes les formes de manifestation de la reproduction du capital, de la politique aux plus terre à terre du prix des yaourts (TC 27, *y revenir*). Ce qui mine également le « peuple souverain » (comme expression) dans son antagonisme à la classe dominante c'est qu'il a constamment sur ses marges, mais très proches, ses propres hilotes : les populations racisées et les surnuméraires consolidés (*Endnotes*) qui sont la proclamation constante et vivante de « l'irréalité » de son existence (« Peuple souverain) et le lui rappellent.

Le « peuple souverain » est bien sûr une construction interclassiste, mais le problème que rencontre la critique de l'interclassisme est souvent de croire que les classes en présence forment simplement une somme, qu'elles s'additionnent tout en demeurant des éléments discrets bien définis et délimités en eux-mêmes. Finalement l'interclassisme ne les affecterait pas, en fait, dans cette vision, la pratique (toujours circonstanciée) comme constitution des classes n'existe pas, la pratique est réduite à une manifestation de l'être. C'est bien à partir de ses intérêts propres que chaque composante se retrouve dans un mouvement interclassiste, mais l'interclassisme est alors pour chacun de façon *interne*, le cours de son action propre. L'interclassisme n'est pas une addition mais la résultante de ces intérêts propres intérieurement affectés par leur coexistence, *se fondant* dans une revendication commune, *les conflits apparaissant sur la base de cette pratique et de cette revendication communes*. Toutes les classes et segments de classes présents dans un mouvement interclassiste ne se contentent pas de se côtoyer, ils agissent ensemble et les uns sur les autres, pratiquement et politiquement, que ce soit pour s'exclure, pour s'allier, pour nier leur propre existence ou celle de l'autre, pour s'affronter ou simplement se caractériser eux-mêmes. La nation ou, plus militant, la « souveraineté populaire » est la formulation actuelle efficiente de l'interclassisme quand « le Peuple » – au sens de Ory - s'oppose à la classe dominante *dans le cadre même qui est le sien*. Le « populisme » (dits de droite ou de gauche) a certainement de beaux jours devant lui dans la mesure où il embarque toutes les contradictions de classes dans sa mise en forme et son langage. La classe dominante se délecte de l'opposition populiste qui, sans manipulation, confirme sa préemption de toutes les oppositions dans la mesure où il ne s'agit que de *résoudre ses propres problèmes sans en nier les conflits*.

Pour plagier Marx dans les *Gloses sur le roi de Prusse et la réforme sociale* la dynamique que nous cherchons à mettre au jour dans la configuration nationale actuelle de la lutte de classe est celle de la « révolte économique à âme politique ». Et l'on retrouve ici la question de la légitimité de l'Etat et de la crise de la représentation (voir *Emeutes 2023*). Le « Peuple souverain » désigne la tendance des classes sans influence politique de mettre fin à

leur isolement de l'Etat et du pouvoir. Mettre fin à cet isolement, c'est promouvoir le peuple, tel que reconstruit par le Peuple lui-même comme peuple – fantasmatiquement redevenu « protonational » - et proclamer celui-ci comme étant *immédiatement* l'Etat. Le populisme, à peu de choses près, n'est rien d'autre, mais l'Etat ne peut être que l'Etat de la classe dominante, c'est la contradiction interne de la chose.

En Europe, comme en Amérique latine (combiné par certains Etats à un panlatino-américanisme) et Amérique du Nord, comme en Chine, Inde ou Japon, le nationalisme ancré à droite retrouve, dans un tout autre contexte, face à la crise de toutes les déterminations de la restructuration des années 1970-1980, le caractère social qu'il avait perdu dans l'entre-deux-guerres et qui s'était évanoui après la Seconde guerre (hormis dans les mouvements anti coloniaux dits de « libération nationale » qui n'avaient pour la plupart aucune « nation » à se mettre sous les dents). Le « caractère social » réapparaît quand *la mondialisation* qui était la forme développée de cette restructuration apparaît dans sa crise comme l'origine et le vécu (formes d'apparition, vie quotidienne) de toutes les misères.

Il y a dans l'ascension du nationalisme d'extrême droite, *de plus en plus populaire*, une sorte de mystère : son antiféminisme virulent. Le nationalisme aime les femmes mais pas le féminisme. Pourquoi les mouvements nationalistes d'extrême droite sont-ils aussi féroce<sup>ment</sup> antiféministes (malgré Georgia Meloni ou Marine Le Pen) ? Bien sûr le thème de l'autorité qui est « par nature » paternelle et masculine. Mais ce n'est là encore que de l'ordre du discours. Au fondement de l'antiféminisme, il y a le refus de l'universalisme paradoxal du MPC, que cet universalisme soit celui du genre ou du « cosmopolitisme » dont les gauches ont été l'expression la plus constante (ce en quoi elles sont actuellement délégitimées). Par définition, l'*identité* se doit d'être anti-universaliste, donc masculine (puisque les hommes n'ont pas de sexe). Dans le MPC, l'universalité est intrinsèquement contradictoire à la fois nécessaire et contrariée par la mécanique même de toutes les instances de sa propre reproduction qu'il présuppose. Le nationalisme dans les configurations actuelles doit produire des mécanismes identitaires non contradictoires et homogènes, les étrangers et les femmes difficilement intégrables dans ces mécanismes doivent être soit rejetés soit effacés. Au risque d'être sérieusement bousculé par des mobilisations féminines comme en Pologne.

Il semble que ce qui était décrit dans TC 25 comme « une séquence particulière » est appelé à durer et à avoir sa propre dynamique. Les termes de cette séquence, pour l'instant, totalement prédéfinis par le mode de production capitaliste et mis en œuvre sciemment par la classe capitaliste et son personnel politique peuvent contenir des antagonismes les sortant de leur prédéfinition et préemption. Si actuellement les contradictions sociales (« fondamentales ») sont politiquement surdéterminées, le « peuple souverain » peut réserver bien des surprises à ceux qui le mettent en œuvre et le préemptent comme l'opposition de sa Majesté.

*Quien sabe !*

## **Fin du résumé de la problématique**

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

## **Retour aux commentaires sur Hobs**

pp.105-106 :

On peut souscrire à ce qui n'est ni une explication, ni une définition mais une simple description de « l'Etat moderne » ou « Etat-nation ».

« On le définissait [Hobs utilise le passé en référence à la définition telle qu'issue de la Révolution française] comme un territoire (de préférence continu et non morcelé) dont tous les habitants étaient soumis à la même tutelle, et qui était séparé par des frontières ou limites clairement marquées d'autres territoires comparables. Sur le plan politique, il dirigeait et administrait directement ses habitants, sans systèmes médiats de chefs et corporations autonomes. Il tendait, autant que possible, à imposer sur tout son territoire les mêmes lois et les mêmes arrangements institutionnels et administratifs (mais non religieux ou idéologiques après l'Ère des Révolutions). Il se trouva de plus en plus dans la nécessité de prendre en compte les opinions de ses sujets ou citoyens, parce que son organisation politique leur donnait la parole –généralement par l'intermédiaire de divers types de représentant élus – et/ou parce qu'il avait besoin de leur consentement ou de leur activité sur le plan pratique, par exemple comme contribuables ou comme conscrits potentiels. Bref, sur son territoire, l'Etat régnait en tant qu'instance nationale suprême de gouvernement sur un peuple définit territorialement, ses agents atteignant peu à peu les plus humbles habitants du dernier de ses villages. » (105-106).

**Dans cette description deux points essentiels sont considérés comme allant d'eux-mêmes. Premièrement le territoire et ses limites ; deuxièmement la participation ou le consentement.**

**Le premier point a été abordé en réponse à la question fondamentale : pourquoi l'universalité des échanges marchands et la concurrence des capitaux constituent cependant des ensembles plus ou moins « homogènes » en tant que *capital national* vis-à-vis d'autres ensembles plus ou moins identiques (nous avons vu que la réponse à cette question est absolument dépendante des rapports capitalistes à la paysannerie, l'Etat-nation se développant « ensuite » selon ses critères et ses nécessités propres relevant de son autonomie relative). Il s'agit là également, d'un point de vue moins abstraitement théorique, de la constitution entre le XVI<sup>e</sup> siècle et la fin du XVIII<sup>e</sup>, en Europe, de frontières d'un type nouveau, c'est-à-dire absolument continues et linéaires (y revenir avec Nordman, *Les Frontières de la France*).**

Pour le second point, Hobs ne considère la « participation » ou le « consentement » que d'un point de vue utilitaire de la part de l'Etat. Le « peuple souverain » est la déclaration principielle fondamentale de l'Etat-nation en ce qu'il uniformise formellement les conditions individuelles et territoriales (comme le dit Hobs). Quel que soit le régime politique, l'Etat-nation c'est le citoyen (dans sa distinction d'avec l'individu concrètement existant). La généralisation des rapports marchands dont l'Etat-nation est issu et qu'il formalise sont « le paradis de la liberté et de l'égalité » (voir citation Marx, F I, p. 190 et 195 et K, t.1, p.178) si ce n'est de la fraternité (le Peuple – entité politique – uni comme une famille). La « loyauté » et « l'identification » à l'Etat n'avait, auparavant, jamais été réclamées du « peuple ». En outre, d'une simple constatation historique il ressort que la constitution de l'Etat-nation, même sous la direction de la bourgeoisie et de certaines fractions des classes de l'Ancien Régime (l'alliance est très nette lors de la seconde révolution anglaise dite « la Glorieuse ») ne se fait pas sans les classes dominées et exploitées, leur participation et initiative. En cherchant à limiter leurs droits, la classe dominante sape sa propre construction de l'Etat-nation, même si le processus de pleine reconnaissance (après la période proprement révolutionnaire) est historiquement chaotique. Il faudra que les ouvriers, les trimards, les paysans expulsés s'entassent dans les villes et les petits artisans ruinés, passent du statut de « classes dangereuses » à celui de force de travail systématiquement intégrable et reproductible à l'intérieur du nouveau mode production dominant.

« L'idée originelle du patriotisme populaire et révolutionnaire, était fondée sur l'Etat plutôt que sur le nationalisme, puisqu'elle est liée au peuple souverain lui-même, c'est-à-dire à l'Etat exerçant le pouvoir en son nom. » (113)

**Mais le « peuple souverain » est aussi la racine moderne du nationalisme. L'Etat-nation est un dérivé du « droit des peuples »** (voir Corm dans la préface à mon livre sur le Moyen-Orient). Dans la nation comme corps des citoyens, les droits de ceux-ci leur donnent un rôle dans le pays et font de l'Etat en quelque sorte le leur.

p.115, Hobs poursuit : « L'action même de démocratiser la politique, c'est-à-dire de transformer des sujets en citoyens, tend à produire une conscience populiste qui, sous certains éclairages, se distingue difficilement d'un patriotisme national ou même chauvin. » (car le pays est quelque sorte « mien »).

Cependant, Hobs souligne l'ambiguïté de ce « patriotisme national » : « La conscience de classe qu'avaient acquise les classes ouvrières de nombreux pays dans la décennie précédant 1914 sous-entendait, sans que cela soit dit [au contraire, cela était le plus souvent une caractéristique centrale de tous les programmes ouvriers : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène » (Jaurès). Voir également toutes les déclarations d'Engels et des dirigeants de la Social-démocratie allemande, etc.] la revendication des Droits de l'homme et du citoyen, et donc d'un patriotisme potentiel. La conscience politique de masse, ou conscience de classe [même si on conserve ce concept extrêmement douteux de « conscience de classe », l'identification ici faite avec « conscience de masse » est problématique], impliquait une conception de la "patrie", ainsi que le démontre l'histoire aussi bien du jacobinisme que des mouvements comme le chartisme. » (115)

**Il est absolument nécessaire pour le sujet de revenir sur l'histoire du chartisme, sujet très peu traité dans l'historiographie française. Quant à l'histoire du jacobinisme, il faut revenir à toute cette conception qui durant le XIX<sup>e</sup> siècle a fait, en France mais pas seulement, de la lutte ouvrière et artisanale contre la bourgeoisie et le capitalisme l'achèvement de la Révolution française, y compris Marx (voir TC 21 « Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande », pages 93 à 100).**

**Ce patriotisme démocratique est à la fois très vulnérable et très puissant, sa contradiction interne se modulant et se revivifiant selon les époques et les contextes globaux des luttes de classes. Très puissant de par l'intégration démocratique qui le sous-tend ; très vulnérable de par la position de dominés et d'exploités de la majorité de la population « démocratiquement intégrée » dans l'Etat-nation du « peuple souverain ». Dans le moment même où les classes dominantes et leur Etat acquièrent une légitimité, cette même légitimité est minée de l'intérieur en son nom propre, c'est-à-dire de par « l'égalité » qu'elle proclame.**

**L'intégration nationale et démocratique est conceptuellement inscrite dans le développement capitaliste, mais cela ne serait qu'une construction abstraite sans la prise en compte de son effectuation politique, sociale, conflictuelle autant dans chaque espace national – intégration (et comme création même de cet espace) que dans les affrontements internationaux (constitution de l'espace national et affrontements internationaux sont conjoints). L'extension scolaire, l'élargissement de la démocratie sont des mesures bien connues, mais il faut insister sur les grands mouvements de population qui marquent la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe et entre l'Europe et les Etats-Unis. Cela est essentiel dans la mesure où ce brassage de population crée la nation non simplement comme un fait politique ou idéologique déduit de l'échange, de la valeur et du capital mais comme directement leur mouvement et leur nécessité (de l'échange, de la valeur et du capital). C'est l'époque des grandes migrations de masse internes et externes. L'Auvergnat ou le Breton devient français, le Napolitains, lentement, devient**



**italien et les Polonais, les Allemands, les Suédois, les Italiens deviennent américains selon les nécessités communes et les hiérarchies du marché du travail capitaliste.**

p.133 Le critère ethnolinguistique de définition d'une nation n'acquiert que très tardivement une position dominante dans la période 1880-1914, il remplace le critère du « seuil » d'étendue, de viabilité, de modernisation, de « sens de l'histoire, si bien défendu par Engels entre 1848 et 1850.

Entre 1880 et 1914, la plupart des mouvements nationaux soulignent les éléments linguistiques et/ou ethniques : « On a aucun mal à démontrer que c'est là une nouveauté. » (137).

« Il n'est guère surprenant que le nationalisme ait si rapidement gagné du terrain entre 1870 et 1914. C'était le fait des changements aussi bien sociaux que politiques, pour ne rien dire de la situation internationale, que de fournir toutes sortes de patères où accrocher des manifestes d'hostilités vis-à-vis des étrangers. Sur le plan social, trois événements donnèrent une extension considérable aux nouvelles façons de faire passer pour des nations des communautés "imaginées" ou même existantes : la résistance des groupes traditionnels menacés par la poussée du modernisme, les nouvelles classes et couches sociales tout à fait non traditionnelles qui augmentaient rapidement en nombre dans les sociétés urbanisées des pays développés, et les migrations sans précédent qui firent essaimer dans le monde entier de multiples diasporas de peuples divers, ... (...) Comme nous l'avons vu, les principaux changements politiques qui transformèrent une réceptivité potentielle aux arguments nationaux en une réception réelle de ceux-ci furent la *démocratisation de la politique* (je souligne) dans un nombre sans cesse croissant d'Etats et la création d'Etats modernes sur le plan administratif, capables de mobiliser leurs citoyens et possédant une influence sur eux. » » (140-141).

Hobs relie le « nationalisme linguistique » à la petite bourgeoisie (Flandre, Québec, Croatie, Pays basque, Catalogne, etc.) : « Ce qui était menacé, ce n'était pas la langue, mais le statut social et la position des couches moyennes, ... » (153).

« Quelle que soit la nature du nationalisme qui se trouva au premier plan dans les cinquante années précédant 1914, toutes ses variantes [**le "nationalisme petits-bourgeois", si la possibilité de se reconnaître dans l'Etat était essentielle pour la petite bourgeoisie nationaliste et pour les classes moyennes inférieures cela n'était pas toujours conforme aux projets de construction *démocratique* de la nation par la bourgeoisie ; le "patriotisme d'Etat" pour lequel le zèle des précédents devait être contrôlé mais pouvait être bienvenu dans le cadre de l'expansion impérialiste et des rivalités nationales ; le nationalisme ouvrier qui – à la base – n'était pas contradictoire avec la dite "conscience de classe" ; enfin, colorant plus ou moins l'ensemble, l'antisémitisme**] semblent avoir quelque chose en commun : le rejet des nouveaux mouvements socialistes prolétariens, non seulement parce qu'ils étaient prolétariens, mais aussi parce qu'ils étaient, consciemment et activement, *internationalistes*, ou pour le moins non nationalistes. » (157-158).

Dans le discours des instances dirigeantes du mouvement ouvrier, le nationalisme et le socialisme *apparaissaient* comme s'excluant mutuellement. Le déclenchement de la guerre en 1914 révéla *le vide de l'internationalisme socialiste*, c'est le nationalisme qui triompha. Cependant il n'y avait ni « traîtres » ni « renégats ». Non seulement la reproduction de la classe ouvrière devenait intrinsèquement liée, même conflictuellement, à celle du capital national, maintenant constitué comme tel, mais encore, ce qui est souvent négligé, l'ouvrier était un citoyen, l'Etat national était le sien. **La « conscience de classe » et la « conscience nationale » ne s'excluaient pas et ne s'excluent toujours pas aujourd'hui.**

« Les mineurs de Galles du Sud, qui choquèrent leurs dirigeants syndicaux révolutionnaires et internationalistes en se précipitant sous les drapeaux, déclenchèrent avec autant de détermination une grève générale des mines moins d'un an plus tard, sourds aux voix accusatrices qui les traitaient de mauvais patriotes. » (159). On peut ajouter les grèves de 1917 en France et la réaction ouvrière à l'occupation de la Sarre par la France.

« Les hommes et les femmes ne choisissaient pas leur identification collective comme ils choisissaient des chaussures, en sachant qu'on ne eut en porter qu'une paire à la fois. Ils avaient, *et ont toujours* (je souligne), plusieurs attachements et loyalismes simultanés, y compris la nationalité, et sont simultanément concernés par divers aspects de la vie, dont chacun peut à tel moment donné prendre, selon l'occasion, la première place dans leur esprit [c'est toute **la théorie de l'intersectionnalité** qui est ici présente *comme pratique*]. Pendant de longues périodes, ces différents attachements ne rendent pas les exigences qu'ils imposent incompatibles ... » (158)

« Combiner les exigences sociales et nationales, dans l'ensemble s'avéra beaucoup plus efficace pour mobiliser en vue de l'indépendance que d'en appeler simplement au nationalisme... » (160). [On peut ici se référer à Rosdolsky, mais Rosdolsky montre pour l'Europe centrale et orientale que la liaison du social et du national est souvent contradictoire. La noblesse polonaise ne peut faire appel à des exigences sociales face à sa propre paysannerie qui la hait (1846) et face aux Tchèques et Ukrainiens sous sa domination. En revanche les exigences sociales des Tchèques s'accommodent de la domination nationale autrichienne face à l'expansionnisme allemand.

A propos de l'Empire austro-hongrois, Hobs écrit que « le sentiment national n'était pas encore cristallisé parmi les larges masses du peuple. (...) La nationalité apparaît la plupart du temps comme un aspect du conflit entre riches et pauvres, surtout quand les deux groupes appartiennent à des nationalités différentes. » (164).

La répression des grandes grèves de janvier 1918 par la monarchie autrichienne ainsi que l'échec des mouvements insurrectionnels en 1918-1919 marquent un tournant, dans leur étroite combinaison, le nationalisme l'emporta sur la question sociale. « Quand cela se produisit, les couches moyennes et petites bourgeoises des nationalités opprimées furent en mesure de devenir les élites dirigeantes de nouveaux petits Etats wilsoniens indépendants. » (166). Les Etats qui se créent en Europe centrale et orientale n'ont pas plus d' « unité nationale » que n'en avait l'Empire austro-hongrois, chacun enferme de nombreuses minorités ou les expulse et les élimine comme les Turcs avec les Arméniens puis les Grecs, ou les regroupe comme l'Allemagne nazie (Hobs qualifiant Hitler de parfait nationaliste wilsonien).

Dans les colonies ou semi-colonies, les mouvements de libération naissant parlent le langage du nationalisme européen. La libération du colonialisme devient partout une lutte de « libération nationale ».

« Pour autant qu'il existât des identifications protonationales, ethniques, religieuses ou autres parmi le petit peuple, elles étaient encore des obstacles plutôt que des contributions à la conscience nationale... (...) les unités territoriales pour lesquelles les soi-disant mouvements nationaux tentaient de conquérir l'indépendance étaient à une écrasante majorité des créations de la conquête impériale, ne remontant souvent pas à plus de quelques dizaines d'années... » » (176).

En Europe, dans l'entre-deux-guerres, se « réalisant » sous la domination des bourgeoisies, des classes moyennes et des notables de toutes sortes toujours plus ou moins alliées aux anciennes aristocraties foncières (même devenues allogènes), le nationalisme change de nature, il perd son aspect de lutte sociale que Rosdolsky analyse dans la période 1846-1852.

**[Actuellement, En Europe, comme en Amérique latine (combiné à un panlatino-américanisme) et Amérique du Nord, comme en Chine, Inde ou Japon, le**

nationalisme ancré à droite retrouve, dans un tout autre contexte, le caractère social qu'il avait perdu dans l'entre-deux-guerres et qui s'était évanoui après la Seconde guerre (hormis dans les mouvements dits de « libération nationale » qui n'avaient pour la plupart aucune « nation » à se mettre sous les dents), face à la crise de toutes les déterminations de la restructuration des années 1970-1980. Le « caractère social » réapparaît quand *la mondialisation* qui était la forme développée de cette restructuration apparaît dans sa crise comme l'origine et le vécu (formes d'apparition, vie quotidienne) de toutes les misères]

Pour Hobs, l'entre-deux-guerres fut l'apothéose de « *l'économie nationale* ». Mais comme la plupart des économistes et historiens il considère cela comme une pure et simple constatation, allant de soi, sans se poser la question : comment une telle chose est-elle possible dans un mode de production par essence universel et mondial ? Bien sûr il y a la concurrence mais la concurrence est aussi universelle et tout azimut que l'universalité du capital : comment se cristallise-t-elle en ensembles plus ou moins homogènes et solidaires (même si ces ensembles sont mouvants) ?

p.170 « En 1913, les économies capitalistes progressaient rapidement en direction de vastes conglomérats d'entreprise concentrées, soutenues, protégées, voire jusqu'à un certain point guidées par les gouvernements ». [Une conséquence de la grande récession de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle].

« Les crises économiques de l'entre-deux-guerres renforcèrent de la façon la plus spectaculaire l'"économie nationale" indépendante » (170). Les Britanniques abandonnent le libre-échange en 1931.

A propos de l'entre-deux-guerres : « Il est important de distinguer d'une part le nationalisme exclusif des Etats et des mouvements politiques de droite, qui se substitue à toutes les autres formes d'identification politique et sociale, et d'autre part l'association des notions de "ressortissant d'une nation" et de "citoyen" de la conscience sociale qui, dans les Etats modernes, forme l'humus où croissent tous les autres sentiments politiques. En ce sens "nation" et "classe" n'étaient pas immédiatement séparables. Si l'on considère que la conscience de classe avait dans la pratique une dimension nationale-civique, et que la conscience nationale-civique ou ethnique avait des dimensions sociales, il est plus vraisemblable alors que la radicalisation des classes ouvrières dans l'Europe du premier après-guerre puisse avoir renforcé leur potentiel de conscience nationale. Comment expliquer autrement l'extraordinaire succès de la gauche dans les pays non fascistes quand elle voulut récupérer le sentiment national et patriotique durant la période antifasciste. (...) Au milieu des années 1930, le mouvement communiste rompit délibérément avec la tradition à la fois de la Seconde et de la Troisième Internationale, qui avait abandonné aux Etats bourgeois et aux politiciens petits-bourgeois les symboles du patriotisme ... » (p.186) **[Est-ce qu'une telle combinaison est pertinente pour la situation actuelle ? De même, même question pour la considération suivante toujours relative à l'entre-deux-guerres, là il s'agirait de « l'alignement » sur des Etats comme la Russie, la Hongrie, la Chine, etc.]**

« Le nationalisme antifasciste est apparu dans le contexte d'une guerre civile idéologique internationale [*c'est le cas aussi actuellement*] où une partie des classes dirigeantes nationales semblèrent opter en politique internationale pour un alignement à droite, un alignement sur les Etats identifiés à droite. » (p.187)

[La distinction qui actuellement structure la sphère politique entre les « patriotes » et les « mondialistes » renvoie à des Etats qui représentent et cristallisent chacun des termes de la distinction politique, même si chaque Etat quelle que soit la nature de sa cristallisation est traversé par cette même distinction. Des questions construites comme essentiellement intérieures à chaque pays se retrouvent être l'enjeu

## **de combats idéologiques livrés entre Etats différents et même l'enjeu de champs de bataille éloignés comme l'Ukraine ou Gaza.]**

Pendant la période antifasciste de l'entre-deux-guerres, puis dans l'immédiat après seconde guerre, le nationalisme fut fortement associé à la gauche liant nationalisme et « transformations sociales ». L'association fut renforcée par les luttes anti-impérialistes dans les pays coloniaux. De même actuellement, en Amérique latine, le nationalisme fait partie de l'idéologie de gauche vis-à-vis des Etats-Unis. Toute forme de « libération nationale » jusque dans les années 1970-1980 était devenue un slogan de la gauche, tant et si bien que dans les pays d'Europe occidentale, les nouveaux mouvements ethniques et séparatistes en vinrent à adopter une phraséologie sociale révolutionnaire et marxiste-léniniste (si ce n'est maoïste) qui correspondait très mal à leurs origines et à leurs objectifs.

Cette alliance du nationalisme et de la gauche avait été absolument naturelle avant 1848 et durant la période révolutionnaire de 1848-1852 (avec toutes les distinctions entre les nations historiques participant au « progrès » en cours et les « peuples sans histoire » considérés comme « réactionnaires » par essence - voir Engels). Après les années 1970/début 80, d'autres légitimations que sociales sont apparues : intégrisme religieux (islam, hindouisme, bouddhisme ...) ou l'anticommunisme en Europe de l'Est. En ce qui concerne l'hindouisme, le mot n'apparaît qu'au XIX<sup>e</sup> siècle introduit par les britanniques pour désigner la religion des « hindous ». « Par le terme "hindouisme" les administrateurs britanniques cherchaient à rassembler sous une même catégorie la multitude des pratiques religieuses observées en Inde et qui ne relevaient d'aucune autre religion. (...) L'hindouisme est une religion, alors que l'*hindutva*, néologisme que l'on peut traduire par "hindouité", est une idéologie politique élaborée par les nationalistes hindous à partir des années 1920, et qui entend "hindouiser" l'indianité en souhaitant faire de l'Inde un état hindou, considérant que seuls les hindous sont des Indiens légitimes. » (Pierre-Yves Trouillet, *Le Monde* 16-17/6/24). En 1991, le BJP devient le principal parti d'opposition face au Parti du Congrès, en 1992, des intégristes hindous encouragés par le pouvoir local et protégés par la police prennent d'assaut la mosquée de Babri (plus de 2000 morts dans les affrontements qui s'ensuivirent). En 1996, le BJP accède au pouvoir, abroge toutes les lois et réglementations contrôlant l'économie mises en place par le Parti du Congrès depuis l'indépendance (1947). En 2014, Narendra Modi du BJP devient Premier ministre et l'est encore.

Historiciser la construction d'une appellation ne signifie pas que cette dernière soit artificielle. Rien ne s'impose de par une généalogie finissant par s'imposer. Ce sont les conditions et les configurations sociales du moment qui interpellent, sélectionnent et réécrivent ou même réinventent les constructions idéologiques nécessaires (voir Gabel, *La fausse conscience* : la double efficacité de l'idéologie, production et sélection). Ce qui n'empêche le pouvoir nationaliste économiquement libéral de se confronter régulièrement à des émeutes ouvrières et surtout paysanne malgré l'« hindouité ».

En revanche, dans les Etats issus des décolonisations, il serait impropre de parler de « mouvements nationaux » en ce qui concerne les mouvements dirigés contre les nouveaux Etats émancipés revendiquant une homogénéité qu'ils ne possédaient pas et qu'ils étaient incapables de construire étant en réalité confrontés au « modèle national » imposé de l'Etat (Nigéria, Soudan, Tchad ou Ethiopie – même si dans ce dernier cas l'Etat n'est pas issu de la décolonisation). « Le principal objectif est d'accéder à des positions importantes dans les services publics qui, dans beaucoup de ces Etats, constituent la meilleure voie d'accès à la richesse et à l'accumulation de capital... » (p.201). De même, les mouvements « indigénistes » en Amérique latine ou des « peuples premiers » au Canada (voir Glen Sean Coulthard, *Peau rouge, masques blancs*) ne sont pas des mouvements nationaux.

**Ce rapide historique et tour d'horizon pour cerner l'originalité (en Europe mais pas seulement) de ce nationalisme actuel à la fois ancré à droite et à l'extrême droite mais se colorant d'aspirations sociales sélectives recrutant classe ouvrière, petits employés, chômeurs et jeunes précaires.**

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle les politiques nationalistes et à plus forte raison ethniques sont des phénomènes fonctionnellement différents de ce que fut le nationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle ou du XX<sup>e</sup> avec la décolonisation. Le nationalisme de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du XIX<sup>e</sup> jusqu'à aujourd'hui répond à deux fonctions qui s'entrecroisent. D'une part nous avons tout le fractionnement séparatiste conforme à la « mondialisation américaine » et, d'autre part, la revivification nationaliste dedans laquelle se coule les Etats dans la crise de cette même mondialisation. Reprenant la vision marxienne des années 1848, Hobs peut écrire que le nationalisme « n'est plus un vecteur majeur du développement historique » (p.210).

« Dans le monde "développé" du XIX<sup>e</sup> siècle, il est clair que la construction d'un certain nombre de "nations", qui combinaient Etat-nation et économie nationale, était un fait de transformation historique central. » (p.210)

A condition de préciser qu'il s'agissait d'une transformation exclusivement bourgeoise et capitaliste et que la perspective marxienne de la "révolution double" était une pure chimère relevant de la croyance au progressisme de l'Histoire inhérent à toute théorie révolutionnaire.

C'est cette référence définitoire quasi exclusive au nationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle comme un fait « de transformation historique central » qui amène Hobs à proclamer « le déclin de l'importance historique du nationalisme » (p.217).

L'erreur d'Hobs, au début des années 1990 et suite à l'effondrement de l'URSS consiste à ne pas considérer la prolifération des nouveaux Etats comme des éléments déterminants de la mondialisation, que ceux-ci correspondent ou non à la définition convenue de l'Etat-nation (que ce soit les Etats issus de la disparition de l'URSS que de tous les séparatismes aboutis ou non : Ecosse, Pays de Galles, Québec, Padanie, Catalogne et toute les agitations guerrières affectant les pays d'Afrique subsaharienne ou même au nord la Libye)

« Il n'est naturellement pas dans mon intention de nier le développement visible de l'agitation ethnolinguistique dans plusieurs régions du globe, et il serait absurde d'ignorer la résurgence des politiques nationalistes de l'entre-deux-guerres en Europe de l'Est. Il est évident que nous assistons à la désintégration du dernier empire multinational d'avant 1914, qui, pour trois générations de plus, avait été préservé par la révolution d'Octobre du destin de l'empire des Habsbourg et de l'Empire ottoman. Cependant dans les années 1990 (...) même quand elle [la force autonome du nationalisme politique] atteint ses objectifs politiques (l'établissement d'un Etat-nation territorial indépendant et souverain), elle ne fournit aucune solution aux problèmes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En fait soit elle n'a aucun rapport avec eux, soit elle les complique. » (p.218). Si Hobs veut dire que la disparition de l'URSS ne tient pas aux problèmes nationaux ou que la réunification de l'Allemagne n'était pas l'axe central de la politique en Allemagne de l'Ouest ni la première préoccupation des partis (contrairement à l'unité allemande au XIX<sup>e</sup> siècle), on ne peut qu'être d'accord, mais, prisonnier du progressisme marxien en ce qui concerne le fait national, Hobs se réfère à une définition figée du nationalisme (ce progressisme est identique à celui que celui qui fait écrire à Marx : « C'est un des aspects civilisateurs du capital que la manière dont il extorque ce surtravail et les conditions dans lesquelles il le fait sont plus favorables au développement des forces productives, des rapports sociaux et à la création des éléments d'une structure nouvelle et supérieure, que ne l'étaient les systèmes antérieurs de l'esclavage et du servage. » - *Le Capital*, Livre III).

Le nationalisme de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du XXI<sup>e</sup> répond quant à lui à d'autres problèmes que ceux du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce que reconnaît Hobs : « En fait, on peut dire que la vague actuelle [fin XX<sup>e</sup> siècle] d'agitation ethnique ou miniethnique est une réaction aux

principes puissamment non-nationaux et non nationalistes de la formation des Etats dans la plus grande partie du monde au XX<sup>e</sup> siècle. » (p.224).

Hobs en revient alors aux « éléments protonationaux » et à un « vrai nationalisme » cherchant à « lier ensemble des gens qui ont en commun une ethnie, une langue, une culture, un passé historique, etc. » (p.222) pour dénier aux Etats constitués au XX<sup>e</sup> siècle la caractéristique de « nation ».

Hobs écrit à la suite : « La "nation" [guillemets dans le texte] aujourd'hui est visiblement en train de perdre une part importante de ses anciennes fonctions, en particulier celle de constituer une "économie nationale" limitée par le territoire [**ce qui manque à toutes les réflexions sur l'Etat-nation ou le capitalisme national, c'est précisément les déterminants de la constitution de ce territoire**] qui formait un bloc de construction dans "l'économie mondiale" plus large, du moins dans les régions développées du globe. » (p.224).

Hobs poursuit, dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle : « Le rôle des "économies nationales" a été miné ou remis en question par de grandes transformations dans la division internationale du travail, dont les unités de base sont des entreprises transnationales ou multinationales de toutes tailles, et par le développement correspondant de centres et de réseaux de transactions économiques transnationaux économiques internationaux qui, pour des raisons pratiques, échappent au contrôle des gouvernements. » (pp. 224-225).

Tout cela est exact, mais de par les fondements de sa problématique, Hobs énonce négativement (il est vrai à la fin des années 1990), ce que Sassen développe positivement (**date de la parution du livre XXX**) comme *dénationalisation de l'Etat*, comme reconfiguration et non seulement comme *perte*, sans dénier aux Etats « dénationalisés » leur préalable nature d'Etats-nations, bien au contraire dans la mesure où Sassen insiste sur la réorientation en vecteurs globaux d'organes internationaux organisant auparavant les relations entre constructions nationales.

Ce que ne peut saisir Hobs de par sa problématique mais aussi de par le moment où il écrit c'est qu'il n'y a pas d'opposition ou de contradiction entre ce qu'il nomme « les mouvements d'agitation (séparatistes, nationalistes) caractéristiques de la fin du XX<sup>e</sup> siècle » (p.228) qu'il considère comme anachroniques et la globalisation qu'il entrevoit. Quand Hobs écrit : « ...aujourd'hui les petits Etats ne sont pas moins viables que les grands Etats, étant donné le déclin de l'"économie nationale" vis-à-vis de l'économie transnationale. » (p.229), il ne comprend pas que ces Etats (grands ou petits et les petits plus que les grands) étaient en voie de « dénationalisation » devenant des moments d'une économie non pas transnationale mais globale avec ses centres et ses maîtres. Hobs en revient alors à ses présupposés « protonationaux » : « Il n'y a aucune raison pour qu'une région économique coïncide *ipso facto* avec une unité politique potentielle constituée selon des critères ethnolinguistiques ou historiques. » (p.229). Mais, encore plus (il est vrai) aujourd'hui qu'auparavant cette « potentialité » n'a jamais été qu'une reconstruction *a posteriori* de l'Etat-nation.

**Hobs, dans la tradition marxienne, est nostalgique du grand et bel Etat-nation préparant la venue du socialisme.** Aujourd'hui (fin XX<sup>e</sup> siècle) : « ...les défaiseurs d'Etats-nations assignent tous comme objectif la constitution d'Etats fondés non sur les petits pays tolérants et assez ouverts, mais sur l'opinion bornée selon laquelle ce qui doit rassembler les gens, c'est la similitude ethnique, religieuse ou linguistique. ». Pour les petits, aux Pays-Bas du XVII<sup>e</sup> siècle, la tolérance était toute relative, en ce qui concerne les grands (Angleterre, France, Espagne) leur constitution en Etats-nations fut loin d'être un modèle de « tolérance ». Hobs fait une bonne critique du « micro-nationalisme » mais cela demeure une critique interne au nationalisme dit « historique », cette critique ne dit pas pourquoi ce « micro-nationalisme » actuel existe ou seulement de façon négative et ne donne aucune signification à son existence (contrairement à ce que peut faire Samir Amin – **retrouver la référence**).

Quand Hobs déclare que le nationalisme n'est plus « un programme politique global comme on a pu le dire au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> » (p.237), il a raison, quand il ajoute qu'il est « tout au plus un facteur de complication, ou un catalyseur d'autres phénomènes », il a à la fois raison et tort : « catalyseur d'autres phénomènes », oui, « complication », non.

Il est exact qu'il faut écrire « l'histoire d'un monde qui ne peut plus être contenu, sur le plan politique, économique, culturel ou même linguistique, dans les limites des nations et des Etats-nations *tels qu'on les définissait habituellement* (je souligne). Elle serait en grande partie supranationale et infranationale, mais même l'infranationalité, qu'elle revête ou non le costume de quelque mininationalisme, reflétera le déclin de l'ancien Etat-nation en tant qu'entité opérationnelle. Elle considèrera les Etats-nations et les nations ou les groupes ethnolinguistiques essentiellement comme des forces en régression, résistant ou s'adaptant à la nouvelle restructuration supranationale du globe. » (p.237). Ce qui échappe à Hobs c'est que ces mininationalismes, ces infranationalités ne résistent pas, ni même ne s'adaptent à la « nouvelle restructuration supranationale du globe », *ils en sont tout simplement les produits*.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

### **Remarque générale**

(Etat-nation / lutte des classes)

S'il est possible par tâtonnements théoriques de lier conceptuellement capitalisme et Etat-nation (dans la mesure où on appelle Etat-nation la forme étatique produite par le mode de production capitaliste), de même que l'on peut résoudre le problème de l'homogénéisation de capitaux divers en « capital national », à l'intérieur même de la concurrence générale des capitaux, il n'en subsiste pas moins une question, celle de « l'adhésion » des classes dominées au processus de formation de l'Etat-nation puis à son existence et sa consolidation. Les processus d'adhésion sont nationalement et historiquement divers, ils renvoient cependant, dans leur diversité, à une même question théorique celle de *la construction nationale de la lutte des classes*. Certains mouvements nationaux, dans la période 1848-1852 (Rosdolsky), échouent comme la Pologne, les Tchèques, les Hongrois ou les « Slaves du Sud » du fait de l'opposition des classes exploitées à un mouvement mené par des classes haïes, plus tard, pour ces mêmes « nations », l'Etat-nation, dans d'autres circonstances s'impose. Dans d'autres aires (Angleterre, France, Allemagne), l'Etat-nation embarque, dans sa constitution même, conflictuellement les classes dominées qui investissent cette structure étatique comme *nationale*, c'est-à-dire la structure où se définit le cadre et les modalités de leur exploitation et des luttes qu'elle implique, mais aussi le cadre de leur *souveraineté*. Souveraineté contestée et limitée par les nouvelles classes dominantes triomphantes jusqu'à ce que MPC suffisamment assuré dans son autoprésupposition les intègre dans la conflictualité sociale et politique du capitalisme national constitué et de son Etat-nation.

La constitution de l'Etat-nation n'est jamais un processus que l'on peut considérer dans son cours, son échec ou sa réussite indépendamment de la lutte des classes.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

**Charles Tilly : *Contraintes et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, éd. Aubier 1992**

(le titre original est *Coercion, Capital, and European States*, il est regrettable que le terme d'Etat ait disparu de la traduction française dans la mesure où la constitution des Etats et plus précisément des Etats-nations en Europe est au cœur du travail de Tilly).

20 « Ce n'est qu'au cours de tout derniers siècles que les Etats nationaux ont dressé la carte du monde avec leurs territoires propres, colonies incluses, qui s'excluaient mutuellement. »

23 « L'essor des Etats nationaux, la croissance des armées nationales et la longue hégémonie de l'Europe paraissent aujourd'hui si naturels que les chercheurs se demandent rarement pourquoi des solutions tout autres – comme les systèmes d'empires régionaux lâchement articulés qui se développèrent en Asie, en Afrique et dans les Amériques bien après 990 – ne prévalurent pas en Europe. *La coïncidence d'un réseau urbain dense et varié avec une*



*division en Etats nombreux, bien définis et plus ou moins indépendants, met l'Europe à part du reste du monde (je souligne).»*

**Encore faut-il expliquer cette « mise à part.** On peut retrouver ici la thèse de Samir Amin relative à l'Europe occidentale comme « mode de production tributaire périphérique » qui aurait fait toutes l'originalité de l'Europe. En fait revenir, ce que ne fait pas Amin à la rencontre de la cité antique élargie à l'Empire Romain et de la « communauté germaine : toute l'originalité et la spécificité du féodalisme ;

**[Reprendre dans préface livre Moyen Orient la thèse de Samir Amin]**

23-24 Tilly pose bien le problème :

« Une étonnante variété de combinaison entre ces deux composantes [le capitalisme et la contrainte] apparut à un moment ou un autre de l'histoire européenne. Les empires, les royaumes, les cités-Etats, les fédérations de cités, les réseaux de seigneurs terriens, les Eglises, les ordres religieux, les ligues de pirates, les bandes de guerriers et bien d'autres formes d'organisation de pouvoir prévalurent en Europe à différentes époques durant le dernier millénaire. La plupart de ces organisations méritent le titre d'Etats d'une manière ou d'une autre, parce qu'ils contrôlèrent les principaux moyens concentrés de contrainte dans le cadre de territoires délimités et exercèrent leur droit de priorité sur toutes les autres organisations qui agissaient sur leur territoire. Mais l'Etat national ne devint la forme que tardivement et lentement. D'où la double question critique : *Quelle sont les raisons de la grande variété des formes d'Etat qui ont prévalu à travers l'espace et le temps en Europe depuis 990 ? Pourquoi les Etats européens ont-ils aboutis à ces variantes de l'Etat national* (souligné dans le texte).»

Aux débuts des Temps modernes, l'Europe est schématiquement divisée en deux configurations. A l'Ouest, un absolutisme aristocratique élevé sur la base d'une paysannerie *non servile* et des villes en pleine essor (les deux n'étant pas indifférent l'un à l'autre) ; à l'Est, un absolutisme aristocratique élevé sur la base d'une paysannerie servile et de villes soumises (situation très proche du mode tributaire central – Samir Amin). L'Italie présente un cas intermédiaire : une aristocratie *urbaine* se comportant en propriétaire rapace vis-à-vis de la paysannerie de son espace rural (le *contado*). Les cités importantes ont stimulé la production agricole de consommation immédiate jusqu'assez loin dans l'arrière-pays. Cette agriculture commerciale favorisa les marchands, les gros paysans mais aussi les petits propriétaires et réduisit la capacité des grands propriétaires à dominer la population rurale. Le cas italien repose sur le fait que les classes dirigeantes des villes possédaient de vastes domaines dans l'arrière-pays faisant peser sur les paysans un poids et un contrôle de type seigneurial.

**C'est toujours la relation de la bourgeoisie à la paysannerie qui détermine le passage à l'Etat-nation (sans intégration « libre » de la paysannerie, pas d'Etat-nation) et la délimitation territoriale – frontières - de cet Etat selon les modalités de ce rapport.**

Là où il y eut intégration libre de la paysannerie (c'est-à-dire là où les contradictions du mode de production féodal étaient les plus fortes - l'Europe romaine germanisée) il y eut lentement constitution de l'Etat-nation sous l'égide du développement du capitalisme manufacturier puis industriel qui présuppose et accélère la libération de la main-d'œuvre paysanne (non servile) et un réseau d'échanges libres (ce qui ne contredit pas l'échange inégal) entre la ville et la campagne. En même temps que cette Europe romaine germanisée fondait le capitalisme et l'Etat-nation elle renvoyait pour ses propres nécessités d'approvisionnement à bon marché la partie orientale du continent à promouvoir un « second servage » (Pologne, Etats baltes, Principautés danubiennes), différant ainsi pour longtemps leur émergence capitaliste et leur passage à l'Etat-nation. Les grands propriétaires purent ainsi

survivre à la transition vers la culture intensive des céréales à rendement immédiat sans être supplantés par la « classe » des fermiers, étant eux-mêmes, d'une certaine façon, les fermiers de la bourgeoisie occidentale.

38 Tilly reprenant plusieurs historiens anglo-saxons écrit : « Des régions d'anciennes prédominance urbaine, dotées de capitalistes actifs, ont produit des types d'Etats très différents par rapport aux régions dans lesquelles les grands propriétaires et leur *latifundia* dominaient la scène et le paysage. » Mais contre la seule détermination par le mode de production, Tilly place au centre de la constitution des Etats « l'organisation de la contrainte et la préparation de la guerre ». Il ajoute : « Ainsi je fais dériver les processus de formation de l'Etat de combinaison en perpétuelle variation de la concentration du capital, la concentration de la contrainte, la préparation de la guerre, et la position à l'intérieur du système international. »

**La thèse de Tilly soulève deux objections majeures :** 1) le capital n'est jamais spécifié qu'il soit usuraire, marchand, manufacturier, industriel, cela change totalement son rapport au territoire, à sa délimitation, et à la paysannerie ; 2) si la violence peut accroître les ressources et la richesse d'un Etat et de sa classe dominante, **l'exercice de cette violence dépend avant tout et en premier lieu de son mode de production et de sa richesse existante** (Engels, *Théorie de la violence*). « Guerre » et « richesse » ne constituent pas une combinaison de termes équivalents. [On trouve page 71 la même inversion de causalité qui fait de la guerre le moteur de la transformation des Etats]

Ce qui n'empêche que l'on peut souscrire à la distinction effectuée par Tilly entre les régions où la « contrainte directe » à l'extorsion de surtravail est prédominante et les régions où cette extorsion s'effectue par une orientation capitaliste de la production vers le marché. Les grands propriétaires de la ville exproprient les petits fermiers et la demande urbaine encourage la capitalisation de l'agriculture.

Pages 50 à 52 : les difficultés de la formation d'un Etat national prussien (du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle toujours liées aux relations entre le Prince, les seigneurs terriens et la condition des paysans.

« De ces batailles, traités et autres héritages émergea pour finir un Etat national dans lequel les grands seigneurs de Prusse, Brandebourg et Poméranie gardèrent d'importants pouvoirs à l'intérieur des domaines que la Couronne n'avait finalement jamais cherché à leur arracher. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, des souverains comme Frédéric le Grand mirent en place les derniers éléments du système en incorporant les seigneurs et les paysans dans une même armée, ceux-ci sous le commandement de ceux-là. (...) Les paysans et les serfs firent les frais du système : de nombreux paysans furent réduits au servage, et en paix comme en guerre, les obligations militaires de l'ancienne Prusse affaiblirent la position sociale, les droits légaux et les propriétés des paysans et des serfs vis-à-vis de la noblesse. » (51-52)

Dans les régions d'Empires à l'Est de l'Europe (Ottoman, Autrichien puis Austro-Hongrois, Allemagne, partie occidentale de l'Empire russe) là où la contrainte directe domine vis-à-vis de la paysannerie, les « empereurs » cherchèrent généralement à coopter des potentats locaux, sans chercher à transformer la base et leur forme de pouvoir, ces potentats s'octroyant le plus souvent des revenus et des droits au détriment du « pouvoir central ». Dans les régions occidentales de l'Europe les Etats s'efforcent de créer une hiérarchie administrative éliminant les centres de pouvoir autonome en même temps que le marché uniformise les conditions d'exploitation. En France, au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, l'épisode de la Fronde fut un moment capital de la subordination des « potentats locaux ». Auparavant déjà, Richelieu envoya les intendants royaux pour collecter les impôts à la place des détenteurs

d'offices. De son côté l'Angleterre en conflit avec la France adopta les nouveautés fiscales hollandaises et son système bancaire. Les Etats se forment toujours dans un système d'Etats.

« La transition vers le gouvernement direct permit aux dirigeants d'approcher les citoyens eux-mêmes et les ressources qu'ils contrôlaient par le biais d'impôts sur la propriété, de conscription de masse, de cens, de systèmes de police, et autres incursions dans la vie des foyers. Cela ne put se faire qu'aux prix de résistances très nombreuses, de négociations importantes et par la création de droits et d'avantages pour les citoyens. » (55)

« L'organisation des principales classes sociales à l'intérieur du territoire d'un Etat, et leurs relations à cet Etat, affectèrent de manière importante les stratégies que les dirigeants utilisèrent pour prélever ces ressources. » (59)

**Ces relations variaient depuis les régions à agriculture prédominante aux mains de grands seigneurs fonciers exerçant une contrainte directe jusqu'aux régions comportant de nombreuses villes, là où le commerce était prédominant orientant la production vers le marché. En conséquence les structures de l'Etat suivirent des trajectoires diverses. C'est avant tout dans la capacité et la façon de mobiliser les ressources en vue de la guerre que se formalisèrent et se concrétisèrent ces trajectoires diverses.**

#### Résumé des pages 61-64

Jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle en Europe prédomine ce que l'on peut qualifier de « forces coutumières » : levée seigneuriale en fonction des relations de vassalité, milices urbaines, même le monarque lève ses troupes avec les redevances et sur la population de ses possessions immédiates. De 1400 à 1700 prédomine les forces mercenaires recrutées par contrat. La conduite de la guerre est subordonnée des prêts consentis par les capitalistes surtout banquiers formellement indépendant vis-à-vis de l'emprunteur. A partir de 1700 les armées (recrutées essentiellement dans la population « nationale ») deviennent plus massives et permanentes, mais surtout elles passent directement dans la structure administrative de l'Etat en même temps que l'Etat prenant directement en mains l'appareil fiscal contourne l'action des « capitalistes indépendants ».

Cependant, si à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Etats européens s'orientent vers des armées massives et permanentes c'est de façon fort différente.

Tilly distingue :

- a) Un « parcours à forte contrainte » avec des structures massives de prélèvement (Brandebourg, Russie, Autriche).
- b) Un « parcours à fort capital » : les cités-Etats (Gênes, Dubrovnik, la République hollandaise – confédération de cités-Etats). Les dirigeants s'accordent avec les capitalistes qu'ils sont souvent eux-mêmes pour louer la force militaire.
- c) Un « parcours intermédiaire à contrainte capitalisée » (France, Angleterre). A la différence du deuxième « parcours », les capitalistes et sources de capital sont incorporés à la structure même de l'Etat. La contrainte forte (Louis XIV) agit en interaction avec les détenteurs de capital, non sans parfois des conflits relatifs à l'endettement de l'Etat (en France, sous François I<sup>er</sup> les emprunts d'Etat sont gagés sur les domaines et revenus de la ville de Paris).

**Tilly ne désigne pas le fondement qui rend possible ce troisième « parcours » qui est la matrice des Etats nationaux puis de l'Etat-Nation (on peut reprendre avec précaution la thèse de Pascal Ory pour qui le passage de l'un à l'autre réside dans la *proclamation politique* de la « souveraineté populaire »). Ce fondement réside dans la mise en place d'une administration fiscale directe, elle-même rendue possible par les fermiers et paysans libres dont la production est en grande partie orientée vers le marché. Si la contrainte fiscale peut être forte elle est liée à une économie monétaire (y**

compris la rente en argent) dont les grands banquiers liés à l'Etat détiennent les clés et à un important réseau urbain.

Il est nécessaire de distinguer, d'une part *le capital* comme accumulation de richesses par l'échange marchand ou la finance et même par le système manufacturier ou l'industrie à domicile, et, d'autre part, le capital comme *mode de production*. Comme mode de production le capital se définit par son autoprésupposition, c'est-à-dire qu'il s'est libéré de toutes les entraves et même tous les supports qui avaient présidé à son accumulation. Comme mode de production, le capital dans son autoprésupposition doit passer par toutes sortes d'instances dont l'Etat est la cristallisation et l'agent et de ce fait englober tous les aspects de la reproduction sociale.

69 « Les relations entre les propriétaires terriens et les cultivateurs engendrent d'énormes différences quant aux conséquences sur la formation de l'Etat, la protection et le prélèvement des ressources, comme le prouvent les contrastes entre la Hongrie [forte contrainte directe des propriétaires, pas de reconnaissance centrale d'un monarque, aussi Pologne], l'Angleterre et Florence. L'Etat prussien du XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple, portait encore les marques de l'histoire primitive de la Prusse : durant les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, l'ordre militaire des chevaliers Teutoniques étendit son contrôle armée sur cette région peu peuplée, soumit les Slaves qui l'occupaient depuis longtemps et attira des chevaliers allemands pour qu'ils vinssent organiser de grandes propriétés, encourageant la mise en culture par l'enrôlement des paysans pour défricher et travailler des terres qui seraient leurs en échange de taxes et de services rendus. *De semblables arrangements à l'échelle du foyer, du village ou de la région influèrent sur la viabilité des diverses sortes de taxation, de conscription et de surveillance* (je souligne). »

La Hongrie connaît une histoire similaire. Malgré un développement du commerce (exportation de métaux), les villes demeurent étroitement subordonnées à leurs seigneurs. En 1514 une révolte générale des paysans (en majorité slaves) est écrasée, la répression est impitoyable, la servitude est renforcée. A l'issue de cette révolte et de sa répression, la noblesse met en tutelle la royauté et instaure la « conception nobiliaire des coutumes hongroises » (p.84)

82 Tilly résume l'évolution qui de la fin du X<sup>e</sup> siècle à la fin du XV<sup>e</sup> affecte les pouvoirs en Europe.

« En 990, dans un monde de manoirs, de seigneurs locaux, de soldats pillards, de villages fortifiés, de villes commerçantes, de cités-Etats et de monastères, rien n'annonçait une cristallisation et une consolidation en Etats nationaux. En 1490, l'avenir restait ouvert ; malgré l'utilisation fréquente du mot "royaume", les empires de l'une ou l'autre sorte dominaient le paysage européen et les confédérations restaient viables dans certaines parties du continent. Peu après 1490, les Européens mirent fin à cette diversité en créant un système où des Etats nationaux relativement autonomes furent progressivement mis en place. »

Que se passe-t-il « peu après 1490 » ? Bien sûr : les « Grandes découvertes » et les Empires coloniaux.

Marx donne une vision générale de la période :

« Il n'est pas douteux que les grandes révolutions des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles que les grandes découvertes géographiques provoquaient dans le commerce et qui entraînaient le développement rapide du capital marchand constituent un facteur essentiel ayant hâté le passage du mode de production féodal au mode capitaliste ; c'est justement ce fait qui a provoqué des *conceptions tout à fait erronées* (souligné par nous). La soudaine extension du marché mondial, la multiplication des marchandises en circulation, l'émulation parmi les nations européennes pour se rendre maîtresses des produits asiatiques et des trésors

américains, le système colonial, contribuèrent dans une large mesure à faire sauter les limites féodales de la production. *Cependant le mode de production moderne, dans sa première période, celle des manufactures, se développait seulement là où les conditions s'en étaient créées au cours du Moyen-Age* (je souligne). Qu'on compare par exemple la Hollande avec le Portugal. Si au XVI<sup>e</sup> siècle, et en partie encore au XVII<sup>e</sup>, l'extension subite du commerce et la création d'un nouveau marché mondial exercèrent une influence prépondérante sur le déclin de l'ancien mode de production et l'essor du système de production capitaliste, cela s'est produit à l'inverse *sur la base du mode de production une fois créé* (je souligne). » (*Le Capital*, éd. Sociales, t. 6, p. 341).

Si cela accélère le passage au mode de production capitaliste *sur une base existante*, il faut ajouter la constitution d'Etats nationaux rivaux également sur une base existante. Ce ne sont ni les Habsbourg d'Autriche, ni la Russie, (confinée alors à la *Grande principauté de Moscou* encerclée par tous les Khanats et Emirats turcs et mongols) ni la Prusse, ni la Pologne, ni la Hongrie, ni l'Empire ottoman (bien au contraire : Lépante 1571) qui prirent part à cette expansion coloniale (le Royaume de France entre avec retard dans la compétition coloniale).

C'est l'époque du mercantilisme et des guerres mercantiles mondiales. Dans ces guerres, à la base de la victoire des Etats nationaux il y a d'une part, la rente en argent, une extorsion des ressources fondée sur une situation particulière de la paysannerie (économie monétaire, marché, aliénation possible des droits et des seigneuries) et, d'autre part, la capacité d'organiser un espace intérieur suffisamment étendu pour être plus ou moins soustrait à la concurrence et fournir au pouvoir politique une certaine autonomie vis-à-vis des marchands, manufacturiers et banquiers parfois à l'encontre de leurs intérêts immédiats, mais le plus souvent en soutenant leur demande de monopole (prise en régie d'une branche économique – production ou exportation - ; **compagnies commerciales privilégiées qui deviennent nationales** (voir Engels ci-dessous) ; les Fugger obtiennent le monopole du mercure en Espagne, les Médicis de l'Alun en Italie, etc.).

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Marx : concurrence et monopole en lien avec Etat (garantie du monopole)

*Grundrisse* (éd. Sociales)

t.1. pp.6-7 (critique de Carey)

« ...l'influence destructrice de l'Angleterre sur le marché mondial, de son aspiration au monopole industriel. (...) L'Angleterre détraque l'harmonie des rapports économiques dans tous les pays du monde. (...) L'harmonie des rapports économiques est basée selon Carey sur la coopération harmonieuse entre la ville et la campagne, l'industrie et l'agriculture. Cette harmonie fondamentale que l'Angleterre a dissoute en son propre sein, elle la détruit partout sur le marché mondial par sa concurrence ... (...) La seule façon de s'en protéger ce sont les protections douanières. (...) C'est pourquoi l'ultime refuge des « *harmonies économiques* » c'est l'Etat qu'on avait pourtant fustigé à l'origine comme l'unique fauteur de troubles dans ces harmonies. »

La critique de Marx ne porte pas sur « l'aspiration au monopole industriel » de l'Angleterre ou sur le fait que « L'Angleterre détraque l'harmonie des rapports économiques dans tous les pays du monde ». « Ce que Carey n'a pas compris, c'est que ces dysharmonies sur le marché mondial ne sont que les ultimes expressions adéquates des dysharmonies qui sont fixées comme rapports abstraits dans les catégories économiques ou n'ont qu'une existence locale de toute petite envergure. Il n'est pas étonnant que, d'un autre côté, il oublie

le contenu positif de ces procès de dissolution, tels qu'ils se manifestent de façon achevée sur le marché mondial. »

p.42 Après avoir évoqué les grandes compagnies de commerce jouissant d'un monopole d'Etat, Marx écrit :

« Le concept de richesse nationale lui-même s'insinue chez les économistes du 17<sup>e</sup> siècle –représentation qui persiste en partie chez ceux du 18<sup>e</sup> – sous cette forme que la richesse est seulement créée pour l'Etat [la traduction Pléiade donne « créée uniquement par l'Etat ». **A vérifier dans le texte allemand « pour l'Etat » bonne traduction**], mais que la puissance de celui-ci se mesure à cette richesse. C'était là une forme encore inconsciemment hypocrite qui annonçait le point de vue où la richesse elle-même et sa production sont le but final des Etats modernes, considérés alors uniquement comme moyen de produire la richesse. »

**[Qu'est-ce qui peut faire dire qu'un capital ou plus simplement une entreprise est américaine, allemande ou française ?** En premier lieu il faut en revenir au processus historique qui malgré la concurrence de tous les capitaux fait que certains capitaux se regroupent pour former un capitalisme national sous l'égide d'abord d'un Etat territorial puis d'un Etat-nation. Formation d'une identité commune essentiellement liée aux structures foncières et à la paysannerie. Cependant « l'origine » n'explique pas le renouvellement et la perpétuation de la chose. Même l'entreprise la plus mondiale s'articule toujours avec des réseaux économiques, de recherches, commerciaux, monétaires, bancaires, financiers (bourses), fiscaux, liés à un territoire, réglementés et financés par l'Etat créant un environnement nécessaire à l'expansion mondiale. Une entreprise n'a pas une « nationalité » parce qu'elle paye des impôts à tel ou tel Etat (ce qui est rarement le cas, sinon Les Bahamas serait la première puissance économique mondiale), mais inversement parce que **cet Etat existe vis-à-vis de cette entreprise « uniquement comme moyen de produire la richesse » et de mobiliser et reproduire la richesse du pays** (voir ci-dessous à propos de la « dette publique ») en vue de l'expansion mondiale de cette entreprise y compris par des moyens militaires.

Attention, quand Ford s'établit à Bordeaux il devient partie intégrante du capitalisme français (j'ai déjà développé cela quelque part). **On peut qualifier de capital national l'ensemble des capitaux qui reproduisent les rapports sociaux capitalistes sur une aire territoriale soumise à un Etat.**

Il faut revenir ici sur le chapitre du *Capital* relatif à la genèse du capitaliste industriel. Mais, au-delà de ce qui persiste et se reproduit de cette genèse, il y a la « dette publique » : **« La seule partie de la richesse dite nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. (...) Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. » »** (Pléiade I, p.1216-1218). [En France, la dette publique prend réellement son essor avec François Ier quand en 1520 il emprunte aux banquiers parisiens offrant comme garantie les futurs revenus de Paris. Aux Pays-Bas, autour de 1550, les états généraux des Pays-Bas décident d'émettre des « rentes annuelles de trésorerie » garanties par de nouvelles taxes : « Les rentes sur l'Etat devinrent l'investissement favori pour les épargnants hollandais, dont les représentants prélevaient leurs bénéfices sur toute l'économie du pays » (Tilly, p.154)]

Le chapitre sur la *genèse du capitaliste industriel* avec son insistance sur la violence d'Etat, l'octroi de monopoles, est très proche de la problématique de Tilly relative à la combinaison entre contrainte et capital.

**De ce point de vue, le « néo libéralisme » ce n'est pas moins d'Etat mais plus d'Etat. De façon différente, de la Chine aux Etats-Unis, le « retournement nationaliste » est une exaspération d'un « plus d'Etat » de la phase qui s'achève. Mais ce « plus d'Etat » peut très bien être privatisation.**

« Le détachement des travaux publics de l'Etat et leur passage dans le domaine des travaux entrepris par le capital lui-même indique le degré auquel la communauté réelle s'est constituée sous la forme du capital. (...) le capital atteint son développement maximum lorsque les conditions générales du procès de production social ne sont pas créées par prélèvement du revenu social, par les impôts d'Etat (...) mais à partir du capital en tant que capital. Ceci montre, d'une part, jusqu'à quel degré le capital s'est soumis toutes les conditions de la production sociale, et donc, d'autre part, dans quelle mesure la richesse reproductive sociale est capitalisée, et tous les besoins satisfaits sous forme d'échange ; y compris les besoins de l'individu posés comme sociaux, c'est-à-dire ceux qu'il consomme et dont il a besoin, non en tant qu'individu isolé dans la société, mais collectivement avec d'autres – ceux pour lesquels, de par la nature des choses, le mode de consommation est un mode social – ceux-ci étant par l'échange, l'échange individuel, non seulement consommés, mais aussi produits. » (idem, pp.24-25)

Cependant il est rare que la prise en charge par le capital en tant que tel des « conditions générales du procès de production » du fait d'une rotation et d'une valorisation très lentes (Grundrisse, éd.sociales, t.1, p.22) s'effectue sans un monopole garanti par l'Etat, même parfois converti en oligopole.

**Le capitalisme en général, chaque capital en particulier, doivent se configurer dans un Etat qui n'est pas un simple produit, il devient du fait même des conditions et nécessités de sa production un organe nécessaire et actif avec son autonomie : il se distingue par sa propre genèse comme Etat, par ses fonctions et sa violence de la simple somme des capitaux. Il est la cristallisation achevée de la transformation des rapports de classes en rapports politiques, c'est-à-dire l'achèvement du procès qui va des rapports de production à l'idéologie et au sujet.**

Engels, *Supplément à la Préface au Livre III du capital*, éd. Sociales, t.6, pages 26 à 44

Dans son historique du passage de la valeur au prix de production par l'égalisation des taux de profit, Engels évoque les compagnies commerciales vénitiennes, génoises ou hanséates fermées aux concurrents et fixant entre elles leurs prix de vente : « malheur à celui qui aurait vendu au-dessous ou acheté au-dessus du prix fixé ! » (p.36).

« Pour la première fois, nous rencontrons ici un profit et un taux de profit. Qui plus est, les efforts des commerçants s'emploient intentionnellement et consciemment à rendre ce taux de profit égal pour tous les participants. (...) Pour les grandes sociétés commerciales, la répartition des bénéfices se faisait au prorata de la part de capital engagé ... (...) L'égalité du taux de profit, qui, au sommet de son développement, est l'un des aboutissements de la production capitaliste, apparaît ici, sous sa forme la plus simple, comme une des sources historiques du capital ... » (p.37).

« Les Vénitiens, les Génois, les Hanséates, les Hollandais, bref chaque "nation" avait un taux de profit qui lui était particulier. (...) Vint ensuite le nivellement progressif des taux de profit entre les diverses nations exportant vers les mêmes marchés des marchandises identiques ou similaires... (...) Ce furent au début [après l'extension subite des débouchés liée aux grands voyages de découvertes] les associations qui continuèrent à assumer la plus large part du commerce vers les Indes et l'Amérique. Mais, d'abord, les nations qui étaient derrière

ces associations étaient plus grandes. A la place des Catalans commerçant avec le Levant, ce fut toute la Grande Espagne Unifiée qui se mit à commercer avec l'Amérique ; à côté d'elle, deux grands pays, l'Angleterre et la France ; et même les plus petits comme la Hollande et le Portugal ... (...) Le marchand voyageur (*the merchant adventurer*) des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles y trouvait un appui qui rendait l'association protégeant ses membres, même par les armes, de plus en plus superflue et les frais qu'elle occasionnait de plus en plus importuns. (...) Les compagnies commerciales, là où elles subsistaient, se transformèrent en général en corporations armées qui se mirent sous la protection et la suzeraineté de la métropole, à conquérir des pays entiers nouvellement découverts et à les exploiter sous forme de monopoles. Mais dans la mesure où c'était avant tout l'Etat qui colonisait de nouvelles régions, le commerce par les associations dut s'effacer devant le commerçant isolé ; ainsi l'égalisation du taux de profit releva-t-elle de plus en plus exclusivement de la seule concurrence. » (p.38).

Cependant, ce « commerçant isolé » demeurait lié dans son entreprise aussi bien économiquement que pour sa sécurité à un Etat qui en même temps qu'il soutenait ses marchands outre-mer, en octroyant des monopoles [*à l'exception notable du Portugal qui, à la différence des Anglais, des Espagnols, des Hollandais et de Français n'accorda jamais aucune licence à des marchands pour organiser le commerce colonial*], étendait son emprise territoriale « métropolitaine » par la lente création et uniformisation marchande de ce territoire. En outre comme l'écrit Adam Smith (cité par Tilly, p.94) : « Un pays riche en marchands et en manufacturiers (...) dispose nécessairement d'un ensemble de personnes qui ont à tout moment le pouvoir, *s'ils choisissent d'agir ainsi* (je souligne : derrière ce petit membre de phrase, il y a des siècles d'alliances et de luttes entre les capitalistes et le pouvoir royal amené pour son propre intérêt à se transformer), *d'avancer de grandes sommes d'argent au gouvernement.* »

Qu'il s'agisse de purs et simples monopoles avec une entente interne ou de la concurrence, la péréquation est toujours *localisée, ce que la monnaie formalise*. Si l'on considère le passage du capital marchand à la manufacture, on constate le même processus et le même cadre. Dans un cas comme dans l'autre (le marchand ou le manufacturier) on ne peut pas considérer ce processus et ce cadre dans leur expansion territoriale et ses limites sans la référence aux structures foncières et au statut de la paysannerie. Parce que dans le mode de production capitaliste, la péréquation s'effectue toujours entre unités territoriales fragmentées entre lesquelles les capitaux se déplacent plus ou moins selon les périodes, l'Etat sous sa forme d'uniformisation d'un territoire et de fixation de ses limites naît spontanément de ce mode de production, de même que sa métamorphose d'Etat territorial en Etat-nation (Pascal Ory). Cette dernière métamorphose s'impose de par l'unification territoriale marchande en ce que : « La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham. » (Le Capital, éd. Pléiade I, p.725-726). Moins abstraitement, les institutions urbaines, les guildes de marchands, les assemblées paroissiales furent incorporées dans la structure nationale du pouvoir. La guerre elle-même devient l'affaire du Peuple. « Le fondement de ce que nous appelons maintenant "citoyenneté" est en fait le résultat de négociations multiples menées par les dirigeants tout au long de leurs luttes à propos des moyens exigés par l'Etat, et spécialement des moyens de faire la guerre. (...) A travers les luttes, les négociations et les actions combinées avec les détenteurs des ressources vitales, les Etats finirent par refléter les structures de classes de leurs populations assujetties [ce qui ne signifie pas contrairement à Balibar – voir texte dans *Actuel Marx* – ou à Bihr, les "intégrer"]. Les classes dominantes eurent évidemment la plus grande influence, de



sorte que les Etats dominés par les grands propriétaires terriens développèrent des structures très différentes par rapport à ceux que contrôlaient les capitalistes. » (Tilly, pp.172-173).

XX

#### Reprise des notes sur Tilly

« Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t.3, p.193). Les Etats, comme les Pays-Bas (malgré leur puissance au XVII<sup>e</sup> siècle), et les principautés d'Italie du Nord qui ne parviennent pas à établir cet « ensemble systématique » deviennent le champ clos des rivalités des Etats nationaux et sont les proies et les victimes de la guerre mercantile englobant le monde entier à partir du XVI<sup>e</sup> siècle.

La constitution d'Etats nationaux exclusifs les uns des autres (et se reconnaissant comme identique en nature) ne s'achève en Europe qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle à la suite des guerres napoléoniennes. La dernière partie de l'Europe à se cristalliser en Etats nationaux fut la bande de cités-Etats allant du nord de l'Italie au Pays-Bas en passant par les Alpes et le cours du Rhin, c'est-à-dire paradoxalement une des zones les plus « capitalisée » à la fin du Moyen-âge et durant la Renaissance.

**Pour en revenir à la question de l'adéquation d'un territoire « national » et d'un espace de péréquation** régenté par les entreprises marchandes et bancaires (voir ci-dessus les notes sur Marx puis Engels). Les Etats peuvent utiliser la contrainte de la force armée pour s'emparer du territoire d'une place économique centrale. De ce fait : « Au XVI<sup>e</sup> siècle une correspondance approximative s'était établie entre l'Angleterre et le système de la place de Londres, entre la France et le système de la place de Paris. Mais il est rare et difficile de modeler un Etat sur les limites d'un réseau urbain à longue distance. Des confédérations comme la Ligue hanséatique et des empires maritimes comme ceux de Venise ou du Portugal furent bien près d'y parvenir à un moment, mais finirent toujours par entrer en compétition ou en opposition avec des puissances territoriales qui prétendaient saisir l'un ou l'autre de leurs comptoirs commerciaux [Venise décline de par la translation atlantique, mais aussi et peut-être surtout de par l'extension de l'Empire ottoman ; la Hanse qui pouvait décider de l'élection du roi du Danemark - 1370 - et intervenir dans les successions anglaises – Edouard IV autour de 1470 - décline avec la montée en puissance des Etats nordiques et de la Russie]. (...) D'un autre côté, les Etats territoriaux dont les marchands se consacraient eux-mêmes au commerce à longue distance, se trouvèrent toujours confrontés, à un moment ou à un autre, à de puissants acteurs économiques dont ils ne pouvaient pas entièrement contrôler les relations extérieures, qui pouvaient facilement se réfugier avec leurs capitaux sous des cieux plus propices si les exigences des gouvernements devenaient insupportables. » (p.96).

Le chemin fut long, ponctué d'alliances et de conflits, mais la conjonction ne pouvait que se faire au prix de l'élimination de certains de ces « acteurs » : les Templiers sous Philippe le Bel – 1307 - ou Jacques Cœur sous Charles VII en 1451 ; et de modifications de la nature de l'Etat : sous Charles V – 1364/1380 – l'armée n'est plus féodale (service d'ost), elle se transforme en « armée nationale » grâce à un impôt annuel, le fouage ; au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles l'appareil fiscal est intégré dans la structure de l'Etat court-circuitant les

intermédiaires. En Castille, l'Etat s'empare du crédit et des avoirs des marchands et les transforme en rentiers en se servant des revenus des colonies pour les rembourser. Vers 1580, Philippe II place directement sous le contrôle du gouvernement les forces armées dont le commandement avait été l'affaire personnelle des Grands durant le royaume sous le règne de son père Charles Quint.

La forme de l'Etat national sortit des formes étatiques bénéficiant d'une population rurale importante et libre, d'une économie marchande expansive et « contrôlée », de la capacité à entretenir une grande armée permanente. La simple richesse des cités italiennes des petits Etats allemands du Rhin ou même de la République hollandaise ne pouvait suffire à elle seule à assurer la pérennité de leur puissance. Inversement, en Angleterre, la rapide conjonction entre la centralisation de l'Etat et la puissance commerciale et financière de Londres, la bourgeoisie se liant à la grande et petite noblesse du pays obtenant une représentation directe au Parlement.

p.151 : en l'absence d'un marché actif des biens fonciers, l'Etat n'a pas les moyens d'ajuster précisément les taxes à la valeur marchande. [à relier à l'extension de l'économie marchande avec l'évolution des structures foncières].

p.170 « Dans la période d'évolution du tribut à la taxe, du gouvernement indirect au gouvernement direct, de la subordination à l'assimilation, les Etats travaillèrent généralement à homogénéiser leurs populations et mirent fin à leur fragmentation en imposant la communauté de langue, de religion, de monnaie et de système légal, aussi bien qu'en promouvant des systèmes de transports et de communication relié entre eux. » **Tout cela s'accompagnant d'une irruption sans précédent de l'intervention étatique dans les relations sociales quotidiennes et des marchés nationaux du travail s'organisèrent.**

**Là où il est possible de voir l'importance et la fonction spécifique de l'Etat, c'est dans le fait que si cette « homogénéisation a un fondement réel et objectif, elle doit cependant s'imposer souvent par la force vis-à-vis de résistances :** « Lorsque ces efforts d'uniformisation menacèrent l'identité même sur laquelle les populations assujetties fondaient leurs relations sociales quotidiennes, elles opposèrent souvent une résistance frontale ; (...) Les années 1640 combinèrent toutes ces conditions dans un grand nombre d'Etats et la décennie fut l'une des plus tumultueuses de toute l'histoire de l'Europe. » (pp.170-171)

Pages 177 à 182 : passage de l'administration indirecte au gouvernement direct.

Très difficile dans l'Empire ottoman : passage des *timars* (lots donnés par le sultan à des chefs militaires mais non héréditaires) aux *tchiftliks* (domaines privés). Tilly s'avance beaucoup en soutenant que le passage à la privatisation fut réel et effectif. Même si, avec Tilly, on considère ce passage comme effectif cela n'eut aucun effet sur une homogénéisation du système fiscal et le caractère « direct » du pouvoir central. Au contraire : « Dans la Bosnie et la Serbie de cette époque, les propriétaires musulmans réduisirent pratiquement au servage les fermiers et les métayers chrétiens. Dans ces circonstances, le banditisme devint endémique dans les Balkans » (p.179) ;

De même en Prusse : « Les *Junkers* prussiens étaient tout à la fois les maîtres de leurs vastes domaines, des juges, des commandants militaires et les représentants de la Couronne... » (p.178).

Si nous avons des évolutions et des nécessités de longue durée qui sont à l'œuvre, il n'empêche que ce n'est que **dans une conjoncture particulière qu'elles se cristallisent et deviennent effectives.**

« **De 1789 à 1815, la politique de la France** constitua le laboratoire de la transition européenne entre les deux formes de gouvernement, et cela de deux manières : d'abord en fournissant un modèle de gouvernement centralisé que les autres Etats imitèrent, ensuite en imposant des variantes de ce modèle partout où la France conquérait des territoires. Même si bon nombre de ces innovations du gouvernement français provenaient *d'improvisations désespérées* (je souligne) en réponse à des menaces de révolte et de banqueroute, leurs formes – qui subirent l'épreuve du feu et des batailles – durèrent au-delà de la Révolution et de l'Empire. » (182).

Le gouvernement direct et centralisé a dû éliminer deux oppositions, d'une part la bourgeoisie des grandes villes commerçantes « fédéralistes » (Lyon, Marseille, Bordeaux, Caen)) qui réclamait des autonomies locales et, d'autre part, les comités et milices populaires locales.

### **Selon Tilly : les trois parcours**

#### 1) Le parcours de la contrainte (231)

Là où on avait un grand nombre de cités occupant des positions centrales sur les marchés internationaux (Flandres, Rhénanie, nord de l'Italie), la création d'Etats nationaux fut longue, difficile et constamment contrariée par l'importance des **intérêts internationaux** des cités et de leurs « capitalistes » (Machiavel). Toutes les conquêtes vénitiennes sont subordonnées aux intérêts commerciaux internationaux et destinées à établir des monopoles commerciaux et protéger les marchands. (244).

De son côté la ligue hanséatique dut s'incliner face à la puissance suédoise constituées (au XVI<sup>e</sup> siècle) sur la base d'une vaste subordination de l'économie aux exigences de l'Etat : toutes les terres étaient réputées appartenir à la Couronne et que les tenanciers ne pouvaient jouir d'une possession temporaire qu'en remplissant leurs obligations fiscales. Les manufactures et les mines étaient directement sous la propriété de l'Etat. De son côté la Lombardie, d'abord Etat indépendant devient possession de l'Espagne, puis de l'Autriche avant de rejoindre l'Italie unifiée. **Les oligarchies capitalistes résistent contre la création d'Etats qui auraient subordonné ses intérêts aux leurs.**

A l'Est de l'Europe le renouveau du commerce au XVI<sup>e</sup> siècle multiplia les villes mais ne suscita rien de semblable à la densité urbaine de l'Europe occidentale. (235). L'ancien réseau très lâche de cités (Kiev, Smolensk, Moscou, Novgorod) avait périclité au XIII<sup>e</sup> siècle. Les traits du servage russe se mettent en place au XVI<sup>e</sup> siècle (en 1694 un décret impérial fixe les règles du servage) : dons de terre aux guerriers, travail forcé des paysans, restriction de leur mobilité, taxation écrasante.

« Selon des schémas grossièrement similaires, les Etats russe, polonais, hongrois, serbe et brandebourgeois se constituèrent sur les bases suivantes : alliances solides entre les souverains guerriers et les seigneurs terriens armés, larges délégations de pouvoir gouvernemental aux nobles (petits et grands), exploitation commune de la paysannerie et envergure restreinte du capital. » (238-239). **[si la description et les modèles formalisés par Tilly sont plus ou moins opérationnels, le problème est qu'il ne les relie que marginalement à la racine du type de propriété foncière.]** Le moins commun c'est avant tout le peu de place laissée à la formation d'une bourgeoisie autonome. Que cela soit comme en Hongrie ou en Pologne une aristocratie dominante mettant sous tutelle la Couronne ou l'inverse en Russie ou en Suède ; ou les cas particuliers de la Castille ou de la Sicile (Aragon) : grands propriétaires vivant dans la capitale de leurs revenus laissant le contrôle du territoire à des fonctionnaires de ce même Etat.

« Lorsqu'au XVI<sup>e</sup> siècle d'importantes quantités de grain d'Europe orientale commencèrent à être envoyées vers l'Ouest, la structure de contrôle existante permit aux grands propriétaires de profiter directement de ces expéditions ; ils utilisèrent en effet le pouvoir de l'Etat pour *limiter le rôle des marchands* (je souligne) et pour réprimer les producteurs paysans, édifiant par là-même occasion un nouveau servage. Dans cet équilibre des pouvoirs, même une extension de la commercialisation n'aboutit pas à la création de cités, d'une classe capitaliste indépendante ou d'un Etat plus semblable à ceux de l'Europe urbanisée. » (239). **[Sans une certaine structure de la propriété foncière et de la condition de la paysannerie, l'extension des échanges ne crée pas nécessairement une classe capitaliste ou bourgeoise]** A l'autre bout de l'Europe, la Sicile, offre un autre exemple de l'extension des échanges sans classe bourgeoise et commerçante. Les conquêtes arabes puis normandes imposèrent un système de domination sur les paysans qui ne laissait aucune place aux cités et aux marchands.

## 2) Les parcours du capitalisme

« La disponibilité du capital et des capitalistes permit à ces Etats [Venise, Italie du nord, Pays-Bas, Rhénanie, ...] d'emprunter, de taxer, d'acheter et de faire la guerre avec efficacité sans avoir à créer des administrations nationales lourdes et durables [condottieri]. Jusqu'à ce que l'échelle trop grande des guerres avec des armées et des flottes recrutées nationalement dépassât les possibilités de leurs propres forces militaires, efficaces, mais réduites ... » (253).

« Dans les zones à fort capital, comme les Pays-Bas ou une partie de la Suisse, la paysannerie subit une mutation. En présence de marchés urbains et de capitalistes agressifs, l'agriculture se commercialisa rapidement et s'enrichit fréquemment avec une industrie rurale. Une minorité de paysans devint riche et exploitant les céréales de subsistance et le travail de leurs voisins. La majorité des agriculteurs devinrent des salariés agricoles misérables, dont la plupart doubleraient leur journée par des travaux à domicile ou du colportage lorsque le besoin s'en faisait sentir. » (255).

## 3) Les parcours de la contrainte capitalisée

Pages 256 à 267 : analyse du parcours de **formation de l'Etat britannique** jusqu'aux guerres napoléoniennes.

« Entre ces deux extrêmes ["contrainte" et "capital" : le 1 et le 2] se situe la voie moyenne de la contrainte capitalisée, dans laquelle les concentrations de contrainte et de capital s'équilibrent mieux mutuellement et se relient mieux les unes aux autres. » (256)

Au XVe siècle (Guerre de cent ans), les exigences financières consolident la position du Parlement (consentir ou non à l'impôt) : « La Chambre basse, qui fut finalement appelée les « Communes », réunissait des représentants des bourgs et des comtés, qui étaient en grande majorité des marchands et propriétaires terriens. Une alliance de longue durée – quoique conflictuelle – entre les marchands et les propriétaires se dessina au XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la laine britannique commença d'alimenter les manufactures textiles du continent, avant de devenir la base des industries de filature et de tissage nationales. (...) Les propriétaires britanniques, soutenus par la sanction légale des "*Enclosures Acts*", s'engagèrent résolument et profondément dans la commercialisation de la laine et des céréales ... » » (260-261).

La révolution anglaise (XVII<sup>e</sup> siècle) est une affaire de contributions et de taxes (262).

**En résumé :** « L'Etat anglais - puis britannique – s'édifia sur une conjonction de capital et de contrainte, qui donna de très bonne heure à tous les souverains accès à d'immenses moyens pour faire la guerre, au prix de grandes concessions aux marchands et aux banquiers du pays.

L'alliance conflictuelle entre propriétaires et marchands restreignit l'autorité royale, mais renforça le pouvoir de l'Etat. » (265-266)

« Seuls les pays qui combinaient d'importantes ressources de capital avec une population nombreuse susceptible de fournir de vastes armées nationales réussirent à s'imposer dans le nouveau style européen de politique militaire. Ces pays étaient – ou devinrent – des Etats nationaux. » (302)

« Les Etats comme la France, la Grande-Bretagne (et plus tard la Prusse) combinaient des sources substantielles de capital domestique et des facilités de recrutement pour les forces armées grâce aux relations entre seigneurs terriens et cultivateurs. Leur capacité supérieure à entretenir des armées à partir de leurs ressources propres finit par assurer leur domination sur les autres types d'Etat. La mise sur pied de leurs armées les transforma rapidement en Etats nationaux. » (310)

« Dans les régions et les périodes où les capitalistes étaient prédominants, les Etats se fragmentèrent, résistèrent à la centralisation. (...) Les régions dominées par des propriétaires terriens produisirent souvent des Etats centralisés massifs : les rudes efforts pour prélever les moyens de la guerre sur des économies non commercialisées créaient en effet des administrations ramifiées et des blocs d'intérêts entre les dirigeants et leurs alliés possesseurs de la terre. » (367-368).

« La sanglante guerre de Trente Ans verrouilla le système des Etat européens. (...) Le dispositif du traité de Westphalie mit un terme définitif à la consolidation de l'empire des Habsbourg ; il sonna le glas de leur domination sur le Saint Empire et rendit peu probable l'expansion future d'un autre empire sur le continent [la chose est déjà plus ou moins actée au traité de Cateau-Cambrésis en 1559]. (...) La conclusion de la guerre de Trente Ans marqua ainsi la consolidation du système des Etats européens. Au moment même où les empires perdaient la partie à l'intérieur de l'Europe, les principaux Etats créaient des empires à l'extérieur de l'Europe : dans les Amériques, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. L'édification de ces empires extérieurs fournit moyens et incitations pour la constitution d'Etats nationaux relativement puissants, centralisés et homogènes sur le continent. » (277-278)

**Les relations avec les autres Etats jouent un rôle important dans la formation de tout Etat. Il n'y a d'Etat que dans un système d'Etats. C'est ce qui manque à toutes les théories marxistes de l'Etat, et chez Marx lui-même.**

XX

**Daniel Nordman : Frontières de France, de l'espace au territoire XVI<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècle**

*Je commence par des notes relatives à la conclusion synthétique (pages 511 à 527), je reviens ensuite sur le cours du livre.*

511 « On a peine à croire qu'un Etat dans l'Europe occidentale du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle aura jamais été dépourvu de ces frontières qui lui confèrent son unité et son identité. Cette frontière d'Etat n'est qu'une variété dans l'immense éventail des limites. » [Retrouver la référence du livre sur la première frontière linéaire avec poste de police : 1871 après l'annexion de l'Alsace-Lorraine]

Il faut comprendre comment on passe de lieux différents et innombrables (villes, villages, circonscriptions administratives ou fiscales, terroirs, champs des villages, communaux partagés, etc.), la même ville, le même village est écartelé en appartenances hétérogènes, à des lieux qui se juxtaposent **dans un tissu indéfini, alors qu'ils ne faisaient que s'ajouter les uns aux autres.**

C'est la **continuité** qui l'emporte, mais cette continuité n'est construite et n'existe qu'à partir d'un lieu central (chef-lieu) qui définit un **espace**, sinon n'existe que de l'**étendue**. L'espace se construit.

Au XVII<sup>e</sup>, les limites du territoire royal ne sont pas identiques à la frontière.

C'est le mouvement possible des armées qui constitue les limites en frontières.

515 « La Frontière se concentre dans des forteresses, que définissent leur distance à la capitale et les lignes obliques qui les unissent. Elles s'articulent en un réseau, *non de points abstraits* (je souligne), mais de lieux protégés, habités, liés. » *Sur la frontière, un lieu ne peut être qu'un lieu construit ou du moins occupé par l'homme.*

Il faut d'abord distinguer l'**étendue** de l'**espace** (étendue construite), ensuite l'espace du **territoire** qui est directement l'objet d'une appropriation, de l'exercice d'un pouvoir.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, le modèle territorial demeure celui de l'entrecroisement des pouvoirs, les titres donnent forme au territoire (le modèle le plus ancien). Ce modèle est beaucoup moins répandu au XVIII<sup>e</sup> siècle où le pouvoir royal est au sommet mais simultanément le garant de tous les liens et les dépendances multiples.

C'est une **troisième forme de territorialité** qui s'impose à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : une relation plus « rationnelle », uniforme et efficace entre administrateurs et administrés (on peut rapprocher ce passage à celui à la « biopolitique » de Foucault : organiser la reproduction).

522 « La gestion méthodique des confins ouvre le champ à une pensée unifiée qui tend à extraire définitivement le territoire de l'espace. Les droits hétérogènes et superposés, les liaisons complexes et contradictoires entre les lieux laissent la place à des unités physiquement homogènes, juxtaposées qui recomposent sans interstice, sans chevauchement, l'ensemble des confins et du royaume tout entier. La proximité des éléments est la qualité première du **territoire des contiguïtés**. (...) Ces éléments sont en principe insécables [une unité indivisible soumise à un pouvoir unique, nda]».

Le village ou la ville – ou une « étendue » d'usage et de juridictions partagés (le bâti, les hommes, les terres) sont incorporés intégralement dans un des deux Etats frontaliers avec une entière netteté des lignes de souveraineté.

524 « La politique de la frontière a donc bien inventé au XVIII<sup>e</sup> siècle *un nouveau territoire* [je souligne] : une unité de compte qui, en tant que telle, et par la pratique de l'échange, rend possible des choix plus rationnels ; une unité territoriale à la fois minimale et maximale, indivisible mais susceptible de se *juxtaposer* [je souligne, *fin de l'entrecroisement*] à d'autres, coextensive aux droits qui pèsent sur elle ; en un mot, une structure granulaire ou corpusculaire fondée non sur des liaisons de types juridiques mais sur des terres, composée de ces éléments séparés, **assemblés et non superposés** (je souligne). Cette contiguïté qui se reproduit de proche en proche finit, au terme de quelques dizaines d'années, par transformer les unités séparées en ensemble cohérent [**la politique territoriale de l'Etat s'ancre sur des rapports de production essentiellement fonciers mais elle a sa propre dynamique de cohérence spatiale, l'outrepassant, mais dictée par ce même ancrage.**] : elle reconstitue à une autre échelle la continuité territoriale. (...) Ainsi naît de la contiguïté des villages une continuité territoriale nouvelle, plus large. (...) Cette contiguïté a été conduite jusqu'à son terme lorsqu'elle change d'échelle et que, à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, fleurissent des projets de réformes administratives visant à introduire une géographie simplifiée, homogène, régulière, utile au pouvoir fiscal et politique. Il revient à la Constituante [en France] de conclure, en inventant une nouvelle topographie de l'administration, sous la forme d'une grille territoriale dont toutes les unités sont semblables et différentes, distinctes et multifonctionnelles. » (524)

527 « Quant au territoire des contiguïtés, il est la forme spatiale la plus récente, à peine marquée au XVII<sup>e</sup> siècle par l'épisode franco-lorrain, largement et définitivement adoptée dans tous les confins pendant les années 1759-1780. »

La thèse de Nordman paraît au premier abord paradoxale : la nouveauté de « l'idée de frontière » telle qu'énoncée par Nordman résidant dans la *contiguïté* et non dans la *continuité*.

Précisons : la *continuité* est « l'état de ce qui est d'une seule tenue » ; la *contiguïté* est « ce qui touche à, ce qui se touche l'un à l'autre. » (Littré). Donc, la frontière linéaire, uniforme, etc., telle que formalisée au XVIII<sup>e</sup> siècle, relève de la « continuité » et non de la « contiguïté ». Mais la continuité peut exister sans la contiguïté (les frontières coloniales ou la Gaule et la Belgique selon César), en revanche, au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est à partir de la contiguïté, c'est-à-dire de la prise en compte des usages et des structures locales que l'on construit une continuité. La contiguïté, « en ajustant les parcelles des confins au XVIII<sup>e</sup> siècle, contribue à l'extension de proche en proche de longues frontières ininterrompues. » (526)

### **Retour dans le corps du livre**

Au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, s'imposent une notion et une réalité de frontière comme « affaire d'Etat » effaçant toutes les autres frontières devenant indéfinies et floues.

XVI<sup>e</sup> – XVII<sup>e</sup> siècle : la frontière n'est pas une ligne mais une zone militaire variant en fonction des circonstances. Il existe des « villes frontières », des « provinces frontières ». Au moyen-âge existe la « Marche ».

44-45 La « frontière » se constitue partout où se localisent des théâtres de conflits. La frontière est un espace granulaire (non une ligne) discontinu, sans structure fixe, des positions clairsemées, avec des trous où passent et repassent les armées.

53 Le passage de la frontière « en armes » à la frontière « économique » apparaît au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Mais toute politique douanière (matières premières et grains) peut être utilisée comme une arme (mercantilisme, Laffemas, 1600). Même à l'intérieur du royaume.

59 Fin XVIII<sup>e</sup> « Un autre emploi du mot "frontière" apparaît : distincte de la zone mouvante (...) une ligne se dessine, déterminée par des traités fixes ou destinés à le devenir. Un pas est franchi. (...) l'évolution est nette à partir des années 1770. (...) Cette évolution du mot frontière vers un emploi courant est achevée au début du XIX<sup>e</sup> siècle. »

86 L'Italie lieu de conflits jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. La France y renonce au profit de l'Espagne.

91 La France rééquilibre ses interventions vers le Rhin, mais le « tropisme italien reste fort » (Richelieu) : « L'Italie est toujours une des clés de la Méditerranée ; elle est un terrain de conflit direct, incessant, entre les intérêts de la France et ceux de l'Espagne, qui détient le Milanais, Naples et la Sicile. »

94 Sous Richelieu, la « politique de frontière » s'appuie sur des points forts qui ménagent des accès vers une artère de circulation et de pénétration. « Au plus fort de l'intervention italienne, l'espace frontière s'articule sur quelques lieux dispersés, fussent-ils enclavés. Ni territoire continu, ni paysage, ni écran. (...) Ce ne sont que des axes de circulation, des antennes profondes, des avant-postes *qui n'enclosent pas* ... ». La guerre manifeste la « texture composite du territoire d'Ancien Régime » (97).

107-108 Nordman expose le passage **au XVIII<sup>e</sup> siècle** « de l'histoire à la nature » à propos des frontières : « Les mêmes géographes en s'interrogeant sur les rapports entre circonscriptions héritées du passé et circonscriptions topographiques, en dissociant l'histoire et la nature, ont ouvert une voie dans laquelle la part de la nature s'impose comme une donnée autonome. Les descriptions géographiques du XVIII<sup>e</sup> siècle ont tenté de la définir et de l'identifier comme principe fondamental d'une division de l'espace. »

[Avec la géographie et la « nature », conception d'un espace uniforme et abstrait]

111 « Le savant décrit le monde en termes de bassins, non de pouvoirs. »

113 « Les géographes et les naturalistes du XVIII<sup>e</sup> siècle interrogent, enfin, la nature. Mais plus ils l'interrogent, et plus ils l'affranchissent des traditions et modèles historique. » [voir Grotius et Pufendorf, p.117]

## Au XVII<sup>e</sup> siècle

128-129 Les grands traités du règne de Louis XIV (Alsace, Artois, Roussillon)

Trois étapes : 1) négociations diplomatiques qui fixent assez grossièrement les cessions ;

2) opérations sur le terrain menées par des commissaires des deux parties : inventaire des villages annexés, enquêtes, vérifications empiriques sur place. 3) enfin le bornage des territoires villages après villages (moins systématique au XVII<sup>e</sup> qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle).

Pour l'Alsace (traité de Munster 1648)

143-144 « S'il existe une limite, elle n'est en aucun cas spatiale. Sur les mêmes villes, sur les mêmes seigneuries pèsent des droits différents. C'est une situation classique au XVIII<sup>e</sup> siècle... (...) Mais en Alsace les deux parties qui ont traité sont en principe égales [le roi de France, la Maison d'Autriche]. » Les juristes et les théoriciens de la monarchie absolue s'opposent au « partage de souveraineté ». Les termes du traité sont volontairement obscurs. **« Les Français pensent en termes de territoires, tandis que les juristes autrichiens s'en tiennent à des titres. »**

La paix de Ryswick (1697) marque la suprématie de la territorialité aux dépens de la combinaison de titres et de pouvoirs.

Paix des Pyrénées : partage sur la ligne de crête. Mais « par Pyrénées, il faut désormais comprendre [depuis que les commissaires sont sur le terrain] des vallées, des herbages, des villages. ] (172)



Pour la Lorraine : « ...ce sont des villages, des communautés, qui constituent les unités insécables, et le territoire comme tout autre territoire de la France est un ensemble de ces unités, juxtaposées, diversement combinées, inaltérables et inaltérées. » (207) ; « Le débat est local, très local, enlisé dans les horizons étroits des campagnes proches ; (...) impôt, justice, droits royaux ; impôt, justice, droits seigneuriaux ; arguments ecclésiastiques (diocèse, paroisse, collation des bénéfices, dîmes (...)) ressources économiques, endettement, droits d'usage. » (212-213)

Transformation des limites villageoises en limites internationales.

#### La guerre de Hollande (1672-1678)

Colbert veut ruiner le commerce hollandais et briser les Pays-Bas. Traité de Nimègue (1678), la Hollande ne perd rien contrairement à L'Espagne.

Aménagement des frontières selon un apport de Vauban à Louvois (234). Abandonner les places trop avancées en territoire étranger. Un alignement ordonné, mettre les principaux centres économiques hors d'atteinte des incursions (protéger Lille).

« L'homogénéité de l'espace en deçà de la frontière doit faciliter les échanges commerciaux ; » (236)

« L'abandon des positions excentriques, l'alignement des places, la politique des axes de communication contribuent au même objectif : la cohésion du tissu spatial. » (238)

#### 244 : La frontière selon Vauban

« La frontière lentement s'est construite, parfois sous la forme d'une limite. Frontière linéaire ? L'expression, pour le XVII<sup>e</sup> siècle, ne convient guère. Dispositif militaire, la frontière au temps de Vauban, est complexe et profonde. Elle est un ensemble spatial. Elle est d'abord une série de points d'appui. »

250-251 « La frontière de Vauban est moins une ligne continue (à la manière d'une limite) qu'un cordon de nœuds où la discontinuité se mêle à la continuité. Elle est donc d'abord, selon une définition ancienne et durable, un lieu clos et fortifié, isolé du plat pays. (...) La frontière, enfin, doit combiner les possibilités de circulation d'une forteresse à une autre, celles de l'approvisionnement en vivres, en fourrages, etc. »

#### L'œuvre de Vauban en Flandres (252)

« Les voies navigables, importantes pour les communications militaires, sont également indispensables aux échanges commerciaux (charbon, pierre, blé, bois) »

Ne pas laisser les débouchés des rivières sous la dépendance des Hollandais ou des Espagnols.

« C'est tout le système des communications, antérieur à l'occupation française que Vauban souhaite réorganiser ; » (252-253)

Ce contrôle territorial doit aussi porter sur les terres des alentours. La Flandre et le Hainaut deviennent des territoires définis par des limites. C'est dans le plat pays que se dessine la limite.

258 « Il n'est guère de traité de paix qui ne soit suivi de conférences des limites. Les commissaires sont de bons connaisseurs du terrain, des villages, des terroirs, des juridictions. Unité par unité, les commissaires précisent les contours (261)

Pour le commissaire français, l'Artois apparaît comme une province, dotée d'une étendue, d'une superficie, de dimensions (...) A la thèse de la généralité, l'Espagne oppose celle de la somme de particularités. » (266)

Par exemple : Avesnes passe dans le royaume de France, mais le prince de Chimay continuera à jouir sous la souveraineté du roi de France de tous ses anciens droits.

273 « ...quand le débat s'appuierait sur des considérations spatiales, ce sont **les liens de la dépendance juridique, administrative, seigneuriale qui finissent par l'emporter**. Le

pouvoir reste un ensemble de droits superposés en pyramide, ou organisé en un système rayonnant autour d'un centre. Tout village, toute seigneurie est une annexe ou une dépendance. **Et les arguments liés à la dépendance conduisent à l'usage de la force.** » (273)

[Dans cette dernière phrase (« *Et les arguments liés à la dépendance conduisent à l'usage de la force* ») se trouve exposé le passage, à l'intérieur des déterminations de l'ancien régime territorial, de cet ancien régime au nouveau régime, c'est-à-dire l'autonomie relative de l'action de l'Etat qui à partir d'un substrat donné (essentiellement les relations foncières) crée un territoire national homogène contre cet ancien substrat (dans toutes sortes de contradictions) et transforme la réalité de la frontière (cohésion du tissu spatial / abstraction).]

274 « Le but des conférences [établissement du bornage] était bien de définir la souveraineté en la séparant des liens féodaux. »

Contre les liens féodaux, la justice et l'impôt apparaissent comme les signes essentiels de la souveraineté de même que les poids, les mesures et la monnaie (même si ces trois derniers points sont toujours traités en annexe).

281 Au fur et à mesure des traités du XVIII<sup>e</sup> siècle, on voit augmenter « la part de l'espace » et « l'usage des cartes se répand » [il est remarquable que jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle les nomenclatures de délimitation se font sans cartes.]

282 « Des années 1660 au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'imaginons donc pas une évolution, continue et irréversible, du modèle alsacien, fondé sur des droits, au modèle lorrain, défini par des villages. Intermédiaire, le cas du Nord laisse longtemps subsister des incertitudes aussi malléables que la dépendance même. » [Nordman montre cependant une évolution vers la constitution d'espaces économiques homogènes fixés, si besoin, par la force d'Etat et transformant la « frontière » en « limite » (Vauban). De son côté, le « modèle pyrénéen » associe la ligne aux villages.]

283 L'ère de la délimitation (XVIII<sup>e</sup> siècle)

Une inflexion notable :

« ...le modèle lorrain est désormais plus fréquent. La territorialité, entendue au sens d'une relation plus forte entre les hommes et le sol, s'accroît. Un des signes manifestes en est **l'emploi, plus systématique qu'au siècle précédent, du terme de limites** dans le texte des conventions : sans que soit exclue la minutieuse énumération des droits et des titres, le concept, l'objet, se répand. » (285)

286 « Si l'on s'en tient aux pays de l'Europe occidentale et sauf exception (en Italie du Nord), l'équilibre à l'échelle macroscopique est à peu près atteint. »

[Toujours le problème de l'Italie]

286 « Entre le temps de Louis XIV et celui de Louis XVI, l'écart s'est accru : alors que la maîtrise de la frontière du Nord avait mis en valeur la puissance de l'Etat, la régularisation des limites, quelques décennies plus tard, exprime une certaine définition entre le sol et l'Etat. Mais du point de vue technique, conceptuel, symbolique, l'attention portée au statut d'un minuscule hameau porte plus de sens que de massifs déplacements. » [les intérêts locaux n'échappent plus aux politiques monarchiques, les usages de communautés sont préservés ce qui entraîne des bizarreries contraires à la raison d'Etat. 333. Toujours considérer que les établissements industriels sont entièrement confondus avec l'espace rural 336]

[Que signifie « la définition entre le sol et l'Etat » ? Soit que l'Etat élimine, au nom de sa juridiction supérieure et ultime, l'entrecroisement et la superposition des juridictions et des droits sur un même territoire, quelle que soit sa dimension, soit qu'il est tenu compte des

rapports fonciers, de la situation des paysans, du statut des terres. Selon la remarque finale de Nordman, il semble que le second terme de l'alternative est le bon. On voit déjà la chose se mettre en place à la suite du traité des Pyrénées. Donc la constitution d'Etat territoriaux « selon le sol » (pas encore Etat-nation).]

291-292 : au XVIII<sup>e</sup> siècle, s'intensifie la pratique des échanges territoriaux combinés aux modifications dynastiques afin de construire des territoires plus ou moins homogènes sous, à termes, *l'action propre de l'Etat*.

292 « Victor-Amédée II de Savoie, devenu roi de Sicile à Utrecht (1713), échange, bon gré mal gré, avec l'empereur son île contre la Sardaigne, dans les années 1718-1720. Les Etats sardes sont nés. La réunion de la Lorraine est d'une importance comparable, sur des marges où toute construction territoriale pèse d'un grand poids. Tout se passe comme si les Etats dits à tort secondaires, que sont la Lorraine, la Savoie, le Milanais, la Toscane constituent, indépendamment de leur position stratégique, une utile monnaie d'échange. »

295 Le concept même de limite triomphe au XVIII<sup>e</sup> siècle : création de bureaux spécialisés qui contribuent à l'édification des limites linéaires du Nord et de l'Est. (298). Les cartes et les plans se multiplient en lieu et place des descriptions.

304-305 Traite d'Aix-la-Chapelle (1748 : rupture avec l'ancienne politique conduite par Louis XIV. Les villes des Pays-Bas ont capitulé et les Français envahissent les Provinces-Unies. La France ne revendique que les limites anciennes. D'une part l'occupation des Pays-Bas susciterait un nouveau conflit avec l'Angleterre, mais aussi Bonneval du Cabinet des limites rédige les propositions de paix : « Les mélanges de territoires sont entièrement contraires au repos et à la police de deux Etats qui s'avoisinent. (...) Le but des opérations est de fermer un Etat autant que la nature du pays le peut. » Il ajoute : « On a grossi les volumes des procès-verbaux par une multitude de citations de droit et de plaidoyers remplis de sophismes qui embrouillent la matière » (307). « **Moins de droit donc, et davantage d'attention portée aux lieux.** (...) C'est aussi toute une conception du territoire qui est en cause, moins liée à des titres historiques qu'à des critères spatiaux. » (307). A l'infinie énumération des droits succède la proclamation d'un fait géographique (même si la limite est nécessairement arbitraire - 319). Cependant, la ligne des usages est distincte de la limite de souveraineté, les droits des riverains constituent autant d'exceptions à la rigidité des limites d'Etats (321).

311 Quarante et un péages s'échelonnent de Huningue à Rotterdam (10 pour la seule Alsace). Les conventions internationales de Münster et de Rastatt, sous l'influence des thèses physiocratiques relatives à une circulation libre et égale pour tous allègent la circulation.

**La réorganisation économique frontalière est souvent problématique.** Dans les Pyrénées les routes d'approvisionnement sont coupées de leurs sources en Catalogne et de leurs débouchés en France ; en 1674 les révoltes de Villefranche-de-Conflent et de Perpignan tendent à livrer les places à l'Espagne : les chefs sont issus de la bourgeoisie ou de la noblesse roussillonnaise. 339-340 : dans les Pyrénées « A l'exception de quelques sources et de quelques chemins qui sont situés sur la limite et qui pour cette raison demeureront communs aux frontaliers et ouverts à leurs troupeaux, c'est tout le système ancien de la compascuité, des relations de voisinage, qui disparaît ... »

338 Nordman situe à l'époque de Choiseul (1768) le projet d'une délimitation effective de la frontière (« il faut resserrer le territoire » 346).

348-349 : **traité d'Utrecht** (1713), fin de la *Guerre de succession d'Espagne*. Philippe V petit-fils de Louis XIV garde l'Espagne et ses colonies mais perd les territoires européens au

profit de l'Autriche. La Grande-Bretagne gagne Gibraltar, Minorque, Terre neuve, la Nouvelle Ecosse, les territoires de la baie d'Hudson et le monopole du commerce des esclaves avec l'Amérique espagnole. C'est **une victoire pour la politique anglaise d'équilibre des forces sur le continent**. La Grande-Bretagne devient l'arbitre de l'Europe. (*Atlas historique*, p.265).

Le traité comprend un accord entre la Savoie et la France qui renonce à ses places au-delà des Alpes.

Nordman commente : « Les concessions stratégiques françaises sont en quelque sorte compensées par une élaboration conceptuelle. Le projet de limite arrive à maturité. L'article 4 du traité fixe les limites entre la France et le Piémont et le comté de Nice sur les "sommités" des Alpes, partage les plaines se trouvant sur les hauteurs selon les "eaux pendantes". La règle ainsi instituée substitue une perception à la fois plus abstraite et plus géographique transversale par rapport aux axes de communication, invisible peut-être et continue. »

363 « ...l'enjeu des débats s'est déplacé, en raison d'une perception des unités territoriales plus fine, plus proche des êtres et des choses. (...) La Montagne est toujours un rempart ... Partout ailleurs, de la mer du Nord au Rhin et aux cantons suisses, c'est cette échelle locale qui l'emporte. La France des marges continentales n'est point une exception ; **le mouvement est général en Europe occidentale, centrale et méridionale**. L'Autriche, la Prusse, la Bavière, les cantons, les Etats et principautés d'Italie (les Etats sardes, Venise, et quelques autres) négocient, régularisent leurs confins avec leurs voisins. »

387-388 Milieu XVIII<sup>e</sup> siècle, négociations territoriales franco-genevoises ; **les deux parties s'accordent de ne plus invoquer des titres de possessions** – c'est-à-dire les « droits historiques ». Aux droits de l'histoire, aux revendications historiques a été substitué le compromis géographique. Mais comme dans de très nombreux cas en dehors même de ceux où la France est engagée, les Etats voisins ne troquent que des unités estimées d'un poids égal.

« Les commissaires procèdent donc à des enquêtes pour distinguer, entre des terres et des villages différents –distant dans l'espace, divers par la nature du sol, les populations, les productions économiques – la valeur cachée, l'équivalent qui autorise l'échange. (...) Le processus est commun de la mer du Nord à la Suisse. » (388).

L'intégrité territoriale des villages n'est jamais altérée au point de leur faire perdre leur identité et leur cohésion communautaire. (403).

404-405 : Il en est de même pour les établissements industriels. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les négociations de frontières entre le duché de Luxembourg, la principauté de Liège, les Pays-Bas et le royaume de France aboutissent à ne pas séparer les forges des mines de charbon qui les approvisionnent. En 1756, Liège accepte de ne pas taxer le minerai de fer approvisionnant les forges françaises, en revanche la France refuse de livrer du minerai à l'étranger (question de rapports de force militaire).

« Cette vieille conception « patrimoniale » du territoire renvoie surtout à une définition sans doute nouvelle de ce territoire qui n'étonne pas au XVIII<sup>e</sup> siècle : indépendamment des objectifs ponctuels, ici des ardoisières, là des forges, ailleurs encore des mines, **le territoire tout entier, dans l'infinie variété de ses éléments, depuis les êtres jusqu'aux choses, a une valeur. Il est une valeur.** (je souligne) (...) **Un trait a disparu : la dimension historique, le passé justificateur.** Aux longues batailles de titres développées dans les procès-verbaux du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, ont peu à peu succédé, en une lente inflexion qui se dessine à partir des années 1740-1760, des représentations à peu près exclusivement spatiales du territoire, géographiques et cadastrales. » (406-407)

Ces opérations que l'on peut étudier dans leur liaison spécifique à la construction territoriale de la France se situent dans un mouvement général. Le passé est renvoyé au passé, « si bien qu'apparaît un mouvement général en Europe, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de compilation et de

documentation qui amène à Londres, à Rome et ailleurs en Europe des érudits en quête de copies. » (409).

« Même si ce sont toujours les droits du roi qui s'enrichissent, s'élabore la notion plus fine d'un service d'intérêt public qui, aux temporalités contrastées, aux stratifications discordantes et discontinues du passé, substitue **l'entrée simultanée des preuves locales dans une mémoire unifiée de l'Etat**, en un acte fondateur du XVIII<sup>e</sup> siècle. » (414)

**[L'histoire est retravaillée par et dans l'unification du territoire sur le fondement des « preuves locales » ; sauf quelques exceptions sur les « confins » de par la nécessaire autonomie relative de l'action de l'Etat à partir de sa propre nécessité comme cristallisation et acteur d'un espace marchand et capitaliste homogène ou possiblement homogène.]**

Une fois les échanges de territoires décidés : « Il faut, au nom du souverain, l'annoncer aux populations. Les commissaires français et étrangers passent sur place, de village en village, délient dans un cas les villageois de leur serment d'obéissance, reçoivent dans l'autre cas le nouveau serment. La règle énoncée et observée avec rigueur est que chaque village reçoit la visite des commissaires. » (415)

Lors des cérémonies d'échange de territoires, le seigneur est rarement convoqué : « Ce sont les sujets qui importent, par la communauté villageoise qu'ils forment et par le serment qu'ils prêtent collectivement (...) c'est bien la communauté villageoise qui est en cause, dans l'unité fondamentale de ses membres. Le traité de limites évite de la fractionner. Elle demeure une unité insécable plus que jamais. » (418-419)

**Ces quelques décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle où tant d'Etats négocient leurs limites (432).**

**Le serment entre dans la sphère publique sous la forme d'un contrat :** « La fabrication des limites au XVIII<sup>e</sup> siècle permet de saisir ces mutations minuscules du point de vue de l'Etat territorial, et immenses du point de vue des entités politiques. » (441)

« Une relation directe se développe sur tout le pourtour du territoire royal, sans intermédiaires, entre le roi et le peuple, entre le souverain et les grains élémentaires du territoire. Mais ceux-ci demeurent des communautés locales » (442)

**[C'est exactement ce que, s'appuyant sur cet état de fait même, va supprimer l'œuvre de la Révolution française : les « communautés locales » deviennent des « communautés nationales »]**

A l'inverse de la territorialisation « nationale », les classes dominantes qui sont les maîtres d'œuvre de cette territorialisation sont, elles, intrinsèquement « cosmopolites » (la France du XVI<sup>e</sup> siècle s'italianise : les évêques italiens représentent plus d'un tiers du total, sans parler des arts. Lorsqu'il y a conflit linguistique, il n'est pas spécifiquement géographique [la nationalité liée comme un processus naturel à la langue tel que repris par Bordiga de Engels est une construction idéologique typique du XIX<sup>e</sup> siècle et toujours liée aux élites, elles-mêmes souvent diasporiques]. Le théâtre du conflit ce sont les cours, les résidences royales ou princières. A Paris, les protagonistes sont issus des élites. « Les différences linguistiques aiguës (...) ne sont pas localisables ni encore sensibles dans un espace géographique défini. » (464)

Il est impossible de parler de nationalisme linguistique (cf. les conneries d'Engels exacerbées par Bordiga piégé par sa critique de Staline) ne serait-ce qu'en raison de la multiplicité des langues à l'intérieur d'un même ensemble géographique et politique. (470).

Cela n'empêche qu'il puisse exister, dans certaines circonstances, un « nationalisme linguistique » : recul du français dans la classe dominante au moment de la guerre de Cent Ans ; le catalan contre le castillan. (474)

« « Du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, la capacité territoriale de la langue, déjà faible au départ, s'est continuellement atténuée, pour s'effacer enfin – ou à peu près. » (484)

« Il faut, en fait, attendre la Révolution ou plutôt l'Empire pour que les signes d'appartenance linguistique, longtemps éparés, se concentrent sur des surfaces (...) Des territoires linguistiques prennent place. C'est une évolution vers une territorialité mieux définie. » (486)

« La limite linguistique traverse des agglomérations, mais aussi la société, et la langue est alors présentée comme un indice de discrimination sociale. » (490) « Pendant des siècles, les différences linguistiques ont été surtout ressenties sous la forme de distinctions sociales ou culturelles ... » (494)

Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que des historiens (Barante, Guizot, Kervyn De Lettenhove, Sorel) ont retenu une lecture plus politique, plus nationale de la langue, exprimant l'idée qu'un Etat se définit par la langue du Prince (498). **La langue devient alors un moyen d'expression des revendications nationales.** La relation entre langue et nation est une invention tardive (501). Voir Fichte, Discours à la nation allemande (1807-1808) au nom d'une « langue originelle des Allemands ». (502). En 1814, le capitaine Moltke (futur feld-maréchal) rédige un article reprenant la thématique fichtéenne (502).

Les prétentions appuyées sur la langue ont été minimales jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle inclus. Un vrai changement a eu lieu très tard, en quelques dizaines d'années, entre l'Empire et 1848. Les différences linguistiques étaient ressenties pendant des siècles comme des différences sociales et socioculturelles, elles ont été désormais représentées « à plat » sous l'aspect de contrastes géographiques. (506-507). « Les langues désormais s'entendent dans l'espace. Des territoires exclusifs leur sont assignés... » (507).

- **Roman Rosdolsky : *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire », la question nationale dans la révolution de 1848*, éd. Syllepse 2018**

Avant-propos : *L'économie politique de la question nationale* (Benjamin Bürbaumer)

p.11 : A la suite des partages de la Pologne (1772 et 1795) Galicie, région natale de Rosdolsky (Ros) est rattachée à l'Empire autrichien. Elle se caractérise au XIX<sup>e</sup> siècle par des classes sociales culturellement différenciées. La classe ouvrière est majoritairement composée de Polonais, la bourgeoisie dans les villes et la paysannerie sont généralement ukrainophones. [Il faut considérer avec Nordman que la relation entre langue et nation est une invention tardive du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.]

Quand la Nouvelle Gazette rhénane (NGR) considère la Pologne comme un seul bloc favorable à la révolution, elle ignore plus ou moins volontairement que 90% de la population de la Pologne était composée de la paysannerie polonaise qui, à la différence de la noblesse locale, était en faveur de l'empereur autrichien. (p.27).

p. 28 En Europe centrale et orientale, les révolutionnaires de 1848 n'ont pas réellement pris en compte la question de la paysannerie. Plus précisément, il était contraire à leur intérêt de transformer radicalement les rapports de propriété foncière dont souffrait la paysannerie. La raison du refus de cette dernière de rejoindre la révolution repose donc sur les œillères de classe de la bourgeoisie austro-allemande et de ses alliés aristocratiques – hongrois et polonais. En effet, les révolutionnaires allemands, hongrois et polonais luttèrent pour leur émancipation [**quelle était la nature nationalo-sociale de cette « émancipation » de l'alliance bourgeoisie-aristocratie ?**], sans envisager de mettre fin à l'oppression des minorités dans les Etats qu'ils avaient l'intention de créer. Et pourtant, c'est précisément contre cette oppression que luttèrent les Slaves « contre-révolutionnaires » (Engels).

**[Nous sommes face ici à une question absolument connexe à celle de la question nationale et de la formation des Etats-nation – les deux : question nationale et formation des Etats-nation, ne sont pas nécessairement identiques –, celle de la constitution des minorités nationales en catégories sociales opprimées, à moins que cela soit l'inverse.]**

(29-30) « Ros détecte donc chez Engels une conception idéaliste de l'histoire, induite par son héritage hégélien ? Même si Marx et Engels avaient modifié la philosophie de l'histoire de Hegel pour mettre le communisme au bout du processus historique, leur maintien de la vision de l'histoire comme progrès continu les conduisait à apprécier l'oppression des Slaves comme un mal nécessaire, infligé à des peuples par nature incapables d'agir dans le sens du progrès ; (...) l'élément dominant ses textes demeure l'absence de considération pour les antagonismes sociaux. (...) Or, une position en faveur de la révolution était intenable pour les Slaves, car cette révolution ne leur offrait rien (je souligne). »

(33) Un contenu social peut prendre une forme nationale [C'est toute la question]

## Introduction : *Un révolutionnaire aux prises avec un concept controversé* (Gérard Billy)

Pages 37-38

En 1898, pour le cinquantenaire des révolutions de 1848, Kautsky, dans un article de la *Neue Zeit*, est beaucoup plus nuancé que Marx ou Engels 50 ans auparavant :

« Les Allemands et les Hongrois secouèrent le joug du régime de Metternich lors des journées de mars 1848. Les Slaves leur emboîtèrent le pas partout. Mais aussitôt, les champions de la liberté allemande et magyare entreprirent de mater l'indépendance slave. Ce sont les Allemands du parti libéral qui, au moment du Congrès slave de Prague, ont demandé à Windischgrätz d'intervenir par la force contre les Tchèques et qui ont salué le bombardement de Prague. (...) Windischgrätz fut célébré, non seulement par le Parlement de Francfort, mais aussi au Parlement de Vienne, comme le héros qui vengeait la civilisation allemande sur les Tchèques. Mais le même Windischgrätz, qui venait de massacrer les Tchèques, fut applaudi par eux quand il se tourna contre la Vienne allemande pour étrangler aussi la liberté allemande ; (...) Entre temps ces événements avaient eu leur pendant en Hongrie. Le nouveau gouvernement de Pest démarra ses activités en prenant des mesures pour continuer à (...) assurer son pouvoir sur les peuples non-magyars de l'ancien Etat hongrois, les Roumains, les Serbes, les Croates. Quand ceux-ci s'insurgèrent, les Hongrois mobilisèrent une armée pour réprimer les velléités slaves d'indépendance. Ce fut le point de départ du conflit qui opposa les Hongrois à la cour impériale de Vienne, qui, bien entendu, pris sous sa protection les Croates puisqu'ils étaient les ennemis de la Hongrie ... »

Le vieil ordre féodal violemment secoué partout en Europe par la Révolution française et les armées de l'Empire s'était plus ou moins rétabli sous l'égide de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse avec la protection bienveillante de l'Angleterre. Le nouvel ébranlement de 1848 fut interprété, sans autre forme de procès, par la NGR comme l'affrontement entre « nations révolutionnaires » (Allemands, Hongrois, Polonais, Italiens) et « nations ou mini-nations contre-révolutionnaires » (Tchèques, Slovaques, Moraves, Ruthènes – Ukrainiens -, Croates, Serbes, Slovènes). Il s'agissait de soutenir la marche du progrès représenté par la constitution de grands Etats viables dans lesquels la bourgeoisie et le capitalisme pourraient s'épanouir, mais sous la menace de la « révolution en permanence » ou « révolution double ». Non seulement les « peuples sans histoire » passaient à la trappe, mais encore c'était la composition de classe et les luttes de classes pouvant instaurer ces Etats qui étaient absolument ignorées (y compris dans le mythe de la « révolution double »).

*Le paradoxe de 1848* consista en ce que les mouvements nationaux furent menés en Hongrie, en Pologne par les classes vestiges de l'ancien ordre comme une contre-révolution menée contre les violents soulèvements paysans qui les menaçaient. Ils n'avaient de « national » que la défense par ces vestiges de leur propre immunité fiscale et de l'exploitation forcenée de leur paysannerie nationale ou « minoritaire » menacées par les réformes amorcées par l'Etat du pouvoir impérial. Le 14 décembre 1848, Kossuth (le grand nationaliste révolutionnaire hongrois) déclare : « Il s'agit maintenant de sauver la patrie, et les journaux populaires feraient mieux de ne pas se répandre en bavardages sur la question agraire. ». Ils se répandirent si peu en « bavardages sur la question agraire » que les paysans hongrois, croates et roumains laissèrent les Autrichiens écraser les petits et grands nobles hongrois. De son côté, à Vienne ou à Francfort, la bourgeoisie comprit rapidement que son programme national ne pouvait s'accomplir que si elle le remettait entre les mains de l'aristocratie.



Ce que je formalise comme le paradoxe de 1848 souligne à nouveau que la question nationale, plus précisément de l'Etat-nation, est suspendue à la question de la propriété foncière et du statut de la paysannerie, c'est-à-dire de la relation entre cette paysannerie (quelles que soient ses déterminations culturelles et/ou ethniques) et les classes dominantes (bourgeoisie, aristocratie ou souvent la connivence des deux : Allemagne, Italie).

Il faudrait revenir sur le cours précis des « mouvements nationaux » en Europe (sans oublier l'Espagne – ce que font les histoires de cette période -) pour comprendre globalement leur échec et par là ce qu'est un Etat-nation quand ça marche.

pp.47-48

Rosa Luxemburg, quant à elle, dès 1896 (*Le social-patriotisme en Pologne*), reprend à son compte les positions théoriques et tactiques de la NGR mais, tenant compte de l'évolution de la société polonaise depuis 50 ans, elle combat la proposition de faire de l'indépendance de la Pologne un objectif de la social-démocratie. « S'appuyant sur les profonds changements qui ont affecté depuis une vingtaine d'années la société polonaise sous la domination russe, et en particulier le développement du capitalisme industriel et des échanges avec les marchés russes, elle affirme que les aspirations nationales n'ont plus comme base matérielle et sociale que, d'une part une fraction de l'artisanat retardataire menacé par l'essor de la grande industrie et habillant son angoisse du costume national délaissé par la noblesse, et d'autre part la partie de l'intelligentsia qui, après avoir subi à l'école "le système bestial de la russification", se retrouve sans perspectives d'emplois dans la fonction publique ... »

« L'indépendance de la Pologne était l'idéal de la période précapitaliste, aristocratique, celle de l'économie naturelle » (Luxemburg, *idem.*). En conséquence, le prolétariat n'a aucune raison de vouloir revenir en arrière. Cinquante ans auparavant pour la NGR occultait l'aristocratie polonaise et le nationalisme polonais était lié à l'essor de la bourgeoisie et au devenir national nécessaire du capitalisme.

En mai 1918, le traité de Brest-Litovsk permet à l'Allemagne de s'emparer des territoires occidentaux de l'Empire russe (Biélorussie, Ukraine) en y installant au nom de l'autodétermination nationale des « gouvernements » à sa dévotion. Luxemburg écrit alors un pamphlet contre le ralliement des socialistes aux programmes inspirés des 14 points de Wilson.

« L'idée de lutte des classes capitule formellement devant l'idée nationale. L'harmonie des classes à l'intérieur de chaque nation apparaît comme la condition préalable et le complément de l'harmonie des nations que l'on prétend faire surgir de la guerre mondiale dans la "Société des Nations". Le nationalisme a la côte. De tous les côtés surgissent des nations et des mini-nations qui se présentent pour faire valoir leur droit à constituer un Etat (...) et des "peuples sans histoire" qui n'avaient encore jamais constitué d'Etats indépendants, se sentent une ardente obligation d'en créer un. Polonais [entre 1848 et 1918, les Polonais sont passés du côté des "peuples sans histoire"], Ukrainiens, Biélorusses, Lituanais, dix nations nouvelles dans le Caucase [plus loin Luxemburg ajoute les Roumains, les Tchèques et les Croates, etc.]. (...) Toutes ces jeunes bourgeoisies qui veulent enfin vivre leur vie, ne sentent pas seulement frémir en elles le désir d'empocher les gains d'une domination de classe débarrassée de toute entrave et de toute tutelle, elles veulent jouir de délices dont elles ont été frustrées, le plaisir d'étrangler de leurs propres mains leur ennemi mortel – le prolétariat révolutionnaire, une fonction qu'elles avaient jusqu'ici été contraintes de concéder à l'appareil balourd d'une domination étrangère. ». (*Fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution*).

Le découpage de l'Europe effectué à la suite de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, souvent arbitraire, ne répond pas aux mêmes déterminations que celui de la « mondialisation américaine ». Il s'agit, à la suite de l'effondrement des Empires centraux et orientaux de créer

des Etats-nation capitalistes (quelle que soit l'hétérogénéité culturelle ou linguistique de leur population). L'extension du MPC passe par la « création » de ces Etats qui sont la disparition des vestiges féodaux. C'est une *inter-nationalisation* hiérarchique du capitalisme mondial qui s'impose sous la direction des puissances victorieuses, différente du fractionnement infini des lieux de valorisation d'un capitalisme mondialisé et unicentré qui était l'idéal de la « mondialisation américaine ».

Enfin, dans sa brochure sur la Révolution russe, Luxemburg écrit : « Avec le mot d'ordre creux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il était réservé à ceux qui sont aux antipodes des socialistes de gouvernement, aux bolchéviks, d'apporter de l'eau au moulin de la contre-révolution et de fournir un habillage idéologique, non seulement pour l'étranglement de la Révolution russe elle-même, mais aussi pour la liquidation contre-révolutionnaire projetée de toute la guerre mondiale. »

Luxemburg estime pertinent le concept de « peuples sans histoire » et considère le droit à l'autodétermination comme « une formule métaphysique du même acabit que les droits de l'homme » (*La Question nationale et l'autonomie*, 1909). Cependant, si elle se réfère explicitement aux textes de la NGR, c'est dans un tout autre sens. Alors que la NGR voyait dans la constitution d'Etats bourgeois viables et forts la marche du progrès, Luxemburg en 1909 écrit : « Le passé a vu en permanence les nations se regrouper, fusionner, se séparer de nouveau, se piétiner les unes les autres. Un processus dont sont sortis de nombreux vestiges ethniques ayant désormais pour vocation de servir de soutien à la contre-révolution, alors que la tendance historique actuelle serait de *faire disparaître les différences nationales dans le système socialiste, de fusionner l'humanité civilisée en une seule nation* [je souligne]. » Si les « peuples sans histoire » demeurent les soutiens de la contre-révolution, ce n'est plus de la même contre-révolution dont il s'agit : celle de la NGR était le régime féodal ; celle de Luxemburg c'est le capitalisme.

Théoriquement et idéalement, la position de Luxemburg (maintenue jusqu'à sa mort) est parfaitement juste, pratiquement et historiquement totalement erronée. En 1918, l'effondrement des empires allemand, austro-hongrois, russe et ottoman marque enfin le possible passage dans toute cette zone aux Etats-nations avec l'élimination des derniers vestiges aristocratiques. Nous retrouvons encore une fois la nécessaire relation de la bourgeoisie à la « paysannerie libre » comme fondement de l'instauration de l'Etat-nation. En outre, « fusionner l'humanité en une seule nation » (même s'il ne s'agissait que de « l'humanité civilisée ») n'était absolument pas un contenu ou un objectif des mouvements ouvriers nationaux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ni de la deuxième Inter-nationale, ni même de la période révolutionnaire de l'après-guerre entre 1918 et 1923.

Durant toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les structures sociales et politiques de l'Europe orientale sont bouleversées par le développement du capitalisme au point de transformer les « ruines de peuples » en *nations* y compris avec la participation du mouvement ouvrier (voir note 40, pp.81-82)

p.59

A la fin de son Introduction, Gérard Billy résume la thèse développée par Ros.

« Rosdolsky ouvre la boîte noire des dérives de la NGR, le péché originel théorique, dont la matrice matérielle est constituée par les inextricables contradictions réelles d'une révolution où les forces sociales révolutionnaires ne peuvent, sous peine de suicide, tolérer et encore moins mettre en œuvre l'émancipation néanmoins historiquement nécessaire de l'immense majorité de la population, c'est-à-dire de la paysannerie. La Révolution de 1848-1849 n'est pas un décalque autrichien de la Révolution française de 1789, aucune classe sociale n'est prête à se mettre à la tête des masses paysannes, aucune n'en est capable. Contre

les trois autocrates impériaux, prussien, autrichien et russe, la bourgeoisie ne peut se passer de l'alliance avec la noblesse polonaise et hongroise, le prolétariat est encore trop faible numériquement et politiquement pour assumer ce rôle. D'où la fuite dans une sorte de mythologie historique, un pas de côté théorique qui ramène à Hegel, la repousse d'une pensée essentialiste, métaphysique, la dichotomie opposant peuples révolutionnaires et peuples contre-révolutionnaires, et finalement les pronostics qui en découlent et qui seront impitoyablement démentis par l'histoire. »

p. 61 Rosdolsky, Friedrich Engels et les peuples « sans histoire »

1<sup>ère</sup> partie : La politique des nationalités de la NGR

p.71-72

Il importe de comprendre les contradictions factuelles de la situation historique elle-même dont cette politique [celles de Marx et Engels dans la NGR] dont cette politique était l'expression : « de comprendre *les gigantesques obstacles qui empêchaient de trouver une solution au problème des nationalités pendant la révolution de 1848* (souligné dans le texte). On avait d'un côté des groupes ethniques plébéiens juste en train de s'éveiller à une nouvelle existence historique, sans bourgeoisie nationale ni classe ouvrière propre, pas encore en état de mener une vie autonome dans le cadre d'un Etat ; et de l'autre une bourgeoisie allemande qui se sentait chez elle aussi bien dans les pays slaves de la monarchie qu'en Allemagne même, qui habitait les villes de ces pays, était maîtresse de leur industrie et de leur commerce, et qui, en raison de toute sa situation de classe, était aussi peu en état de renoncer à sa position privilégiée que disons la noblesse hongroise ou polonaise de renoncer à l'exploitation et à la domination de leurs assujettis parlant une langue différente de la leur. Il était pratiquement impensable pour cette bourgeoisie de perdre ces "acquis nationaux" dans les provinces slaves, une telle perte ne pouvait à ses yeux être aucunement compensée par quelque conquête révolutionnaire, quelque succès politique que ce fût. Exiger d'elle à l'époque qu'elle y renonce en tout état de cause, poser ce renoncement comme une condition sine qua non, cela revenait donc au fond tout bonnement à remettre en question la participation même de la bourgeoisie allemande à la révolution. »

73-74 « Mais ici nous frôlons un des points les plus sensibles de la Révolution autrichienne de 1848 ; la barrière de classe qui faisait qu'il était extraordinairement difficile, pour ne pas dire totalement impossible, pour la bourgeoisie allemande d'Autriche, de trouver un "arrangement" avec les nationalités sans histoire opprimées. Au regard de la situation du moment, selon toute apparence, ou bien la révolution échouerait sur l'écueil des nationalités, ou bien celle-ci seraient inéluctablement écrasées par elle. Ce climat général, ce fatal dilemme se reflète aussi dans l'article si souvent encensé de Engels [l'affirmation selon laquelle la NGR se serait retournée contre les Slaves autrichiens qu'une fois ceux-ci passés dans le camp de la contre-révolution est une légende], lequel, d'un côté, prend résolument fait et cause *pour* les Tchèques, mais explique tout aussi nettement que leur cause est *perdue*, (...) seule est déployée la perspective d'une inévitable guerre d'extermination des Allemands contre les Tchèques. »

Ce n'est pas fondamentalement, comme le montre Ros par ailleurs, sur la question des « nationalités » en tant que telles que la Révolution échoua, mais, d'une part sur la situation de classe de ces « nationalités » dans la mesure où la bourgeoisie allemande ne pouvait renoncer, en accord avec les noblesses (grandes ou petites), à l'exploitation de ces « nationalités ». D'autre part, c'était la constitution territoriale du « capitalisme national allemand » qui était en jeu. Les provinces tchèques se situaient « en plein cœur de l'Allemagne » (Marx, *Herr Vogt*), de la « Grande Allemagne » à venir une fois la monarchie autrichienne éliminée et les Tchèques écrasés (il est « amusant » de remarquer que les vœux de Marx et Engels furent réalisés sous le III<sup>ème</sup> Reich ; momentanément comme semble le regretter Bordiga dans son texte *Facteur de race et de nation....*). De leur côté, les Slaves du sud menaçaient de couper l'Allemagne de l'Adriatique et les Serbes et autres Roumains le commerce allemand aux embouchures du Danube.

**Ce dernier point nous fait revenir sur cette question théorique et conceptuelle fondamentale : pourquoi et comment se constitue un *capital national* et quelle est la nature de ses limites territoriales (dans la mesure, il est vrai, où elles sont constamment susceptibles de changements) ?**

« Pour la NGR, ils [serbes, Croates, Slovènes, Slovaques, Ukrainiens, Roumains] n'étaient de toute façon [à la différence des Tchèques qui eurent droit à quelques rapides égards en raison de leur nombreuse petite bourgeoisie urbaine et d'une importante couche d'intellectuels] que de simples "décombres de peuples" et leurs actions autonomes furent dès le départ disqualifiées et traitées de "réactionnaires" et "contre-révolutionnaires". Sous ce rapport la NGR ne fut au fond la plupart du temps que le porte-parole de son alliée, la démocratie aristocratique-bourgeoise hongroise et polonaise, et partageait de ce fait ses préjugés et ses illusions. » (89)

« La NGR a été très loin d'une appréciation exacte et objective de la question sud-slave et de sa problématique (en particulier de la compréhension du fait qu'il s'agissait ici en dernière analyse de la libération du joug féodal de masses paysannes se comptant par millions). (104)

En Pologne : « En 1848, par contre, la masse du peuple, les paysans, étaient fort loin de l'idée nationale. Certes, ils se sentaient *Ruthènes* [Ukrainiens], mais seulement parce que les seigneurs et leurs créatures étaient *polonais* et le faisaient sentir quotidiennement à leurs "sujets" (...) L'antagonisme *national* était donc ici seulement *la forme visible que revêtait un antagonisme social*, la haine nationale, seulement une *haine de classe* "travestie". » (107).

« Quelle ne fut pas la stupeur épouvantée des insurgés [la petite noblesse polonaise], quand les paysans que, dans leur naïveté, ils avaient appelés le 18 février 1846 à prendre les armes contre l'Autriche, les tournèrent contre eux au lieu de se joindre à eux, et noyèrent féroce la révolte dans le sang de la noblesse polonaise. » (108). Quand en 1849, Engels revient sur cet épisode, les paysans ruthènes et polonais deviennent tous ruthènes dans la mesure où la nation polonaise était par essence « révolutionnaire ». Ces « Ruthènes » avaient été « fanatisés » par les « manipulations de Metternich » et avaient « brisé le mouvement démocratique polonais déclenché dans l'intérêt des paysans. » (Engels) (p.111)

Au Reichstag de Vienne, la gauche bourgeoise ne pouvait que prendre en compte les intérêts de classe de ses alliés de la noblesse polonaise. (123)

« S'il ne s'est pas passé la même chose lors de la révolution autrichienne de 1848-1849 ["la même chose" que lors de la révolution française de 1789], il semble bien que la faute en incombe, non à la paysannerie, mais à cette révolution elle-même – à sa pusillanimité et à sa

peur des problèmes sociaux, à son incapacité à pousser la solution de la question agraire et le mouvement antiféodal des paysans au-delà des limites de ce qui était de toute façon inévitable et restait admissible du point de vue étroitement bourgeois. » (124)

En septembre 1848, le Reichstag abolit les charges féodales (ce qui – comme en France en 1789 – était déjà entré dans la réalité) mais en grevant la paysannerie d'une lourde indemnité à payer aux seigneurs.

2<sup>ème</sup> partie : La théorie des nationalités de la NGR (p.135)

136 « Nous vengerons dans le sang des Slaves cette ignoble et lâche trahison de la révolution » (Engels, NGR)

Si les Slaves autrichiens ont à l'occasion flirté avec le panslavisme ce n'est pas par adoration pour le tsar russe, c'est qu'ils voulaient se débarrasser de leur maîtres allemands hongrois et polonais.

XX

### Remarques générales sur la formation de l'Etat-nation (Engels)

« Avec son industrie, son commerce, ses institutions politiques, la bourgeoisie elle-même travaille à tirer de leur isolement les petites localités refermées sur elles-mêmes [voir Leroy Ladurie, à propos de Gouberville au XVI<sup>e</sup> siècle, in *Histoire économique et sociale de la France*], à les mettre en relation, à **fusionner leurs intérêts** [Comment ? Pourquoi ?] (...) et à former, à partir de la foule des localités et des provinces jusqu'ici indépendantes les unes des autres, une *grande nation*, avec **des intérêts et des usages communs**, avec des idées communes [**comment, sur quelles bases, au-delà de la concurrence interne se forment des « intérêts communs » ? Même si Engels n'explique pas les choses, l'idée est bonne**]. La bourgeoisie elle-même centralise sur une échelle importante (...) Le prolétariat démocratique n'a pas seulement besoin de la centralisation entamée par la bourgeoisie, *il devra la pousser encore beaucoup plus loin*. Pendant la courte période où le prolétariat a été à la barre de l'Etat [ ??? ], pendant le règne de la Montagne, il a imposé *la centralisation par tous les moyens, par la mitraille et la guillotine*. Le prolétariat démocratique, quand il reviendra au pouvoir, devra non seulement centraliser chaque pays pour lui-même, mais même l'ensemble de tous les pays civilisés aussi tôt que possible. » (Engels, *La guerre civile en Suisse*, 1847).

Ros résume une partie de l'article d'Engels *La lutte des Magyars* :

« Pour être en mesure de vaincre les Turcs, l'Autriche devait briser la puissance des ordres aristocratiques et devenir un Etat centralisé moderne – ce qui n'était possible qu'en développant le capitalisme, les manufactures capitalistes, le commerce et les nouveaux modes de transport. D'un autre côté, **les intérêts du développement du capitalisme primitif dans les pays danubiens exigeaient eux-mêmes impérativement la constitution d'un vaste territoire et d'une administration d'Etat centralisée et unifiée**. Et dans la mesure où l'Autriche satisfaisait ces intérêts, elle jouait à nouveau un rôle progressiste et indispensable – malgré son arriération et en dépit du fait que les Habsbourg, après avoir brisé le pouvoir politique des assemblées des états, étaient devenus face à la bourgeoisie les plus fermes défenseurs de la noblesse féodale, plus ferme que tout autre dynastie. » (162)

D'important territoire slave furent germanisés, les Slaves furent dans une large mesure refoulés. [**donc tenir compte de l'action propre de l'Etat qui peut transformer la nature sociale et « ethnique » de territoires**]

« A l'heure actuelle, la *centralisation politique* est devenue, par suite des gigantesques progrès accompli par l'industrie, le commerce et les communications, un besoin encore plus pressant qu'alors au 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles. » (p.168) [**Pourquoi la centralisation politique doit suivre le développement de l'industrie et du commerce ?**]

La centralisation dont parle Engels c'est la constitution d'un territoire national viable pour le capitalisme dominant d'une vaste région et devant incorporé, transformé, ou rejeté les populations pouvant interférer dans cette constitution (p.168). Ne pas permettre aux Slaves d'obstruer le débouché allemand vers l'Adriatique et la Méditerranée et « l'est de l'Allemagne morcelé come une miché de pain rongé par les rats ». Enfin réunir la Prusse orientale.

XX

p.155

« Il ressort de tout cela à vrai dire un tableau des luttes de nationalités en Autriche qui est très différent de celui dessiné par la NGR. Quand on y regarde de plus près, on voit en effet que les classes dominantes des nations dites historiques se battaient en 1848-1849, non seulement pour leur Etats nationaux, mais en même temps pour leurs *sphères de pouvoir nationales*, c'est-à-dire pour la perpétuation de l'exploitation et de l'oppression des peuples jusqu'ici asservis, alors que d'un autre côté, le mouvement des Slaves sans histoire était pour l'essentiel issu précisément d'une révolte contre la suprématie nationale et sociale de l'aristocratie féodale hongroise, polonaise et allemande et de la bourgeoisie allemande – que donc, en l'occurrence, pour une partie d'entre elles, les forces de l'avenir entraient dans l'arène *contre* la Révolution, et celles du passé, pour elle... Un tableau contradictoire qui ne fait que refléter les *contradictions réelles de la Révolution de 1848*, et montre sa faiblesse intrinsèque, son incapacité à maîtriser les tâches que l'histoire lui assignait. »

Note 41, pp.173-174 (je réécris) : le développement du capitalisme, des échanges avec l'étranger, des échanges entre les régions mêmes de l'Empire, la ruine de l'industrie domestique, la fin de la relative autarcie dans laquelle vivaient les provinces brisent la structure même qui rassemblait toutes les régions danubiennes et alpines sous la forme politique de l'Empire. « La dynastie des Habsbourg n'était menacée que d'un seul danger, la pénétration de la civilisation bourgeoise. » (Engels). Mais l'éclatement de l'Empire en Etats-nations a été en 1918 le fait du travail sur un matériau endogène d'une organisation hiérarchique des Etats. En 1945, ces mêmes Etats achèvent leur développement capitaliste sous la forme du capitalisme d'Etat avant de devenir ce qui semble avoir été leur destinée depuis 1848 : des antennes du capitalisme allemand. N'en déplaise à Thompson dans son « anti-Althusser » : ***l'histoire n'est qu'un accident des structures (elles en construisent les protagonistes, les antagonismes ou contradictions, les enjeux, les impasses et les permanences, ce qui ressort comme événements, les critères de la chronologie, la durée et son rythme).***

pp. 172-1773

Dans un article de janvier 1848 (donc légèrement antérieur aux révolutions), Engels écrivait ;

« Tandis que dans la deuxième moitié du Moyen-Age, l'Italie, la France, l'Angleterre, la Belgique, le nord-ouest de l'Allemagne se dégageaient les uns après les autres de la barbarie féodale, tandis que l'industrie se développait, que le commerce s'étendait, que les villes gagnaient en force, que la place politique du bourgeois-citoyen prenait de l'importance, une partie de l'Allemagne restait loin derrière l'évolution de l'Europe occidentale. La civilisation bourgeoise suivait le tracé des côtes maritimes et celui des grands fleuves. Les

terres de l'intérieur, et en particulier les hautes montagnes infertiles et impraticables, restaient de la barbarie et du féodalisme. »

Tout cela (l'argumentation d'Engels) relève d'une vision auto-justificatrice *a posteriori* : le Danube est le « grand fleuve » européen et les vallées alpines avec leurs contreforts n'ont rien d'« infertiles ». Avec des considérations de géographie physique Engels occulte les structures sociales.

**Marx et Engels vivent dans une époque où les Etats-nations, en Europe occidentale, sur l'espace nord-américain, en Amérique centrale et du sud, achèvent de se constituer dans des relations conflictuelles et hiérarchiques, parfois se constituant comme Etat-nation sous la contrainte. Il faut toujours considérer que les données objectives : rapports de production, rapports de propriété, types de propriété foncière, types de rentes, modalités antérieures du pouvoir politique (de l'empire au mode de production asiatique et toutes les formes d'empire ou de Ligues urbaines, etc.) sont toujours travaillées par l'action propre et les nécessités propres de l'Etat qui, lui – coalescence de toutes les déterminations – met en œuvre les limites : *frontières*. Quand les « nécessités objectives » sont outrepassées, l'action propre et coercitive de l'Etat consiste toujours par l'expropriation, l'expulsion, l'assimilation, à établir et construire une homogénéité de la relation présidant entre l'imposition fiscale, l'organisation de l'armée construite lentement comme « nationale », le statut de la paysannerie et des rentes alimentant la fiscalité centrale, les règles du commerce et des douanes. Le point de départ, la « détermination en dernière instance » est toujours *la nature de la propriété foncière et le statut de la paysannerie*, c'est à partir de là que l'action des classes sociales (les appétits de l'aristocratie foncière, l'expansion concurrentielle des réseaux marchands, les connexions entre les villes, les réseaux bancaires, les révoltes et autonomies paysannes, la situation « ouvrière » et les révoltes « salariales » urbaines) et, coagulant le tout, *dans ses propres formes d'existence*, l'Etat, comme produit de toutes ces lignes de causalité (Spinoza et la tuile d'Amsterdam), agit et définit la cohérence totale, au prix de la bousculer.**

p.195

« La situation étant ce qu'elle était, cette révolution [1848-1849 en « Allemagne » et dans l'Empire autrichien] ne pouvait amener au pouvoir dans un premier temps que la bourgeoisie allemande et la noblesse hongroise et polonaise qui étaient ses alliées. Sa victoire ne pouvait donc que coïncider avec une aggravation de l'oppression nationale des peuples sans histoire, les Tchèques, les Slovaques, les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Roumains et les Ukrainiens. La gauche allemande ne pouvait d'aucune manière passer outre cette *limite* objective de la révolution, elle ne pouvait concilier des antagonismes irréductibles. Elle se vit bien au contraire contrainte de s'adapter à la situation telle qu'elle était et de déclarer "ennemis naturels" les peuples en rébellion contre la bourgeoisie allemande et la noblesse hongroise et polonaise. » [il a fallu pour cela réactiver la théorie hégélienne des peuples « avec » ou « sans » histoire.]

[Ros néglige que du côté de la « gauche » type NGR, on tenait en réserve la dynamique de la « révolution double ». Cependant, ce mécanisme (cet embrayage) n'était possible que si la bourgeoisie allait au terme de ce qu'il lui était alors possible d'accomplir avant de « naturellement » laisser la place au prolétariat qui n'avait plus qu'à parachever son œuvre civilisatrice, unificatrice et transitoirement « nationale ».]

p.196 **Pour Engels, pour les « grandes nations européennes viables leurs réelles frontières naturelles sont déterminées par la langue et les sympathies. »** (*Le Pô et le Rhin*).

pp.205-206 Engels soutient avec raison que même si ces « peuples embryonnaires » parvenaient à se constituer en Etats nationaux, « ceux-ci seraient dirigés non par eux-mêmes, mais par la bourgeoisie allemande leurs villes ». Ros lui-même ajoute : « Les Slaves autrichiens ne pouvaient effectivement arriver à l'indépendance avant d'avoir développé leur propre bourgeoisie nationale et leur propre prolétariat. »

Pour Kautsky, en 1887, l'utilisation de la langue tchèque en Bohême était le fait de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, classes sociales appelées à disparaître avec leur langue. Freiner l'extension de l'Allemand c'était s'opposer au « progrès ». En 1904, Luxemburg fait valoir le même genre d'argument pour refuser que soit reconnue une délégation particulière de la « social-démocratie lithuanienne » au Congrès socialiste international (206).

p.209

Engels : « D'où vient que nécessairement, inexorablement, la Pologne recouvrera la liberté ? (...) De ce que la source d'existence du peuple polonais, l'agriculture, court à sa ruine si le serf ou le paysan corvéable ne devient pas un propriétaire foncier libre. De ce que la révolution agraire est impossible sans la conquête simultanée de l'existence nationale. »

**Engels relie parfaitement ici constitution nationale et statut libre de la paysannerie.**

p.216 : Les masses paysannes étaient en 1848 encore très peu « nationales ». Les paysans polonais de Galicie ne voulaient même pas qu'on dise d'eux qu'ils étaient « Polonais », n'étaient « polonais » que les seigneurs exécrés.

217 Les Slaves autrichiens se sont enrôlés comme un seul homme sous la bannière de la contre-révolution ;

« A ceci près que le ressort qui les y a poussés n'était pas *national*, mais *social*, car ils *pensaient reconnaître* dans les porte-parole de la révolution – très souvent à juste titre – *ceux qui les avaient opprimés jusque-là*. La meilleure preuve en est l'attitude des paysans *polonais* de Galicie, lesquels – alors qu'ils faisaient partie de la nation révolutionnaire (au sens de la NGR) – se montrèrent *sans exception tout aussi fidèles à l'empereur et contre-révolutionnaires* que leurs voisins ukrainiens. Les paysans *hongrois*, eux qu'au beau milieu de la révolution nationale, le gouvernement révolutionnaire de Kossuth fut obligé de "pacifier" à maintes reprises, n'étaient pas non plus très différents sous ce rapport. En un mot : les camps qui s'affrontèrent en Autriche en 1848-1849 étaient séparés par une ligne délimitant moins les *peuples*, que les *classes sociales*. » (Ros, p.217)

**Tout le cours des révolutions de 1848-1849 en Europe centrale et orientale montre l'intime liaison entre la constitution nationale et la question paysanne (foncière). En France, la constitution de l'Etat-nation pour lui-même, c'est-à-dire comme « *déclaration politique* » (Pascal Ory), s'initie lors de la nuit du 4 août 1789, mais ne se réalise réellement qu'en 1793-1794 quand les Jacobins trouvent un langage commun (suppression de tous les « rachats de droits et de redevances » que le 4 août avait entériné) avec les paysans (encore faut-il ne pas considérer comme un bloc homogène cette paysannerie).**

218-219



Quand Luxemburg écrit que la « contre-révolution panslaviste » est « l'expression d'une opposition de petits paysans conservateurs encore pleinement plongés dans une économie naturelle à l'avancée implacable du capitalisme » (*Le cancan de la contre-révolution*, 1908). Ros commente : « ...les masses paysannes de ces régions s'opposaient la plupart du temps frontalement aux propriétaires fonciers, que donc dans leur comportement ils entraient bien plus d'opposition à la *noblesse* et au *féodalisme* qu'à l'avancée du capitalisme. »

Bakounine (*Appel aux Slaves* 1848) voyait dans la sous-estimation de la question paysanne l'erreur décisive des révolutionnaires allemands en 1848-1849 (y compris l'extrême gauche bourgeoise de la NGR). « Si étrange que cela paraisse, dans cette vaste controverse, c'est le romantique Bakounine qui l'a finalement emporté sur le réaliste Engels » (Ros). **(Personne, à ma connaissance, n'est allé fouiller dans les archives de l'entreprise Barmen et Engels installée en Angleterre et dans la Prusse rhénane. Avait-elle des intérêts –au nom de l'expansion inéluctable et progressiste du capitalisme - dans les territoires de l'Empire autrichien ?).**

Pourquoi, selon Engels, les « peuples slaves » (en fait la paysannerie slaves) sont de nature « contre-révolutionnaire » : « Si l'Autriche se décompose, ils seront confrontés au terrorisme *révolutionnaire* (je souligne) des Allemands et des Magyars ... (...) Ils sont donc obligés de souhaiter que l'Autriche se maintienne telle qu'elle est ... » (Engels).

**La grande préoccupation d'Engels et de la NGR, c'est la constitution d'un espace capitaliste national pour la bourgeoisie allemande :** « On voudrait que nous garantissons, nous et les autres nations révolutionnaires d'Europe [c'est-à-dire porteuses du développement des rapports sociaux capitalistes], une existence sans encombres, le droit de conspirer et de porter les armes contre la révolution, aux bandes de la contre-révolution sur le seuil de notre porte, nous devrions constituer en plein cœur de l'Allemagne, un Etat tchèque contre-révolutionnaire, briser la force des révolutions allemande, polonaise, magyare, en laissant s'insérer entre elles des *avant-postes russes* sur l'Elbe, les Carpates et le Danube ! »

237 « C'est le caractère étroitement bourgeois (ou même bourgeois-aristocratique) de la Révolution austro-hongroise de 1848 qui a rendu impossible toute solution réelle, quelle qu'elle soit, aux problèmes des nationalités... »

**237-238 : toute l'intelligence par Bakounine des contradictions insolubles de la révolution**

241 « La destruction et la métamorphose de l'abominable empire russe, voilà la clé de toute l'activité slave ».

« C'est seulement la révolution *paysanne* qui est à ses yeux [Bakounine] une vraie "révolution *populaire*". Les "*ouvriers d'usine*" sont cités ici [Bakounine, *Confession*, 1849] mêlés aux "petits-bourgeois, hommes de lettres et avocats", il n'a pas la moindre idée du changement d'époque que signifie l'apparition de la classe ouvrière *industrielle*, de la mission historique du *prolétariat*. » (Ros 243-244).

251 « D'un côté, le programme de Bakounine se heurtait irrémédiablement à l'arriération et à l'inculture des masses paysannes slaves, de l'autre celui d'Engels était condamner à échouer en raison de l'anémie et de l'horizon borné des classe dirigeantes des nations "historiques", de la bourgeoisie allemande et de la noblesse hongroise et polonaise – autrement dit, en dernière analyse, en raison de l'immaturité du prolétariat industriel en Autriche et en Allemagne. »

**[La formation d'un Etat-nation est liée à la conjonction sur une aire déterminée de l'essor de la bourgeoisie et de cette dernière prenant la direction, de « l'émancipation »**

**des masses paysannes. La délimitation de cette aire est, en dernière instance déterminée par la nature de la domination foncière et la capacité de la bourgeoisie à la briser ; capacité de la bourgeoisie elle-même assujettie aux nécessités de ses propres alliances de classes afin de mener sa propre émancipation face (ou avec...) l'aristocratie. La constitution des Etats-nation est un nœud de contradictions et d'alliances de classes qui, territorialement, se délimite par les modalités de libération de la force de travail (selon les caractéristiques de la propriété foncière), la capacité en découlant d'extension des échanges monétaires, l'abstraction marchande de ce territoire, et, par-là, la formation d'un taux de profit commun pour les capitaux exerçant sur ce territoire ainsi constitué. Sans oublier l'action spécifique et autonome de l'Etat qui n'est pas le simple réceptacle de ces déterminations. Ce sont ces dernières elles-mêmes qui créent, donnent forme et nécessité à cette action de l'Etat qui souvent dépasse leur « objectivité »]**

[Quand Marx et Engels se font les ardents partisans de l'hégémonie capitaliste des « nations historiques », il faut considérer que pour eux le capitalisme est déjà en bout de course, si ce n'est agonisant, la domination de la bourgeoisie ne serait qu'une domination par intérim devant conduire le prolétariat au pouvoir (la « révolution double » ou « révolution en permanence »). Ceci serait à relier aux thèses de Marx-le-jeune ; TC 21 (édition spirales, pp.46. 50. 53-54)]

Les socialistes des nations dominantes se croyaient d'autant plus « internationalistes » qu'ils ignoraient superbement l'existence d'une question nationale, et dont « l'internationalisme » devrait plus correctement être qualifié de « nihilisme national » ou d' « indifférentisme ».

(259)

Rosdolsky : La NGR et les Juifs (1948), p.267

268 « Pour les rédacteurs de la NGR, il ne pouvait pas bien sûr y avoir de "question juive" nationale au sens actuel. Les Juifs n'étaient pour eux ni une "nation" (au même titre que les Anglais, les Français, les Allemands, les Polonais), ni une "nationalité" (c'est-à-dire une simple communauté linguistique et ethnique comme par exemple les Serbes ou les Tchèques), mais le reste anachronique d'un ancien peuple commerçant qui se distinguait des peuples au milieu desquels il vivait, par le type très particulier de ses activités professionnelles, par sa religion, et aussi par sa mentalité. (...) Minorité ethnique réelle et durement opprimée, les Juifs essayaient d'alléger leur sort dans tous les pays eux-mêmes soumis à une oppression nationale en se mettant du côté de la nation dominante ; (...) Seule la fraction socialisante de la classe ouvrière juive fit plus tard exception.»

276 « Abraham Léon a raison de dire : "Le sionisme (nous préférons parler ici du nationalisme juif – note de Ros) transpose l'antisémitisme moderne à toute l'histoire, il s'épargne la peine d'étudier les diverses formes de l'antisémitisme, son évolution, il se cramponne au dogme de l'antisémitisme éternel." »

278-279 Ros commente La Question juive de Marx : « La société bourgeoise engendre le Juif en permanence ; (...) Les chrétiens ne pouvaient que devenir eux-mêmes des Juifs. »

281 Selon le recensement russe de 1818, 86,5% des Juifs étaient des commerçants qui étaient en grande partie des « Juifs de comptoir » attachés au domaine seigneurial et tiraient leurs revenus uniquement de l'exploitation parasitaire des serfs-paysans. D'où l'antisémitisme indéracinable des paysans polonais, ukrainiens, roumains, etc.

Mais avec le développement du capitalisme, les Juifs perdaient leur caractère de « peuple classe » (282).

282—283 (et note 62, p.284) : les errements de la NGR, mais aussi dans les années 1880 des Populistes russes (*Narodnaïa Volia*)

Rosdolsky (1947) : *Staline et la fusion des peuples sous le socialisme*, p.287

(à propos d'un discours de Staline en 1930)

290. Ros commente un texte de Kautsky (1896) :

« La seule grande erreur commise par Marx et Engels depuis la découverte des fondements matérialistes de l'évolution historique, à savoir l'hypothèse que la défaite de la Révolution de 1848 était seulement provisoire, et que, au terme de seulement quelques années, elle serait suivie d'une nouvelle révolution, qui, elle, serait victorieuse. Or si tout se passait comme ils l'espéraient, en raison de l'arriération culturelle et de la structure de classes totalement embryonnaire des Slaves autrichiens "sans histoire", on ne pouvait considérer le destin de ces peuples, et en particulier celui des Tchèques coincés entre des territoires allemands, que comme déjà scellé. (...) A la place de la révolution radicale espérée, il y eut *le développement relativement lent du capitalisme* (je souligne) qui, inévitablement, amena les masses populaires des peuples slaves plébéiens à s'opposer de plus en plus vivement à la bourgeoisie allemande devenue désormais réactionnaire et aux aristocraties hongroise et polonaise qui étaient ses alliés. »

Malgré le *Manifeste*, Marx et Engels n'étaient pas totalement sortis de la conception du prolétariat inhérente au « communisme philosophique » (voir commentaire supra).

**Il est remarquable que la question nationale, même abordée d'un point de vue et dans une perspective révolutionnaire se situe toujours, chez tous les théoriciens, dans le sillage et comme un aboutissement de l'œuvre de la bourgeoisie dans la constitution de ses territoires nationaux. On peut retrouver ici une des critiques fondamentales de Korsch vis-à-vis du « marxisme » dans *Le Livre des abolitions*. Est-ce à dire qu'une révolution communiste n'aurait rien à faire des questions nationales (non pas de leur constitution nous n'en sommes plus là) mais de leur histoire et de leurs rapports hiérarchiques à l'intérieur même de la mondialisation capitaliste. Il est illusoire de penser que les antagonismes nationaux seraient de fait effacés par la nature même de la communisation, comme par définition. La segmentation raciale du prolétariat ne peut que les réinvestir quel que soit aussi alors le jeu des bourgeoisies retrouvant des vertus nationales. Une conjoncture révolutionnaire fait ressurgir toutes les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste en renversant leur hiérarchie déterminative comme instances de ce mode de production. Ce bouleversement octroyant à chaque instance, à chaque détermination, une activité propre par laquelle elles pourront ou non être surmontées dans leurs propres termes.**

Marx, Engels, Kautsky, Luxemburg, Lénine, etc. regardent positivement « la tendance historique mondiale du capitalisme à l'élimination des barrières nationales, à *l'assimilation* des nations, qui se manifeste de façon de plus en plus forte d'une décennie à l'autre, et qui est l'une des plus puissantes forces poussant à la transformation du capitalisme en socialisme. » (Lénine, *Notes sur la question nationale*, 1913). Cette vision de « l'assimilation des nations » s'inscrit dans une problématique beaucoup plus large et globale qui fait du communisme l'héritier non des contradictions du MPC mais de son développement, de ses « acquis ».

Postface : *Marx et Engels devant le problème des nations* (Georges Haupt et Claudie Weill), 1971.

Selon les auteurs, pour Marx et Engels « le domaine national » demeure « une variable subordonnée par rapport à la stratégie globale et aux intérêts primordiaux du mouvement ouvrier » (299).

**[Oui mais : il n'y a chez Marx ou Engels aucune définition (abstraction) du fait national, de l'Etat-nation. Pourquoi le capital que Marx et Engels définissent avec insistance comme « cosmopolite », abolissant les frontières, créant un monde unique se développe-t-il concrètement et historiquement dans un cadre national et comme Etat-nation (la « première mondialisation » est une construction des Etats-nation conflictuellement les uns vis-à-vis des autres ; mercantilisme – voir Sassen) ? Ensuite (seconde question en suspend) : si la « question nationale » est subordonnée aux intérêts du mouvement ouvrier, Marx et Engels ont du mal à considérer que ce mouvement ouvrier se développe dans des Etats-nations et participe activement à leur production.]**

Les auteurs de la postface considèrent qu'il n'est pas « exagéré de parler de refus [pour Marx et Engels] d'aborder la problématique nationale de manière globale et de lui accorder un statut théorique autonome, d'entreprendre une théorisation d'ensemble. Le domaine national se voit marginalisé par rapport aux grands sujets (...) et n'est développé qu'à propos de problèmes connexes ou subordonnés aux exigences de l'action. »

Cette appréciation est justifiée mais ne va pas au fond du problème et ce faisant elle ne fait que livrer une constatation relative au travail théorique de Marx et Engels sans définir pourquoi le « domaine national » est « marginalisé » et traité de façon « connexe ». L'absence de théorie se situe en amont. Avant même de parler de « mouvement national » ou de « nationalité », le problème se situe chez Marx dans le fait que l'Etat territorialisé comme national *n'est pas théorisé comme inhérent au mode de production capitaliste*. D'un côté, nous avons un mode de production analysé dans son abstraction globale et, de l'autre, l'existence simplement « constatée » de capitalismes nationaux (anglais, français, allemand ou autres) qui n'apparaissent que comme des exemples selon les nécessités du discours global. Pour aborder théoriquement le « domaine national » et les « nationalités », il aurait fallu en premier lieu produire l'existence de « bourgeoisies nationales » et la définition-constitution de leur territoire. Sans cela, il est évident que la question ne survient que de façon « connexe ».

Les auteurs donnent une explication en grande partie pertinente de cette absence de théorisation.

301 « L'attitude de Marx dérive d'une position de principe qui ne prend tout son relief que si on la rapporte à la constellation historique et idéologique d'une époque où le fait national, phénomène récent surgi dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, frappe et déroute, par sa nouveauté, la pensée universaliste qui s'affirme dans le sillage de la philosophie des Lumières. La relation à la nation tend alors à prendre le pas sur toutes les autres relations, plus encore à s'y substituer, et la nouvelle collectivité du "peuple", un conglomerat d'habitants apparemment incohérent tend à trouver son expression dans un "Etat national" souverain. » (Haupt et Weill)

On ne peut pas cependant s'en tenir, comme explication, à cette « position de principe ». Quelle que soit la valeur de cette « position », le fait national est là, présent et massif. En outre, dans cette première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, l'atmosphère idéologique est à la réaction romantique contre « l'universalisme » des Lumières.

Fondamentalement, deux thèses font que Marx et Engels considèrent la « question nationale » comme contingente :

- a) « Les particularités et les contrastes nationaux des peuples s'effacent de plus en plus en même temps que se développent la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions de vie qui en résultent. » (*Le Manifeste*). « En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie. » (idem)
- b) « Le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle » (*L'Idéologie allemande*) ; « Les prolétaires n'ont pas de patrie. On ne peut leur dérober ce qu'ils ne possèdent pas. » (*Le Manifeste*).

Ces deux thèses demeurées centrales chez Marx et Engels (même après la période 1848-1850 de la NGR) marginalisent le « fait national », tant du côté de la bourgeoisie que de celui du prolétariat. *L'Idéologie allemande* introduit cependant une légère distinction : « Tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux à part, la grande industrie crée une classe dont les intérêts sont identiques dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est vraiment débarrassée du monde ancien et qui, en même temps lui fait face. » (Pl, *Œuvres philosophie*, p.1104). Contre l'idéalisme de Stirner qui, considérant les catégories abstraites (en fait, résultat d'abstraction : c'est tout le problème de Marx et Engels, face à Stirner, de « sauver les concepts », ce sera aussi le problème d'Heidegger face à Nietzsche), déduit à partir d'elles les « conditions réelles » comme leurs manifestations, Marx et Engels écrivent : « Saint Max s'imagine que c'est le concept de peuple ou de nationalité (*Volkswesen*), qui a produit spontanément ces intérêts [« intérêts matériels »] ; alors que , dans les Temps Modernes, la libre concurrence et le commerce mondial ont engendré *l'hypocrite cosmopolitisme bourgeois* (je souligne) et le concept d'homme, il croit, au contraire, que la fiction philosophique de l'homme a produit ces rapports sociaux comme autant de "révélation" de ce concept. ». Laissons ici la « fiction du concept d'homme », retenons « l'hypocrite cosmopolitisme bourgeois » qui tempère « l'universalité essentielle » du MPC.

En revanche, le prolétariat, quant à lui, demeure « sans patrie » : dans la mesure où « cette révolution [communiste] étant l'œuvre d'une classe qui, dans la société, n'a plus rang de classe et n'est pas reconnue comme telle : dès maintenant, elle marque la dissolution de toutes les classes, *de toutes les nationalités* [je souligne], etc. au sein même de la société présente. » (*Idéologie allemande*, Pl, *Œuvres philosophie*, p.1123). Déjà, avant le *Manifeste*, dans *A propos du Système national de l'économie politique de Friedrich List* (1845), Marx écrit : « La nationalité du travailleur n'est pas française, anglaise, allemande, elle est le travail, le libre esclavage, le trafic de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais, allemand, c'est le capital. L'air qu'il respire chez lui n'est pas l'air français, anglais allemand, c'est l'air des usines. Le sol qui lui appartient n'est pas le sol français, anglais, allemand, c'est quelques pieds sous la terre. » (Pl *Œuvres philosophie*, p.1435). Le prolétariat semble exister pour lui-même non pas dans la société bourgeoise (le mouvement ouvrier de la subsumption formelle) mais hors de cette société, même pas des hilotes, mais une catégorie sociale qui est la preuve de la non viabilité immédiate de la société qui s'élève sur son existence (TC 21 spirales, p.53). Il est « amusant » de remarquer qu'au même moment où, dans les textes de Marx, le prolétariat est cette « classe qui n'en n'est pas une, etc. », la question qui suscite toutes ces idées farfelues (jusqu'à et y compris les *Gloses marginales sur le roi de Prusse et les tisserands silésiens*) est : « *Qui peut émanciper l'Allemagne ?* » (TC 21 spirales, p.43).

Pourtant, sans que les distinctions nationales soient considérées autrement que contingentes, il y aura les Irlandais dont la présence en Angleterre fracture la classe ouvrière et mine son essor révolutionnaire ; il y aura Engels qui, à la fin des années 1880, saluant le

renouveau des luttes de la classe ouvrière « anglaise », n'évoque pas le rôle des migrants récents qui sont les acteurs de ce « renouveau » malgré tout ce qu'il peut écrire au même moment sur la « classe ouvrière bourgeoise » : reconnaissance d'un côté et occultation de l'autre de la « nationalisation » des classes ouvrières.

Le « fait national » ne peut alors que demeurer un élément *contingent*. Si cela est exact en ce qui concerne les « bourgeoisies nationales » et leur concurrence, le cosmopolitisme capitaliste ne peut pas être un effacement, une uniformisation mondiale de sa propre reproduction (le développement inégal et combiné), il en est de même en ce qui concerne la lutte des classes comme « cours de l'histoire ». Mais, il faut considérer cela comme des abstractions *et ce n'est qu'à partir de ces abstractions que l'on construit comment la lutte des classes se constitue elle-même comme un fait national*. On peut alors reprocher à Marx et Engels de tomber sous leur propre critique de Stirner : comme si les abstractions sont et font immédiatement les conditions réelles.

On trouve cependant dans *Le Manifeste* une formulation pleine d'ambiguïtés : « Le prolétariat doit tout d'abord s'emparer du pouvoir politique, s'ériger en classe nationale [la traduction anglaise de 1888 donne "*the leading class of the nation*" ce qui ajoute à la perplexité], se constituer lui-même en tant que nation. Par cet acte, il est sans doute, encore national, mais nullement au sens de la bourgeoisie. ». L'édition Pléiade commente : « Le prolétaire-paria, sans patrie ni nation : le Manifeste se situe sur ce point comme sur bien d'autres dans une tradition humaniste [dans la mesure où la chose serait exacte, cela ne serait pas pour déplaire à Rubel...] ; mais là encore nous sommes dans l'équivoque : loin d'être niées la patrie et la nation [qui ne sont pas définies, c'est tout de même étrange de ne jamais poser la question] attendent leur transfiguration par le prolétariat transfiguré. Après la constitution du prolétariat en classe et en parti [la bonne traduction est « en classe *donc* en parti » : *Misère de la philosophie* – voir le commentaire dans *La Matérielle*], Marx et Engels semblent proposer la constitution du prolétariat en nation pour et dans sa lutte. » (*op.cit.*, p.1582). On retrouve dans cette note, chez Rubel et ses acolytes toujours la même contradiction du programmatisme conseilliste : avoir à la fois une vraie classe ouvrière telle que définie dans le MPC mais dont la définition par ce même MPC n'est que le masque de son être véritable.

Cependant, dans le tome suivant de l'édition Pléiade (*Œuvre philosophie*), il n'y a plus « d'équivoque », le fragment de la critique de *Friedrich List* (1845), voir supra, devient le dogme : « Voilà ce qu'il faudrait entendre quand, dans le *Manifeste communiste*, on achoppe sur le propos tant – et si inutilement – controversé : "Les travailleurs n'ont pas de patrie" (p.1823). Circulez, il n'y a plus rien à voir.

Si en subsomption réelle du travail sous le capital, l'extraction de plus-value relative est une transformation de « toutes les combinaisons sociales », il devient évident que l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital est une intégration nationale de la classe ouvrière. Avec la domination de l'extraction de plus-value sous son mode relatif, la classe ouvrière acquiert une « patrie » de façon sous-déterminée, c'est-à-dire seulement dans la mesure où le MPC se module de façon conflictuelle et mouvante en capitaux nationaux.

Il n'y a jamais, dans aucun domaine, dans aucune détermination et mode d'existence du MPC une essence des protagonistes de la lutte des classes qui leur permette de passer outre et d'être autre que leurs relations. Il n'y a aucune nature du prolétariat qui résolve a priori toutes les segmentations, tous les antagonismes, conflits et contradictions inhérentes à son existence, c'est-à-dire sa définition dont la nationalité fait partie. Dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, tous les théoriciens considèrent l'unité allemande comme un préalable de l'émancipation des travailleurs.

Les auteurs de la postface reprennent et résument le travail de S.F. Bloom (*A world of nations : A study of the national implications in the work of Karl Marx*, 1941 – ouvrage cité également dans la note Pléiade relative aux phrases du *Manifeste* sur le « prolétariat devenant nation » Pléiade, *Economie I*, p.1582).

Bloom distingue chez Marx quatre éléments de sa théorie des nations.

- 1) La nation produit d'un long développement historique conditionné par des données préexistantes diverses, telles l'environnement, le climat, le sol, etc. Et par l'action de la collectivité humaine qui se traduit dans l'histoire ...
- 2) La nation moderne est une catégorie historique liée à un mode de production spécifique donc à une époque déterminée, celle du capitalisme ascendant ; elle se constitue dans la lutte pour la création des conditions de développement de la société bourgeoise à laquelle correspond une forme politique, l'Etat national centralisé, qui se réalise contre les formes et les cadres patrimoniaux et patriarcaux de la féodalité.
- 3) A la fois produit et instrument d'une classe ascendante, la bourgeoisie, indispensable à la formation économico-sociale capitaliste et à la structure politique qu'elle commande, la nation est une communauté dotée d'une continuité historique due à l'interdépendance des diverses classes intéressées au fonctionnement d'un système économique donné.
- 4) Entité historique organique, elle n'est pas une totalité homogène, mais le siège des intérêts, des luttes de classes. (...) La question nationale a, par conséquent, un contenu de classe, sert des intérêts divers en fonction de la classe qu'elle concerne et du moment où elle se pose.

En résumé, on peut considérer que ces quatre points (le quatrième est un peu suspect : s'il est vrai que l'Etat-nation est « le siège des luttes de classes », il est faux que « la question nationale serve des intérêts divers ») fournissent une synthèse de ce qu'est l'Etat-nation dans le MPC, mais jamais une explication, une construction, de la nécessité de l'Etat-nation dans le MPC et surtout de son découpage en Etats-nations et du procès de constitution de ces Etats ainsi que des raisons de leur délimitation territoriale. Nous en revenons toujours au même point et à la même question : pourquoi et comment le MPC, par essence universel, produit et se développe *à partir de son universalité* en découpage nationaux ? On peut se référer à l'« histoire », mais l'histoire ne prouve rien, elle ne fait que dire, au mieux, chez les meilleurs historiens, c'est ainsi que les choses furent. Il est vrai que partout la bourgeoisie naissante fut le porte-parole des aspirations nationales qu'elle définissait comme la rupture des barrières des particularismes féodaux et même, non parfois sans résistances et conflits, des privilèges royaux octroyés à telle ou telle corporation ou telle ou telle ville.

307 : « Dans une perspective de l'histoire universelle, Marx et Engels ne voient dans la question nationale qu'un problème subalterne, transitoire dont la solution interviendra automatiquement au cours du développement économique et des transformations sociales : les nations viables surmonteront tous les obstacles, tandis que les "reliques de peuples" se verront condamner à disparaître. ».

En outre, les « grands Etats viables » sont vus comme un jalon sur la voie de l'internationalisme. On peut imaginer que si Marx n'a jamais vu de contradiction entre l'universalité essentielle du MPC et sa constitution en entités territoriales concurrentes réunissant dans un relatif intérêt commun des capitaux devenant alors « capital national », c'est que prédominait le cours historique inexorable de l'« histoire universelle » (*Idéologie allemande*) dans laquelle était entrée l'humanité avec le MPC, même si celui n'en représentait qu'un stade inaccompli, mais préparant l'achèvement nécessaire du processus.

[sur la « Question d'Orient » à partir de 1850 et la décomposition de l'Empire ottoman, les intérêts russes et occidentaux, la balkanisation de l'Europe du sud-est (les Slaves du sud masquent les intérêts russes et les Grecs sont un peuple de brigands) : pages 218 à 323]

327 « Dans les années 1860-1870, Marx et Engels considèrent toujours la lutte pour l'unification de l'Italie et de l'Allemagne comme révolutionnaire, même si elle s'accomplit dans l'intérêt de classe exclusif de la bourgeoisie et se réalise par l'intermédiaire d'exécuteurs testamentaires de 1848 aussi conservateurs que Bismarck et Cavour. »

[Pour le « cours de l'Histoire » dont la « Théorie révolutionnaire » est l'expression ultime, peu importe les métayers et brassiers de Sicile ou les ouvriers de Lombardie et du Piémont si, grâce au capital, à son Etat, à sa classe dominante, c'est leur apothéose qui, à terme, est à l'œuvre.]

Il faut cependant souligner que la position « marxiste » sur la « question nationale » ne faisait pas l'unanimité à l'intérieur de la 1<sup>ère</sup> Internationale : César De Paepe pense que la question est étrangère à la classe ouvrière et, à propos de la Pologne, contre Marx, soutient que son indépendance ne peut profiter qu'à la haute et basse noblesse et au clergé ; Bakounine, au congrès de Bâle (1869) demande « la destruction de tous les Etats nationaux et territoriaux, et, sur leurs ruines, la construction de l'Etat internationale de millions de travailleurs, Etat que le rôle de l'Internationale sera de constituer. »

Pages 341-342 :

Au milieu des années 1860, Marx infléchit ses positions avec une nouvelle question : *comment conjuguer révolution prolétarienne et lutte nationale* ? Une question qui va traverser tout le 20<sup>e</sup> siècle.

Au congrès de L'AIT à Genève en 1866 Marx déclare : « Le mouvement ouvrier sera continuellement interrompu, tenu en échec, retardé, jusqu'à ce que cette grande question européenne soit résolue. »

En 1875, à propos de la Pologne : « Aussi longtemps qu'un peuple viable est enchaîné par un conquérant extérieur, il utilise obligatoirement tous ses efforts, toute son énergie contre l'ennemi extérieur ; sa vie intérieure est paralysée, il est incapable d'œuvrer à son émancipation sociale. » Cette hypothèque pèse aussi sur le prolétariat des nations dominantes comme le montre, à l'époque, la classe ouvrière anglaise dans sa relation aux Irlandais. Inversement quand Marx suppose que par son radicalisme à la fois national et social, la lutte des nations opprimées peut servir de détonateur à la lutte de la classe ouvrière de la nation dominante, cela n'est jamais advenu.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX



### **Bordiga : Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste**

*La version du texte de Bordiga que nous commentons ici a été « récupérée » sur le net, en conséquence les références de pages ne sont que relatives à cette version.*

#### **Première partie (24 pages)**

*Reproduction de l'espèce et économie productive, deux aspects de la base matérielle du processus historique*

La cible générale du texte n'est pas Staline ou « l'idéalisme bourgeois » mais la scission de Damen, c'est-à-dire pour Bordiga et *Programme Communiste* la défense des luttes de libération nationale (cela est explicite dans les premières lignes de l'article sur le même sujet dans *Programme Communiste* n° 82, Avril 1980). Même en 1952, Bordiga a un emploi si extensif du terme de « nation » que non seulement il ne veut plus rien dire mais il est source d'une grande confusion théorique. Il s'agit souvent d'Empire ou de cités, le terme de nation est alors circonscrit à des réalités *locales* qui n'ont pas d'existence *politique*.

Passons dans les premières pages sur les bêtises débitées sur un ton sentencieux et arrogants relatives à « la vie de l'espèce », les individus, la reproduction sexuée, la reprise du thème du « matriarcat » et que dans la « gens » : « hommes et femmes s'unissent indifféremment » ; de même que dans ces « phratries », qualifiées par Bordiga de « communistes » (p.8), il n'y aurait « aucune autorité constituée » (p.5). Cependant lorsque ces « phratries communistes » se rencontrent il y en a une qui fait de l'autre ses esclaves. Et hop ! voilà le début de la division des sociétés en classes (p.8).

« On peut dire d'une façon très générale que le passage du facteur racial au facteur national correspond au passage de la préhistoire à l'histoire. Par nation, il faut entendre un ensemble dont l'ethnie n'est qu'un aspect, et un aspect d'ailleurs rarement dominant. » (p.8)

Cependant, sans jamais être explicitement défini, tant la chose paraît évidente à Bordiga, le « facteur racial » est identique aux liens du sang organisant « les premières communautés ». D'une part ces « liens du sang » n'ont rien de biologiques étant constamment construits si ce n'est socialement inventés. Même l'endogamie ne constitue pas une « race ». Mais, d'autre part, il y a chez Bordiga l'idée que la « constitution des races » est un fait biologique et non le fait social de distinctions opérées socialement, historiquement, économiquement et idéologiquement. Si nous en revenons à l'histoire bordiguiste, le passage du « facteur racial » au « facteur national » se situerait donc aux alentours de 3000 av JC. Laissons de côté le paléolithique, tout le néolithique (environ de moins 10 000 à environ moins 3000, datations très variables selon les aires) serait donc dominé par le « facteur

racial », c'est-à-dire « les liens du sang » assimilés à la race. Quand Bordiga (p.9) cite Engels écrivant : « La race est elle-même un facteur économique » (lettre à Borgius ou Starkenburg, 25 janvier 1894), nous devons ajouter qu'Engels ne donne aucune explication complémentaire. Dans les *Formen*, Marx parle effectivement des « liens du sang » mais comme organisation sociale de la « communauté » sans leur donner une valeur biologique *prédéterminante*, d'autant plus que dans toutes les sociétés « primitives » ces liens comportent toutes sortes d'organisations inclusives ou exclusives qui s'éloignent de la stricte généalogie. Jusque dans la famille paysanne médiévale (même à l'époque du servage) toute une mécanique relative aux héritages (différente selon les régions en Europe) permettaient d'exclure de la « succession » par le système de la dot (concernant les filles mais aussi souvent des héritiers mâles) certains membres de la famille (tout le monde, y compris le seigneur y trouvant son compte). Bordiga semble tenir l'Etat-civil des « origines » quand il affirme que : « Les premiers groupes [Ah ! la mythologie du « premier » et des « origines »] sont strictement consanguins [évident puisque, il est bien connu que tout le monde copule avec tout le monde au fond de la caverne]. » (p.9).

Ensuite arrive « le mélange des sangs » et le « mélange des races » [on ne sait toujours pas ce qu'est une race qui semble se réduire à une sorte de famille incestueuse : le genre « crétins des Alpes »], mais le Grand Communiste aux idées larges se moquent de la morale catholique et bourgeoise car il sait que cela prépare la fin de toute discrimination raciale. Mais nous ne savons pas si cette fin est l'œuvre du mode de production capitaliste ou celle du communisme. Il semble que ce soit un peu des deux, le second achevant le travail en profitant du terrain préparé par le premier [nous sommes là exactement les limites critiques du marxisme soulevées par Korsch dans *Le Livre des abolitions*].

« Mais à l'origine [retour à « l'origine »], ce qui caractérise un peuple, c'est son économie et le degré de développement de sa technique de production en même temps que son type ethnique. ». Soit nous pouvons décomposer à l'infini, localement, « la technique de production » et le « peuple » disparaît ; soit nous pouvons rassembler cette technique en quelques grandes catégories et le peuple disparaît à nouveau. Quant au type ethnique : le Hun mongol est-il du même « type ethnique » que le Turc ou le Hongrois ? Bordiga nous parle aussi de la langue qui fait le peuple, mais est-ce le Toscan ou le Napolitain ?

Quelques pages plus loin, Bordiga revient en quelques phrases hallucinantes sur la question.

« Comme on le sait, ni la propriété privée ni les institutions du pouvoir de classe n'apparaissent encore dans les anciennes communautés ou phratries. Mais on y trouve déjà le travail et la production, et c'est cela qui constitue la base matérielle à laquelle se réfère le marxisme, et qui dépasse largement l'étroite acception juridique et économique du terme. C'est à cette base qu'est reliée, comme nous l'avons montré la "production des producteurs", c'est-à-dire la reproduction des membres de la tribu qui se perpétue *avec une pureté raciale absolue* [nous soulignons]. Dans cette *gens* à l'état pur [ ??? ], il n'y a d'autre autorité que celle du membre adulte, sain et vigoureux sur les jeunes qu'il faut élever et préparer à une vie sociale simple et sereine. » (p.20).

Page 3 de la deuxième partie, Bordiga remet le couvert tellement le mythe du « communisme primitif » est nécessaire à son grand récit téléologique de l'Histoire de « l'espèce ». Non seulement le « communisme primitif » est en tant que tel nécessaire comme ce qui se retrouve après s'être perdu, mais encore nécessaire comme *origine* : pas de grand récit téléologique sans le concept d'origine. L'origine c'est l'affirmation d'un « Un » non encore dissocié.

Du fond de la caverne où il était présent, Bordiga nous livre un témoignage *de visu* : « A ces époques reculées [va savoir de quoi il s'agit], l'élément ethnique agit encore à l'état pur, à l'état vierge pour ainsi dire, dans la communauté primitive de travail, de fraternité et

d'amour qui règne dans les anciennes et nobles tribus et gens. (...) Tous sont sang pur et donc égaux... » (p.3, deuxième partie)

On comprend que Bordiga et Mussolini aient pu être un moment dans la même fraction du PSI.

p.11 Chapitre intitulé : *Base économique et superstructure* (pages 11 à 14)

Bordiga commence avec quelques considérations intéressantes sur la distinction et la relation entre « base économique » et « superstructures », mais on s'aperçoit vite que cela ne sert qu'à introduire un pitoyable plaidoyer en faveur de l'Etat soviétique : l'Etat « a pris des formes prolétariennes » (que cela est bien enrobé), mais ce n'est pas facile de changer les rapports de production qui eux « reçurent une impulsion pour leur transformation en rapports capitalistes... ». Rien sur le fait que cette « impulsion » impliquait sous une forme spécifique, dès la « révolution », la formation d'une classe capitaliste nouvelle qui a rapidement intégré les éléments de la bourgeoisie et les agioteurs précédents, de même que l'armée intégrait les officiers tzaristes.

« Au lendemain de la Révolution d'Octobre, les rapports de production sont de fait en partie précapitalistes, en partie capitalistes (et pour une part quantitativement négligeable, post-capitalistes) ; mais la forme historique ou plutôt le mode de production historique n'est plus capitaliste, mais potentiellement prolétarien et socialiste. C'est cela qui compte ! » C'est « capitaliste, mais « plus capitaliste » et « potentiellement prolétarien » ; Comprenez qui pourra, surtout quand il y a de la « potentialité ».

Nous sommes ici loin du sujet du texte : « facteurs de race et de nation », à moins de penser qu'un tel embrouillamini est propre aux Slaves. Mais la cible du texte est, on le sait, la scission de Damen qui avait osé soutenir que l'URSS était tout simplement un « capitalisme d'Etat ».

Dans la suite du chapitre, Bordiga s'attaque à la question de la « langue nationale » en prenant pour cible les thèses de Staline.

« Une des thèses fondamentales de tous les textes marxistes sur cette question est que la revendication d'une langue nationale est une caractéristique historique de toutes les révolutions antiféodales. En effet cette langue est indispensable à l'établissement de liens et à la communication entre les différentes places commerciales du marché national qui vient de se former, ainsi qu'à la circulation sur tout le territoire national des prolétaires arrachés à la glèbe et à la lutte contre l'influence des formes religieuses, scolastiques et culturelles traditionnelles qui reposent d'une part sur l'usage du latin comme langue savante, d'autre part sur l'émiettement de la langue populaire parlée en dialectes. » (pp.17-18).

Globalement, nous pouvons être d'accord avec cette première thèse de Bordiga, malgré de grosses approximations historiques : en France, le français comme langue nationale est promulgué sous le règne de François I<sup>er</sup> ; si au début du XVI<sup>e</sup> siècle, la féodalité sort très affaiblie des crises du siècle précédent, il est difficile cependant de considérer l'époque comme une « révolution antiféodale ». Plus que liée à une « révolution antiféodale », la langue nationale est liée à la création lente d'un marché national sous l'égide d'un pouvoir territorial national. Quant aux « prolétaires arrachés à la glèbe », en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne, il faut parfois attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour qu'ils se comprennent entre eux.

Ensuite Bordiga soutient, avec raison, qu'une langue devenue « langue nationale » est toujours la langue de la classe dominante, qu'elle n'est jamais située « au-dessus des classes ».

Cependant, à partir des années 1840 jusqu'à la fin de la I<sup>ère</sup> Guerre, les conflits de langues entre l'Allemand et le Tchèque ou les langues slaves du sud montrent qu'il n'y a pas

de relations nécessaires entre nations ou nationalités et langue nationale qui s'impose au-delà de sa supposée « nationalité ». Au « Parlement » de Vienne en 1848, alors que le pouvoir impérial s'est réfugié à Salzbourg, l'utilisation de la langue tchèque est interdite ce qui coupe la parole aux quelques représentants des paysans exposant leur situation contre les propriétaires allemands hongrois ou Polonais. Engels approuve l'interdiction ; il ne manquerait plus que l'on se perde dans la cacophonie d'une tour de Babel avec des centaines de patois. Ni Engels, ni Bordiga à sa suite ne tiennent compte de l'intrication, dans l'Empire austro-hongrois, des conflits nationaux et des conflits de classes.

Cela n'infirme pas la thèse de Bordiga sur la « langue nationale » comme langue de la classe dominante mais la relativise énormément dans la mesure où on ne peut faire coïncider « nation » et langue dite « nationale » qui est imposée. Le manque de relativité sociale et historique de Bordiga vient d'une vision essentialiste de la nation comme moment premier et non construit. La thèse de Bordiga sur la « langue nationale » présuppose la nation comme entité potentiellement déjà là (l'ethnie, le sang...) et à mettre en forme, alors que c'est sa construction qui fait la nation. *Même si cette construction n'est pas le fruit du hasard*. Une revendication de langue nationale peut s'opposer à une révolution « antiféodale » comme en témoignent les Tchèques et les Slaves du sud entre 1848-1852 contre la bourgeoisie et les aristocrates allemands et Hongrois. Les paysans polonais eux-mêmes refusent, en 1846, de s'engager derrière leurs seigneurs contre l'Autriche et se livrent à un massacre de nobles, ce qui fit hésiter ces derniers, en 1848, à leur faire appel contre le pouvoir autrichien.

Quelques erreurs bizarres dans le texte de Bordiga : « les gens cultivés parlaient Latin, le peuple toscan » (p.19). Pétrarque puis Dante, le papiste, écrivent en toscan qui contrairement à l'affirmation de Bordiga n'est pas la langue du peuple, au moment de l'unification italienne, le toscan est parlé alors par moins de 5% de la population « italienne » ; en revanche Spinoza, précurseur des Lumières bourgeoises, écrit en latin.

Comme la quasi-totalité des auteurs s'attaquant à la question nationale, la formation et la définition du territoire national sont laissées dans l'ombre, toujours considérées comme un donné, un acquis. Au pire, comme chez Bordiga, l'ethnie, le sang, la race – tous ces termes étant confondus – semblent être la présupposition du territoire.

## Deuxième partie (14 pages)

*Le poids relatif du facteur national dans les différents modes historiques de production. Interprétation marxiste de la lutte politique.*

- De la race à la nation

« Le passage du groupe ethnique, ou "peuple", à la "nation", ne se produit qu'en liaison avec l'apparition de l'Etat politique, dont les caractéristiques fondamentales sont la délimitation territoriale et l'organisation de la force armée, ce passage ne peut donc se faire qu'après la dissolution du communisme primitif et la formation des classes sociales. » (p.1).

[Pour le « marxisme », le concept de « communisme primitif » est une pure construction théorique nécessaire à la grande dialectique de la négation de la négation avec son passage obligé par l'aliénation, et visant à faire du communisme une sorte de nécessité anthropologique de l'espèce. Pour la bourgeoisie, la notion a une valeur idéologique différente, elle expose le passage du désordre indifférencié à l'ordre, de même que l'invention du matriarcat justifie la mise en ordre patriarcale.]

Chez Bordiga, la « dissolution du communisme primitif » avec sa *gens* pur-sang a été réglée en une page précédemment : passage à la « complète propriété privée » et du « mariage apparié à la monogamie » (p.22, I<sup>ère</sup> partie). Il faut croire que le « communisme primitif avait, dès la fameuse « origine », un coup dans l'aile et que ce stade général de l'histoire de l'espèce était finalement limité à l'Empire romain.

Bordiga poursuit : « Nous rattachons la catégorie "race" au fait biologique et la catégorie "nation" au fait géographique. » (p.1). Il introduit ensuite une autre distinction : « Il faut toutefois faire une distinction entre la nation en tant que fait historique défini, et la nationalité, qui doit se comprendre comme un regroupement déterminé par les deux facteurs, racial et politique à la fois. (...) La race est un fait biologique ... » (p.1).

Si « la race est un fait biologique », « En revanche la classification des hommes par nation ne découle pas d'un fait biologique ou ethnologique mais purement géographique : elle dépend en général du lieu où ils sont nés... » (p.2). Cette distinction au premier abord radicale entre « nation » et « race » subit quelques aménagements du fait du terme intermédiaire : la « nationalité ». Il est vrai, comme l'écrit Bordiga que de « multiples nations présentent un difficile imbroglio de plusieurs nationalités. » (p.2). Si dans ce texte la nationalité ne se confond pas avec la nation, elle la précède même si une nation en combine plusieurs. La « nationalité », dans ce texte se définit « non plus seulement par la race [notons le « non plus seulement »] », mais par « la langue, les coutumes, les mœurs, la culture. »

Dans un texte antérieur d'un an (*Redresser les jambes aux chiens*, mai 1952), Bordiga, beaucoup plus explicite écrivait : « La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux est pour les travailleurs une étape nécessaire... » (cité dans *Le rôle de la nation dans l'histoire*, Programme Communiste, n°82, avril 1980, p.17). Dans le texte même de 1953 (*Facteur de race*, etc.), page 8, Bordiga était beaucoup moins catégorique quant à la distinction entre « nationalité » et « nation », l'ethnie étant un aspect de la nation. Dans ce texte de *Programme communiste*, la bourgeoisie active pour constituer la nation des « éléments passifs antérieurs ; le sang, la race, l'ethnie, la langue, etc. : « Les éléments des nations modernes existaient partout. » (op.cit., p.15). Plus loin dans le texte (j'y reviendrai), Bordiga déclare que l'Etat-nation unitaire allemand n'a existé qu'avec l'annexion de l'Autriche. Malgré leur distinction initiale, la nation territoriale ne se porte jamais aussi bien que quand elle coïncide avec la nationalité.

Mais demeure la question : comment se définissent et se délimitent les nations ? Et même, en amont, la question : comment se fait-il que l'extension des marchés connaisse et produise sa propre limitation ?

Quand Bordiga aborde la question du territoire ce n'est pas à partir de la bourgeoisie et du mode de production capitaliste mais de la dissolution de la *gens*. Il cite alors Engels (*L'origine*, etc.) : « Par rapport à l'ancienne organisation gentile, l'Etat se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants d'après le territoire. Comme nous l'avons vu, les anciennes associations gentiles, formées et maintenues par les liens du sang, étaient devenues insuffisantes, en grande partie parce qu'elles impliquaient que leurs membres fussent attachés à un territoire déterminé et que, depuis longtemps, ces attaches avaient cessé d'être. Le territoire demeurait, mais les gens étaient devenus mobiles. On prit donc la division territoriale comme point de départ. » (p.4). Quand Engels analyse ici la production de l'Etat à Athènes, il fait un énorme contresens dû autant aux recherches historiques auxquelles il avait alors accès qu'à ses propres présupposés idéologiques. La réforme territoriale de Clisthène dont il est ici question brise l'implantation locale des *dèmes* en répartissant les représentations en bandes territoriales contenant chacune une part de « montagne » (domaine des petits paysans libres), une part de « plaine » (domaine des aristocrates et des *gens*), une part de côte (domaine des artisans et marchands), ainsi les *gens* dominantes étaient absorbées par les deux autres composantes. Si la *gens* disparaît ce n'est pas parce qu'elle était « devenue insuffisante », c'est qu'il y avait à ses côtés un grand nombre de personnes qui ne faisaient partie d'aucune *gens*. Les réformes territoriales liées à l'avènement de la « démocratie » en Grèce suivent la période des tyrannies durant laquelle les familles aristocratiques eurent très

peur du pouvoir et de la violence de la « plèbe ». Certaines de ces familles (les Alcéméonides à Athènes – Clisthène puis Périclès - et d'autres dans d'autres cités) avaient compris que pour garder le pouvoir, il fallait le transformer.

Il est tout de même très étonnant (mais pas tant que ça) qu'un marxiste comme Bordiga nous présente les évolutions historiques comme des sortes de phénomènes naturels sans que l'on y aperçoive un soupçon de lutte des classes. Quand en 508 av JC, Clisthène revient au pouvoir à la suite d'une sorte de coup d'Etat, après avoir été chassé d'Athènes par les chefs d'une autre *gens*, il lui faut l'appui du « démos » qui n'appartient à aucune *gens*. Malgré les réformes de Solon, avant même la « révolution territoriale » de Clisthène et toujours par la suite, les *gens* demeurent des associations aristocratiques qui se disputent le pouvoir après la mort de Périclès (c'est-à-dire après la période de domination difficile des Alcéméonides).

Il est important de faire ressortir la liaison essentielle entre Etat et territoire, à condition de ne pas transformer chaque terme en substance scandant le développement de l'humanité ou de « l'espèce » : « l'origine », « le communisme primitif », « la *gens* », « la propriété », « les classes », « la famille patriarcale », « l'Etat », « le territoire », etc. Nous aurions ainsi de grandes « Idées », de grandes instances apparaissant dans l'Histoire universelle et gouvernant (sous l'égide d'un mystérieux et irrépressible développement des forces productives) la succession des modes de production, ces derniers n'étant plus que des formes dans lesquelles ces « Idées » se réalisent successivement, dans la mesure où « l'origine » doit se perdre afin de se retrouver sous une « forme supérieure ».

Le territoire de la cité grecque, n'est pas celui de l'Empire romain, ni celui de la monarchie féodale ou de l'Etat capitaliste. Ce n'est pas l'« Idée » de territoire qui évolue comme si elle avait été révélée au monde un beau jour de 508 av JC.

Sous-tendant toutes les énormités tant théoriques qu'historiques de ce texte, il y a cette conception providentielle de l'histoire dans laquelle des entités produites et historiquement spécifiques sont vues comme des principes et des processus propres qui se perpétuent : l'Etat-Nation dépassant/conservant la « race » (même si la pureté virginale en a pris un coup)

Quand Bordiga revient à la cible réelle de son texte, c'est-à-dire, contre Damen, le soutien aux luttes de libération nationale, il affirme bien que les nationalités (ici malgré la réserve précédente identifiées à « nation ») est un « produit historique » (p.3). Mais, même si les nations sont dans un avenir communiste assez lointain « « appelées à disparaître », il ne s'agit pas « de négliger ce processus fondamental qu'est le processus national » qui comme il est dit quelques lignes au-dessus : « présente des origines et des cycles bien déterminés ». « Processus fondamental » et « réalisation » : les bases mêmes de toute construction spéculative. Quand Bordiga expose la réalisation historique de ce « processus national » au travers des Hébreux bibliques, de la Grèce classique, de la période hellénistique, de Rome, etc., les nécessités de la « réalisation » nécessitent de grossières « approximations » (au mieux) historiques.

Ce n'est pas une histoire des luttes de classes, des contradictions internes et des dynamiques de chaque mode de production que nous présente Bordiga, mais l'histoire de « processus » qui survolent et se moquent des luttes de classes.

« L'histoire des luttes sociales et des guerres civiles dans les murs mêmes de Rome est bien connue, mais ses vicissitudes ne diminuent pas la solidité et l'homogénéité de la superbe construction qui assume l'administration de toutes les ressources productives des pays lointains, qui les couvre d'œuvres durables ayant les fonctions productives les plus diverses : routes, aqueducs, thermes, marchés, forums, théâtres etc. (...) [on peut se demander pourquoi Bordiga ne tient pas le même discours à propos de l'impérialisme américain qu'il déteste tant]. La décadence et la chute de l'empire romain mettent fin à la période de l'histoire antique où la nationalité et l'organisation en Etats nationaux représentaient des facteurs

décisifs allant dans le sens de l'évolution des forces productives. » (p.8). Le flux du « processus national » va s'interrompre, mais qu'à cela ne tienne, ce n'est qu'une « éclipse » (p.9) et qui plus est une « éclipse » nécessaire à sa poursuite : « Les barbares approchent [n'en déplaise à Bordiga et à son armée romaine « nationale », ils formaient déjà l'essentiel de cette dite armée. Déjà sous la République, la réforme de Marius – 104 av JC - en avait fait une armée professionnelle rétribuée], forts de leur organisation en gens, mais pas encore mûrs pour constituer des Etats et pour fonder de véritables nations. L'ombre du Moyen Age féodal se profile : mais c'est là encore, comme l'affirme Engels, *une nécessité déterministe, inhérente au développement des forces productives* [je souligne]. » Nous voilà rassurés, c'est certainement la même « nécessité » qui avait poussé Huns et autres Mongols à pousser les Germains massivement au-delà du limes.

Malgré quelques « vicissitudes », la Providence avait prévu un rôle essentiel pour ces barbares germains dans le grand devenir du principe national : « les nationalités modernes » (Engels, *L'Origine, etc.*, cité par Bordiga, p.10).

« ...la doctrine marxiste classique considère comme une donnée historique positive non seulement l'organisation des anciens peuples barbares et nomades en Etats territoriaux, mais aussi la nature nationale des Etats, *leur coïncidence avec la nationalité* [je souligne], c'est-à-dire avec une communauté qui repose non seulement, dans une certaine mesure, sur la race, mais aussi sur la langue, la tradition et les coutumes de tous les habitants d'un territoire géographique vaste et stable. ». Voilà une description pittoresque des premiers royaumes barbares « vastes et stables » réunissant une « population homogène ». Qu'importe pourvu que le principe poursuive sa route semée d'embûches et, qu'à chaque étape » on puisse retrouver les déterminations conservées des étapes précédentes comme dans toute bonne téléologie.

Est-ce que Bordiga s'aperçoit de toute la fantaisie de sa démarche quand il éprouve le besoin de la distinguer de l'« idéalisme bourgeois » ?

« Tandis que l'historien idéaliste voit dans la nationalité un fait général, présent toujours et partout où existe une vie associée [qui sont ces historiens ? Bacon, Hobbes, Machiavel, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Diderot, Leibniz, Kant, etc. cherchent le principe qui précisément constitue les lois, les Etats et qui les transforme. Thiers, Mignet, Thierry s'occupent de la constitution des nations avec les luttes entre classes sociales. Voir Althusser, *Politique et Histoire, de Machiavel à Marx*, Cours à L'Ecole normale supérieure 1955-1972, éditions du Seuil 2006], nous, marxistes, lui attribuons des cycles historiques déterminés. » (p.11). On ne voit pas vraiment en quoi les « cycles historiques déterminés » d'un principe (« processus ») diffère de son existence présente, toujours et partout (si ce n'est à l'origine, mais il y a peu d'historiens, même idéalistes, qui évoque la nationalité de l'homo habilis gracile face à celle du robuste).

Il faut reconnaître cependant qu'à la différence de « l'historien idéaliste » anonyme (et encore il arrive à ce dernier de concevoir l'unité de l'humanité et la paix perpétuelle – Kant), Bordiga déclare : « La nation et son influence matérielle disparaîtront en même temps que le capitalisme et la démocratie bourgeoise, mais pas avant [où nous allons retrouver Damen, tout aussi anonymisé dans ce texte que « l'historien idéaliste » : la formation d'Etats nationaux sera même indispensable pour que l'avènement du capitalisme moderne puisse être considéré comme achevé dans les différentes aires géographiques. » (p.11). Le Tchad, le Niger, la Centre-Afrique, le Soudan, la Birmanie, Etats nationaux modernes achevant le processus. Le découpage impérialiste du Moyen-Orient : Syrie, Irak, Liban, Etats nationaux modernes ? Ces Etats témoignent bien d'une certaine façon de l'avènement du « capitalisme moderne », mais loin de son processus s'étendant à « toutes les aires géographiques » le « processus national » y fut importé et imposé (voir Corm et Tilly).

Mais, ce qu'il y a de plus inepte dans la méthode de Bordiga (en liaison avec toute sa téléologie), c'est qu'il existerait dans un mode de production (n'importe lequel) un « achèvement ». Qu'il existe des contradictions *nécessaires* qui peuvent produire *conjonctuellement* le dépassement d'un mode de production est une chose, qu'il existe un achèvement du cours de ce mode de production en est un autre, cela relève pleinement d'une conception idéaliste de l'histoire qui partant d'un (ou plusieurs principes ou Idées) postule par là-même le cours de ce principe et son achèvement puisque ce principe finit par se retrouver, au travers des « ruses de l'Histoire, lui-même comme accompli.

En abordant la « période féodale », Bordiga donne une définition de l'Etat national destinée à montrer qu'il n'y a pas d'Etat national durant cette période contrairement, selon Bordiga, à la protohistoire de la chose durant l'Antiquité classique :

« L'Etat territorial est une Etat national non seulement quand son pouvoir s'impose sur tout le territoire grâce à une force armée (ce qui était déjà vrai pour les Egyptiens et les Assyriens, et plus tard pour les Saliens ou les Bourguignons, etc.), mais quand le commerce des produits du travail et des biens peut se faire sur tout le territoire et entre des points éloignés de ce territoire. Au niveau de la superstructure juridique, ceci s'exprime dans le fait que les citoyens jouissent des mêmes droits dans toutes les circonscriptions de l'Etat. C'est seulement alors que l'Etat est une nation. Au sens du matérialisme historique, la nation est donc une communauté organisée sur un territoire où s'est constitué un marché intérieur unitaire. Ce résultat historique va de pair avec *une certaine communauté de sang* [je souligne] mais surtout de *langue* [souligné dans le texte], (on ne fait pas de commerce sans parler !) d'usages et de coutumes.» (p.12).

Il est possible sur bien des points de souscrire à cette définition. Elle souffre cependant tout d'abord de ne pas être historiquement située. Certains éléments peuvent correspondre aux monarchies absolues de l'Europe occidentale ou même aux empires de l'Europe centrale et orientale, incluant même l'Empire ottoman. D'autres éléments ne peuvent être considérés comme valides qu'à la suite des révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle : il n'y a pas de marché unifié en France et encore moins de citoyens jouissant des mêmes droits avant la Révolution. Le marché unifié peut ailleurs accompagner des différences de droits selon les « circonscriptions » : les juifs unifient le marché polonais au profit et comme agents de l'aristocratie foncière sur la base d'une paysannerie quasiment sans droits. Plus directement, dans les années 1950, Bordiga avait sous les yeux des Etats nationaux fédéraux où les droits pouvaient être différents selon les régions, sans parler du racisme structurel de la « nation américaine ».

Malgré tout, nous pouvons, sur ces points, considérer la définition de Bordiga comme « juste » en ce qu'elle fixe ce que l'on pourrait appeler un « idéal type ». Cependant, cette définition laisse un point capital dans l'ombre, mais cela concerne la quasi-totalité des théoriciens ou historiens ayant abordé la question : quels sont les critères, les conditions, la nature des limites ayant présidé à la constitution de ce territoire national ? Le sang et la langue ne viennent qu'après, le premier comme pure construction mythologique selon les besoins du moment (le Peuple politique invente le peuple « originel »), la seconde comme résultat et non cause du marché national, plus haut Bordiga pouvait écrire que de Lubeck à Amalfi, l'italien – quel italien ? – servait de langue marchande commune. Il est à nouveau lourdement symptomatique de la démarche téléologique de Bordiga de retrouver le « sang » et même la langue dans l'Etat national qu'accidentellement il avait qualifié de « purement territorial ».

Nous en arrivons finalement au cœur du sujet :

« La révolution nationale n'est pas notre révolution, la revendication nationale n'est pas notre revendication, et elles ne représentent pas pour l'homme la conquête d'un avantage



irréversible et éternel. Mais le marxisme [c'est-à-dire moi Amédéo Bordiga] les considère avec intérêt, voire avec admiration et passion, et lorsque le cours de l'histoire les remet en cause il est prêt [qui ? le marxisme ? combien de divisions ?], en temps et lieu décisifs, à se lancer dans la lutte pour elles. Ce qu'il faut étudier, c'est le degré de développement des cycles historiques, en délimitant correctement les aires et les phases. Si mille ans se sont écoulés entre le développement des peuples primitifs du bassin méditerranéen et celui de l'Europe occidentale, il est parfaitement possible que le cycle national moderne de l'Occident soit clos alors que celui des peuples d'une autre race, d'un autre cycle et d'un autre continent reste encore ouvert avec son potentiel révolutionnaire pour une longue période. »

Il est très difficile de trouver une comparaison aussi stupide que celle-ci. Comme si le capitalisme n'avait pas fait entrer les « peuples » dans une histoire universelle (*Idéologie allemande*), comme si on pouvait encore considérer les évolutions régionales comme indépendantes bien que hiérarchisée (non indépendantes parce que hiérarchisée). Bordiga devrait se souvenir que Lénine « justifiait » la révolution en Russie par la théorie du maillon le plus faible d'une économie capitaliste mondiale. Mais le principe doit, imperturbable, poursuivre son cours à travers la planète.

Dans les années 1950, « le marxisme » devait donc « se lancer dans la lutte » pour ce qui ne pouvait être dans l'élaboration théorique de Bordiga que des révolutions bourgeoises poursuivant dans d'autres aires ce qui fut accompli en Occident. Les luttes de libération nationale des débuts de la seconde moitié du XXe siècle ont posé d'énormes problèmes à toutes les organisations d'extrême gauche ou d'ultra gauche, mais toujours en termes concrets de rapports de classes jamais comme la nécessité historique de l'Etat-nation devant s'imposer à l'échelle de la planète.

On peut prendre comme seul exemple un éditorial de *Socialisme ou Barbarie* à propos de la guerre en Algérie : « Même si demain l'indépendance doit permettre à une minorité autochtone d'exploiter "en toute propriété" les masses algériennes, il n'en est pas moins vrai que la lutte actuelle exprime aux yeux des masses le refus de l'exploitation telle que l'exerce l'impérialisme étranger, sous la forme la plus brutale, la plus élémentaire et la plus complète. » (*Prolétariat français et nationalisme algérien*, SoB n°24, mai-juin 1958). L'attitude de beaucoup combina, dans la mesure du possible, une condamnation du colonialisme français et de la répression, une position théorique très critique vis-à-vis du pouvoir indépendantiste en gestation, et souvent une solidarité pratique. Au même moment la revue-groupe Noir et Rouge est beaucoup moins nette dans la critique des luttes de libération nationale et leur devenir (sur la question en ce qui concerne SoB et *Noir et Rouge*, voir *Histoire critique de l'Ultragauche*, 2<sup>nd</sup> édition, éd. Senonevero 2015).

### Troisième partie (21 pages)

*Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations.*

*Obstacles féodaux à la naissance des nations modernes*

Dès les premières lignes de cette troisième partie, Bordiga reprend sa définition de la nation : « périmètre géographique », « circulation économique libre », « droit positif », et encore et toujours « communauté de race et de langue » (pp.1-2).

L'affirmation qu'il « n'existe pas de nation sans Etat » est juste : soit que l'Etat fasse la nation ; soit que la lutte de libération nationale ne puisse exister sans avoir en elle la constitution d'un Etat, en effet la lutte de libération nationale réfère à une nation sans « encore » d'Etat.

Pages 4-5. Bordiga donne une analyse intéressante de la lutte entre Guelfes (pape) et Gibelins (empereur) qui à partir du XI<sup>e</sup> siècle domine tout le Moyen-Age italien (Dante était gibelin : *La Divine Comédie* 1305). La papauté soutient les petites républiques communales marchandes (le régime féodal s'est très peu et très mal implanté en Italie ; le servage n'y domina jamais), mais les rivalités incessantes aussi bien à l'intérieur de chacune qu'entre elles font pencher une partie de la bourgeoisie en faveur d'un Etat unique que représente l'empereur.

- « *Chatoyantes superstructures de la révolution capitaliste* »

Tous les systèmes unitaires (fiscalité, administration, marché, droit) accompagnant la montée des rapports bourgeois (marchands et manufacturiers) créent le peuple et conjointement la nation. En Allemagne, la Réforme substitue à une hiérarchie universelle des hiérarchies « nationales » (p.8).

« Toute révolution bourgeoise est une révolution nationale » (p.7).

Et son corollaire : « La bourgeoisie n'a pas fait une révolution mondiale, mais toute une gamme, tout un éventail de révolutions nationales, et il n'est pas dit que nous les ayons encore vues toutes. » (p.9).

Bordiga termine le chapitre par une citation du *Manifeste* donnant une sorte de synthèse de la genèse de l'Etat-nation.

« Chacun de ces stades de développement de la bourgeoisie s'accompagna d'un progrès politique correspondant. Ordre opprimé lorsque régnaient les seigneurs féodaux, associations armées s'administrant elles-mêmes dans la commune, ici république urbaine indépendante, là tiers ordre taillable de la monarchie, puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids à la noblesse dans la monarchie appuyée sur les divers ordres ou absolue et pierre angulaire des grandes monarchies en général, la bourgeoisie s'est enfin conquise, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, la suprématie politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Les pouvoirs publics modernes ne sont qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle extrêmement révolutionnaire (...) La bourgeoisie se trouve engagée dans une lutte continuelle : contre l'aristocratie au début ; plus tard contre les éléments de la bourgeoisie elle-même dont les intérêts entrent en contradiction avec les progrès de l'industrie ; *en permanence contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers* (je souligne). »

Même si dans les cités italiennes le développement du capitalisme marchand était fondu dans le système féodal avec ses privilèges et ses monopoles, ce qui, lié à une exploitation féroce du *contado* paysan, contribua à l'impasse séculaire du développement capitaliste en Italie, on peut considérer cette synthèse comme à peu près pertinente d'un point de vue historique et descriptif. Mais elle laisse dans l'ombre un problème : le sujet opérant une « révolution nationale » et produisant l'Etat-nation est *a priori* déjà prédéfini comme *national* dans la mesure où il agit dans un cadre lui-même prédéfini comme national. L'Etat-nation comme « aboutissement » est présumé dans les termes de départ. Donc présence d'une question qui n'est pas posée : comment se construit ce sujet appelé « bourgeoisie nationale » et en quoi son action d'uniformisation, de centralisation est alors possiblement définie comme « nationale » et s'opposant « *en permanence contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers* » ?

La synthèse de Marx et Engels dans le *Manifeste* est une synthèse *historique* de différentes étapes *présupposant ses éléments*. Il faut considérer les différentes étapes comme l'action d'un sujet qui se constitue lui-même comme national dans ce cours historique, non seulement de par les circonstances de son émergence (qu'il ne cesse en réalité de modifier),

mais surtout de par les « nécessités de son être » : création d'un espace marchand unifié ; conditions de libération de la main-d'œuvre (structures foncières).

Ce national n'est ni présupposé, ni un cadre politico territorial donné, la bourgeoisie créant l'Etat-nation a bouleversé tous les cadres géographiques existant non seulement dans leurs « frontières » mais encore dans leur substance intérieure et, qui plus est, a constamment bouleversé les propres cadres qu'elle produisait : trouvant en elle-même ses propres *limites* « nationales » de constitution, elle qui est par nature mondiale. *La nation est une contradiction interne de la bourgeoisie.*

- « *Entrée du prolétariat sur la scène historique* »

« ...les masses prolétariennes trouvent leur voie dans le sillage de la bourgeoisie révolutionnaire. » (p.9)

- « *Luttes prolétariennes et cadre national* » (p.11)

Même si le prolétariat « ne peut engager sa lutte que dans un cadre national et ne peut avoir que dans ce cadre un parti politique de classe » (p.11), le prolétariat « doit construire une société internationale, tout en comprenant que la revendication de l'unité nationale est *utile jusqu'à un certain stade* (nous soulignons) mais toujours en tant que revendication bourgeoise. (...) Ici du point de vue contingent, formel et juridico-constitutionnel, le prolétariat, en se constituant en Etat de classe (dictature), doit se constituer en Etat national, tout ceci de façon transitoire [*bien sûr... Tsoin Tsoin*] » (pp.11-12).

De « l'utilité jusqu'à un certain stade de la revendication nationale » au prolétariat « se constituant en Etat national », toutes ces âneries dogmatiques, débitées dans les années 1950, après deux guerres mondiales et Staline, se passent de commentaires.

- « *Stratégie prolétarienne dans l'Europe de 1848* » (p.12)

Bordiga expose ici, sans aucun recul ni critiques les thèses de Marx et Engels défendues dans La Nouvelle gazette rhénane, c'est-à-dire, en bref : la « révolution double » [pour une présentation critique de cette thèse, voir TC 12, février 1995, *La révolution prolétarienne et Histoire critique de l'Ultragauche*, Postface]. Précisons, ce que ne fait pas Bordiga (pour qui toute l'histoire de l'humanité et de la lutte des classes se résume à la plume de Marx et d'Engels), que la théorie et la stratégie de la « révolution double » sont combattues à l'intérieur même de la « Ligue des communistes », ce qui conduisit à sa dissolution.

« La stratégie européenne de 1848 voit donc la classe ouvrière aux prises avec les différents Etats avec deux tâches colossales : aider à achever la formation des Etats nationaux bourgeois indépendants [*et encore pas tous*, voir Rosdolsky : *Friedrich Engels et les peuples sans histoire, la question nationale dans la révolution de 1848*, éd. Syllepse 2018], et essayer de renverser le pouvoir des bourgeoisies déjà victorieuses comme de celles qui n'ont pas encore vaincu. » (p.14). Bordiga évoque à peine en une demi-phrase l'insurrection de juin 48 qui ne colle pas vraiment avec le schéma stratégique (p.14).

C'est la suite immédiate qui importe :

« Avec ses hauts et ses bas, avec l'affrontement des forces matérielles antagonistes [ ? ], l'histoire a allongé les délais de ce processus, mais elle n'a pas entamé ce qui était le pivot de la stratégie d'alors : on ne pourra vaincre sur le second point si on n'a pas vaincu sur le premier, c'est-à-dire si on n'a pas surmonté les derniers obstacles qui s'opposent à l'organisation de la société en Etats nationaux. (...) L'histoire n'a pas démenti ce schéma, mais elle [l'histoire ?] n'a pas eu l'occasion de l'appliquer... » (p.14). En conséquence de

« l'allongement des délais », la stratégie « non appliquée » et donc « non démentie » demeure d'actualité, après 1848 en Europe (en dehors de la France et de l'Angleterre) et bien sûr dans le « tiers-monde » des années 1950. Quand en France, en 1914 et 1939, les prolétaires se rallient à leur bourgeoisie nationale, il ne s'agit pour Bordiga que d'« un démenti infligé à leur tradition » : « La constitution unitaire et centralisée de l'Etat-nation est de l'intérêt des bourgeois, en tant que forme de leur pouvoir de classe, mais aussi de l'intérêt des prolétaires jusqu'au moment de sa réalisation car c'est de là que naît l'alignement politique de classe qui permettra d'arracher à son tour le pouvoir à la bourgeoisie nationale. » (p.18). D'une telle remarquable stratégie, l'« histoire » ne nous a livré comme résultat que le massacre des prolétaires entre eux au service de ces nations dont ils avaient si vaillamment participé à la construction.

Pour Bordiga le « processus national » en lui-même comme force idéale n'est pas le produit des luttes de classes mais quelque chose qui les traverse et les surmonte. Ainsi la lutte des classes sous la I<sup>ère</sup> République, Thermidor, l'instauration du I<sup>er</sup> Empire n'ont aucune importance n'étant que des moments de la réalisation du processus nécessaire supérieur (p.15).

En ce qui concerne l'Allemagne, Bordiga écrit en 1953, qu'il n'existe pas d'Etat unitaire allemand, celui-ci n'a existé que sous Hitler avec l'annexion de l'Autriche. Dans les années 1950, il existerait donc trois Allemagnes [l'Est, l'Ouest et l'Autriche] (p.16). Le prolétariat de ces trois Allemagnes doit-il lutter pour la constitution d'une grande Allemagne centralisée et unitaire ? La réponse de Bordiga reste dans le flou

### Troisième parti (Suite) – 12 pages

*Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations*

« Le cycle historique de la formation des Etats nationaux bourgeois, parallèle à la diffusion de l'industrialisation et à la formation des grands marchés, embrasse indéniablement l'Angleterre, la France, l'Allemagne [Bordiga avait écrit plus haut que le véritable Etat unitaire allemand n'avait existé qu'avec l'annexion de l'Autriche], l'Italie. D'autres puissances mineures peuvent être considérées comme des nations établies : Espagne, Portugal, Belgique, Hollande, Suède, Norvège. La revendication marxiste s'étend de manière typique à la Pologne, et vaut surtout comme déclaration de lutte ouverte contre la « Sainte Alliance » formée par la Prusse, la Russie et l'Autriche. Mais dans la vision marxiste, ce cycle s'achèvera sans que soit résolu, entre autres, le problème des Slaves de l'Est et du Sud-Est. » (p.3)

Donc acte

« ...la constitution des Etats nationaux modernes comme *condition de la révolution ouvrière* [je souligne] concerne une aire qui s'arrête à l'est de la Pologne, en englobant éventuellement une Ukraine, et une Petite Russie bornées par le Dniepr. Voilà l'aire européenne de la révolution, celle qui devait être investie la première, et le cycle qui prélude à la période suivante, celle de l'action purement classiste, se clôt pour cette aire en 1871. » (p.4)

L'évidence qui n'effleure absolument pas Bordiga tout à ses schémas d'une histoire idéale, c'est que la période qui suivit fut majoritairement l'inverse de « l'action purement classiste ».

Il est vrai que trois pages plus loin, on apprend que : « La consigne [action purement classiste, défaitisme général] a été *trahie* [je souligne] par deux fois à l'échelle mondiale, en

1914 et en 1939. ». Qu'à cela ne tienne : grâce à nos « patientes reconstructions » et « nos répétitions inlassables (...) elle devra être reprise, lors d'un futur tournant historique » (p.7)

- *Epoque impérialiste et résidus irrédentistes*

« La libération et l'égalité de toutes les nationalités, irréalisables dans le cadre du régime capitaliste, sont des formules bourgeoises et contre-révolutionnaires. *Toutefois* [je souligne], les résistances que les nationalités opprimées ainsi que les petites puissances semi-coloniales ou sous protectorat opposent aux grands colosses étatiques capitalistes sont des forces qui concourent à la chute du capitalisme. ». Donc, un projet « bourgeois et contre-révolutionnaire » concourt à « la chute du capitalisme. Voilà de la dialectique ! L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Syrie, le Liban, Cuba, le Vietnam, l'Egypte, etc. ont concouru à la chute du capitalisme.

Bordiga ne s'intéresse pas qu'aux conflits entre les « colosses étatiques » et les « petites puissances », il s'occupe aussi des guerres entre les « colosses ».

« La victoire des démocraties occidentales et de l'Amérique dans la première et la seconde guerres mondiales [Bordiga omet de citer, au moins pour la seconde, l'URSS] a retardé les possibilités de révolution communiste, alors que l'issue inverse les auraient accélérées. » (p.9).

Mais alors il fallait soutenir l'Allemagne, le Japon, l'Italie, malgré la « consigne » du défaitisme général ou combiné un peu les deux. Il est difficile de voir en quoi la victoire de l'Allemagne, etc. aurait accéléré les possibilités révolutionnaires, rappelons que, tout en la dénonçant, pour Engels suivi par Bordiga, la démocratie est le meilleur régime pour l'expression des antagonismes de classes. Le retard apporté à la révolution proviendrait de ce que ce sont les Etats capitalistes les plus forts qui ont gagné, mais l'issue inverse ne pouvait que signifier que c'était les autres qui étaient les plus forts. Même la Providence historique est du côté des gros bataillons contre les petits. Et nous assistâmes à « la colonisation américaine de l'Europe » (p.11). Bordiga se retrouve en communion avec le général de Gaulle qui refusant en 1964 de se rendre à la commémoration du débarquement de Normandie aurait déclaré selon Alain Peyrefitte : « Vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi. »

De Bordiga à de Gaulle et vice versa, les voies de la Providence historique sont impénétrables.

